

LE PUZZLE FRANÇAIS. UN NOUVEAU PARTAGE POLITIQUE



Fondation Jean Jaurès



LE PUZZLE FRANÇAIS

UN NOUVEAU PARTAGE POLITIQUE

HERVÉ LE BRAS
JÉRÔME FOURQUET

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès

LE PUZZLE FRANÇAIS
UN NOUVEAU PARTAGE POLITIQUE

HERVÉ LE BRAS
JÉRÔME FOURQUET

Hervé Le Bras est démographe et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de recherches émérite à l'Institut national d'études démographiques (INED).

Jérôme Fourquet est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

INTRODUCTION

Pour reprendre une formule célèbre, « la rencontre d'un peuple et d'un homme » a personnalisé à outrance la V^e République après l'adoption de l'élection du président au suffrage universel. La campagne de 2017 a pimenté la chose en y ajoutant un jeu de massacre des sortants. Quarante-sept millions d'électeurs ont ainsi été priés de choisir tel ou tel profil de dirigeant sans grande attention portée à des promesses et à des programmes volatiles. Ce livre prend le parti opposé. Il laisse de côté la personnalité et la biographie des candidats, leur idéologie et leurs propositions pour s'intéresser aux 47 millions de citoyens.

Pour dresser leurs portraits et évaluer leurs changements d'opinion depuis les élections précédentes, il existe un imposant matériel factuel : les résultats de chaque bureau de vote des élections primaires, les résultats des deux tours des élections présidentielles dans chaque commune depuis 1995, les sondages d'opinion qui se sont affinés et multipliés, particulièrement le *rolling* de l'Ifop, qui a analysé les intentions de vote chaque jour du 1^{er} février au 21 avril 2017, l'avant-veille du premier tour.

Or, quand on se plonge dans ces données, on ne peut qu'être frappé par la cohérence des votes. Ils révèlent des angoisses et des fragilités face au chômage, à l'absence de diplômes, à la pauvreté, à la croissance des métropoles, à la disparition des services commerciaux et administratifs en milieu rural. Mais ils ne permettent pas de sombrer

dans le misérabilisme, car ils montrent aussi souvent une confiance dans l'avenir, dans l'Europe, dans la solidarité locale. Les attitudes qu'ils traduisent ne sont pas seulement l'expression de problèmes et de situations du moment, mais montrent la permanence, à travers les décennies et les générations, de comportements qualifiés par André Siegfried de « tempéraments ». Les différentes régions françaises réagissent souvent en fonction d'un long passé, industriel, religieux, autonomiste, et même anthropologique, si l'on désigne par ce terme les modes de sociabilité qui varient encore beaucoup d'un bout à l'autre du territoire.

Les données mettent progressivement au jour ces tendances, des plus immédiates aux plus profondes. L'interprétation des élections est souvent orientée du haut vers le bas. Les candidats proposent telle ou telle option et les électeurs les départagent. Mais l'interprétation peut aussi prendre la voie inverse du bas vers le haut. À coup de sondages, d'experts et d'un peu de terrain, les candidats élaborent en effet un programme qui leur paraît correspondre aux attentes de l'électorat. Ils se mettent à sa remorque. Ils lui tendent un miroir. Plutôt que de gloser sur un reflet, cet ouvrage s'attaque à la réalité des votes.

L'examen des comportements électoraux, particulièrement des comportements locaux qui sont abondamment cartographiés dans ce livre, permet ainsi de jauger l'ampleur du changement actuel. S'agit-il d'une révolution, pour reprendre le titre choisi par Emmanuel Macron dans son ouvrage de 2016, ou d'un changement en trompe-l'œil, d'un bouleversement ou d'une recomposition de grands blocs quasiment inaltérables ?

PRIMAIRES MAIS COMPLEXES

Un an avant l'élection présidentielle de 2017, le paysage politique était morose. Une répétition de la précédente élection, cinq ans auparavant, se profilait avec les mêmes acteurs, François Hollande, Marine Le Pen, Nicolas Sarkozy et Jean-Luc Mélenchon, auxquels s'ajouteraient les inévitables trublions, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan et François Bayrou. Un élément avait cependant changé, qui allait précipiter en cascade les événements. Marine Le Pen, qui avait obtenu 18 % au premier tour de la présidentielle de 2012, était maintenant créditée de près de 30 % des intentions de vote. Aux élections les plus récentes, départementales et régionales, le Front national (FN) avait déjà dépassé 28 % des suffrages.

Lorsque le FN est à 18 %, la droite et la gauche peuvent chacune obtenir un score voisin de 40 %, ce qui permet à plusieurs candidats de chaque tendance d'entrer en lice, avec une bonne chance de terminer par un duel droite-gauche au second tour. Avec un FN à 30 %, les deux blocs traditionnels ne peuvent plus espérer chacun qu'un pourcentage de l'ordre de 30 à 35 %. Presque certainement la famille qui présente plus d'un candidat est éliminée car elle passe au-dessous des 30 % du FN. L'affaire se joue alors au second tour entre Marine Le Pen et le candidat qui a su faire l'unité de son camp. Mine de rien, les élections, c'est aussi de l'arithmétique.

Il était donc nécessaire que la droite comme la gauche réalisent leur unité respective. À l'une comme à l'autre, l'organisation d'une primaire est apparue inévitable.

LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE : UN SUCCÈS AMBIGU

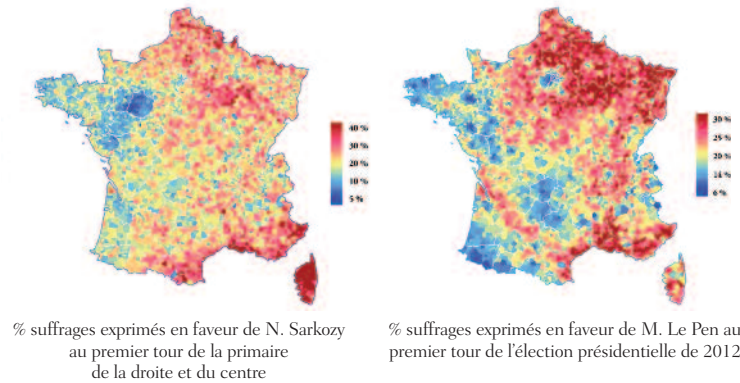
D'emblée, la primaire de la droite paraissait bien engagée, l'UDI s'étant jointe aux Républicains, ce qui laissait seulement à l'extérieur du périmètre le MoDem et Nicolas Dupont-Aignan. Rapidement, deux protagonistes polarisèrent les intentions de vote, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy. Dès janvier 2016, les situations étaient figées avec 38 % d'intentions de vote pour Alain Juppé, 29 % pour Nicolas Sarkozy, 12 % pour Bruno Le Maire comme pour François Fillon. À la mi-octobre, un mois avant le scrutin, les pourcentages étaient pratiquement inchangés, 37 % pour Alain Juppé, 31 % pour Nicolas Sarkozy, 12 % pour François Fillon, 11 % pour Bruno Le Maire. Avec le duel Nicolas Sarkozy-Alain Juppé qui se profilait, les positions se durcissaient. Nicolas Sarkozy reprenait des thèmes de l'extrême droite et attaquait violemment François Bayrou qui s'était allié à Alain Juppé. Alain Juppé, plus circonspect, commençait à rendre coup pour coup. Les électeurs de droite en venaient à craindre l'éclatement de leur parti, le perdant faisant scission ou bien soutenant un autre parti. Ni François Fillon ni Bruno Le Maire, immobilisés un peu au-dessus de 10 %, ne semblaient constituer une alternative ; car comment choisir entre les deux ? Le deuxième débat, le 3 novembre, a débloqué la situation, François Fillon réalisant une bonne performance et Bruno Le Maire une mauvaise. La cote des deux a rapidement divergé, selon l'Ifop, François Fillon montant

dès le lendemain à 16 % et Bruno Le Maire tombant à 7 %. Dès lors l'alternative Fillon devenait crédible. Celui-ci représentait la vraie droite, ni tentée par le FN, ni tentée par le centre. Qu'on le souhaite ou non, une primaire exalte, par sa nature, la pureté de sa tendance, ici la droite, mais plus tard la gauche avec Benoît Hamon.

Dès lors l'ascension de François Fillon a été fulgurante. Le 17 novembre, à l'issue du troisième débat, les sondages le mettent à 27 % des intentions de vote et trois jours plus tard il écrase les deux favoris avec 44 % des suffrages. Sur le terrain, le sens de ce verdict est clair. Les bureaux où Nicolas Sarkozy a obtenu ses meilleurs résultats sont situés dans les zones les plus favorables au Front national, ceux où Alain Juppé a le mieux réussi correspondent aux territoires de la gauche à l'élection présidentielle de 2012. Quant à François Fillon, il l'emporte le plus aisément dans cette France traditionnellement de droite avec une accentuation en Sarthe et dans les Pays de la Loire, ses fiefs historiques.

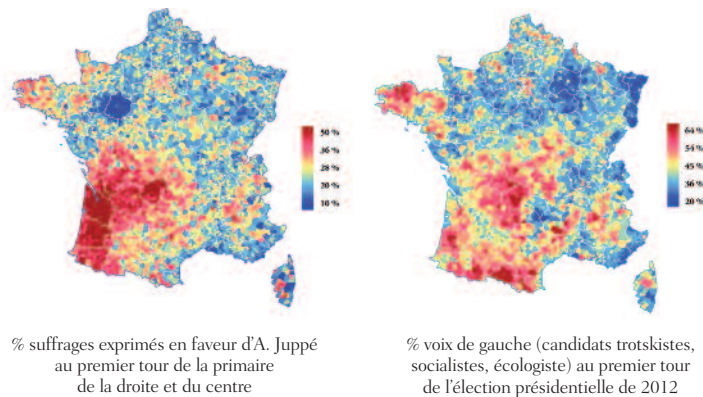
Cartes 1

Scores de Nicolas Sarkozy au premier tour de la primaire de la droite et scores de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012



Cartes 2

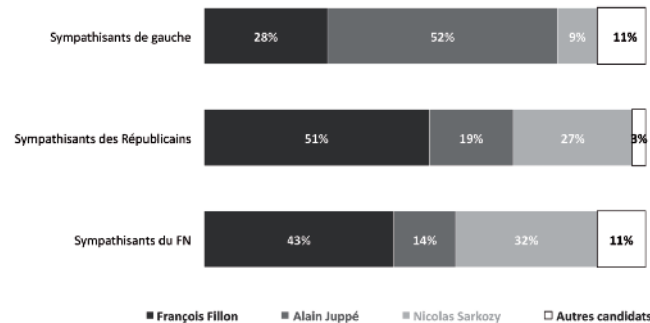
Scores d'Alain Juppé au premier tour de la primaire de la droite et scores de François Hollande au premier tour de l'élection présidentielle de 2012



Une fois dégagé de la concurrence de Bruno Le Maire, François Fillon, même s'il n'enthousiasmait pas la droite, est apparu à la fois comme peu susceptible de se tourner vers l'extrême droite et peu enclin à gouverner avec un centre gauche. Le vote en sa faveur a été accentué par la crainte d'une manipulation de la primaire par des électeurs de gauche venus soutenir Alain Juppé et des électeurs d'extrême droite venus épauler Nicolas Sarkozy. Effectivement, les enquêtes ont compté 17 % de sympathisants de gauche et 11 % de sympathisants du FN parmi les participants au scrutin. Est-ce à dire que la menace de noyautage de la primaire par l'extrême droite ou par la gauche était possible ? Deux faits s'opposent à cette vision complotiste. D'abord, il n'était pas dans l'intérêt des électeurs de gauche de pousser une candidature d'Alain Juppé car il aurait vraisemblablement été un adversaire formidable face à un candidat de gauche. De même, pousser Nicolas Sarkozy risquait de fragiliser le candidat de l'extrême droite au second tour.

Une seconde raison plus technique et plus profonde va à l'encontre de la théorie du complot ourdi par les électeurs des autres forces politiques. Les sondages ont fourni le partage des votes au premier tour de la primaire en fonction de la proximité politique des électeurs. Ainsi, 52 % des sympathisants de gauche ayant participé à la primaire ont voté pour Alain Juppé, 28 % pour François Fillon et 9 % pour Nicolas Sarkozy. Inversement, 32 % des sympathisants du FN ont voté pour Nicolas Sarkozy, 43 % pour François Fillon et 14 % pour Alain Juppé (figure 1).

Figure 1
Intentions de vote à la primaire de la droite selon l'appartenance politique



Connaissant le pourcentage obtenu par chaque tendance aux élections précédentes, on peut en déduire la probabilité qu'un électeur de gauche, qu'un électeur de droite ou qu'un électeur du FN se présente à la primaire. En appliquant dans chaque commune ces pourcentages aux électeurs des trois forces politiques et en les ventilant selon les trois candidats en tête de la primaire, on obtient le pourcentage que les trois candidats auraient dû obtenir si l'intervention des sympathisants de gauche et d'extrême droite s'était produite. Leur répartition très concentrée autour de la moyenne ne correspond absolument pas aux pourcentages obtenus par les trois candidats.

L'écart entre les résultats qu'aurait dû produire l'intervention des sympathisants de gauche et du FN et la réalité s'explique par l'imprécision de la notion de « sympathisant ». Les électeurs français ne sont pas partagés en trois groupes distincts de sympathisants. Il existe plutôt des noyaux durs de chacune des tendances, des « socles », selon la terminologie qui a prévalu récemment, et des halos

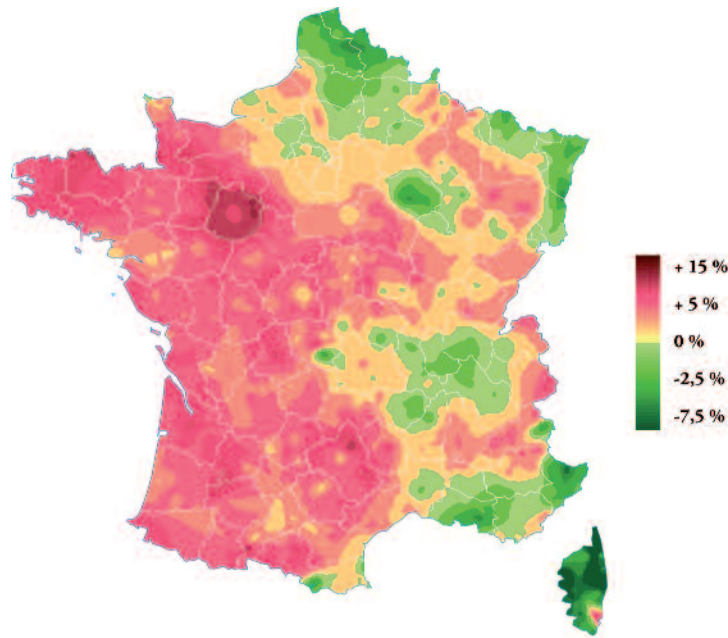
intermédiaires constitués de personnes qui votent tantôt pour une tendance, tantôt pour une autre. Le halo de gauche de la droite, ceux qui votent tantôt à droite, tantôt pour un social-démocrate, est plus important dans les régions de gauche. Son apport a donc servi Alain Juppé dans ces régions. Réciproquement, le halo FN de la droite a favorisé Nicolas Sarkozy dans les régions où l'extrême droite était bien implantée.

LE SECOND TOUR SANS SURPRISE

Avec 44 % des voix au premier tour, l'élection de François Fillon au second tour a pris l'allure d'une formalité, d'autant que Nicolas Sarkozy, arrivé en troisième position, a demandé à ses électeurs de se reporter sur François Fillon. Ceux-ci n'ont pas tous obéi au doigt et à l'œil même si les reports ont été de bonne qualité. Dans la plupart des communes où Nicolas Sarkozy avait obtenu de bons résultats, la participation a baissé au second tour alors qu'elle augmentait dans le reste de la France. Le fait est particulièrement visible dans les fiefs des principaux lieutenants de Nicolas Sarkozy, Laurent Wauquiez en Rhône-Alpes, Gérard Darmanin dans le Nord, François Baroin en Champagne, Éric Ciotti à Nice, Jean-Claude Gaudin à Marseille mais aussi en Corse, très sarkozyste (carte 3).

Carte 3

Variation du nombre de votants entre les deux tours de la primaire de la droite en pourcentage des votants du premier tour



Alors que des caractères profonds et anciens de l'électorat s'étaient manifestés au premier tour, le second a été dominé par l'opposition de deux personnalités, Alain Juppé se maintenant en Aquitaine et à son voisinage, François Fillon l'emportant nettement dans le reste de la France. En particulier, la ligne de séparation des deux électors courts visiblement en haut de l'ancienne région de Poitou-Charentes. Une fois acquise la large victoire de François Fillon à la primaire, l'élection présidentielle paraissait une formalité, au vu des divisions de la gauche

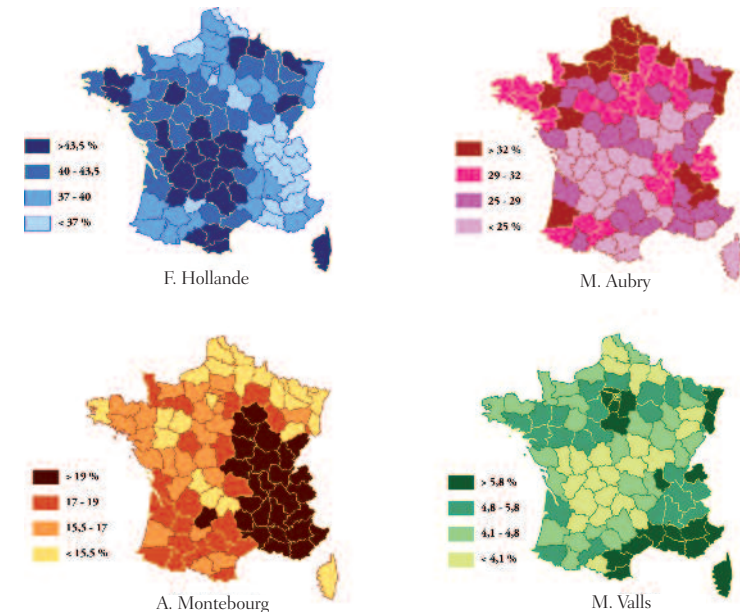
et du front républicain – un front républicain que la gauche déciderait vraisemblablement de pratiquer au second tour quand François Fillon serait opposé à Marine Le Pen.

L'allégresse n'a pas duré longtemps à cause d'une mesure très maladroite dans le programme de François Fillon, qui n'avait pas attiré beaucoup l'attention jusqu'alors, le déremboursement de tous les frais médicaux de confort et de maladies bénignes. Les personnes âgées, qui sont les premières concernées, l'ont mal pris. Or, elles formaient le gros de l'électorat Fillon. Au premier tour de la primaire, 53 % d'entre elles lui avaient apporté leur vote contre seulement 29 % des personnes de moins de 35 ans. Plus tard, dans les premiers sondages de l'élection présidentielle, moins de 15 % des personnes âgées de 18 à 49 ans comptaient voter pour lui contre plus de 40 % de celles qui avaient dépassé 65 ans. François Fillon redressa la barre assez maladroitement. Mais cette bévue avait initié une descente dans les sondages. De 28 % d'intentions de vote au premier tour, au lendemain de sa victoire à la primaire, il descendit par saccades à 24 % en moins de deux mois, notamment dans les catégories populaires, comme on le verra plus loin. Deux forces contraires, déjà présentes à l'aube de la primaire, travaillaient ses électeurs potentiels. D'une part, ils souhaitaient ardemment une victoire de la droite ; d'autre part, ce candidat, qui avait été le « collaborateur » de Nicolas Sarkozy, le second de Philippe Seguin et de Joël Le Theule, n'avait pas l'étoffe d'un chef, un profil qui plaît habituellement à droite. L'équilibre était instable entre ces deux forces contraires. Comme on le sait, les affaires ont fourni le prétexte à le rompre.

LA GAUCHE ET LA PRIMAIRE

La gauche faisait face au même dilemme que la droite. Ou bien elle allait au scrutin en ordre dispersé et elle ne figurerait pas au second tour si la droite parvenait à s'unir, ou bien elle organisait une primaire de la gauche. Dès le début de l'année de 2016, plusieurs initiatives tentèrent de mettre sur pied une primaire. Elles se heurtèrent à deux obstacles. À la gauche de la gauche, Jean-Luc Mélenchon avait décidé de se présenter quoi qu'il en soit, persuadé que le Parti socialiste ne résisterait pas à son coup de boutoir. Chez les socialistes, les stratégies les plus complexes, voire les plus tortueuses se développaient. Une primaire pouvait remettre en selle François Hollande malgré sa situation catastrophique dans les sondages. Manuel Valls était en embuscade, Emmanuel Macron préparait sa sortie du gouvernement pour se présenter. À vrai dire, les jeux personnels n'étaient pas nouveaux. Le Parti socialiste avait déjà organisé une primaire en 2011. Les scores obtenus par les principaux candidats ne reflétaient aucunement des positions idéologiques mais presque uniquement des fiefs géographiques, comme on le voit sur les cartes de leurs scores dans les départements (carte 4).

Cartes 4
Pourcentage de suffrages exprimés en faveur
des principaux candidats de la primaire socialiste de 2011



François Hollande obtenait ses meilleurs résultats en Corrèze, dont il était l'élu, et dans tous les départements limitrophes, voire au-delà en Charente, en Lozère, dans l'Indre. Ailleurs, de bons scores étaient dus à la présence d'hommes politiques amis. Pour sa part, Martine Aubry, qui avait été devancée au premier tour, avait recruté ses électeurs dans le chapeau Nord de la France autour de sa mairie lilloise. S'y ajoutaient quelques régions catholiques, par une sorte d'héritage de son père Jacques Delors et de sa proximité avec la CFDT. Pour Arnaud

Montebourg, la prééminence du fief était encore plus évidente, englobant tout le quart Sud-Est du pays sans aucune exception. Ségolène Royal se maintenait vaille que vaille dans sa région de Poitou-Charentes. Malgré ses petits 5 %, Manuel Valls présentait une géographie un peu plus cohérente : la région parisienne, que l'on pouvait considérer comme son fief, les départements méditerranéens sans exception, peut-être sensibles à son volontarisme affiché et à son discours sécuritaire. Il obtenait aussi de meilleurs scores dans les grandes villes que dans le monde rural. Aucune des divisions traditionnelles de la gauche n'apparaissait dans ce partage des dépouilles. Ni les trois blocs traditionnels du communisme (Nord, Centre et Méditerranée), ni les zones qui avaient été sensibles à Michel Rocard en 1974 (les régions de tradition catholique), ni les héritages du radicalisme (le Sud-Ouest), qui avaient formé le socle du vote Mitterrand contre de Gaulle en 1965. La débandade qui allait se produire cinq ans plus tard était déjà inscrite dans ce kaléidoscope sans profondeur historique.

LA PRIMAIRE DE 2017

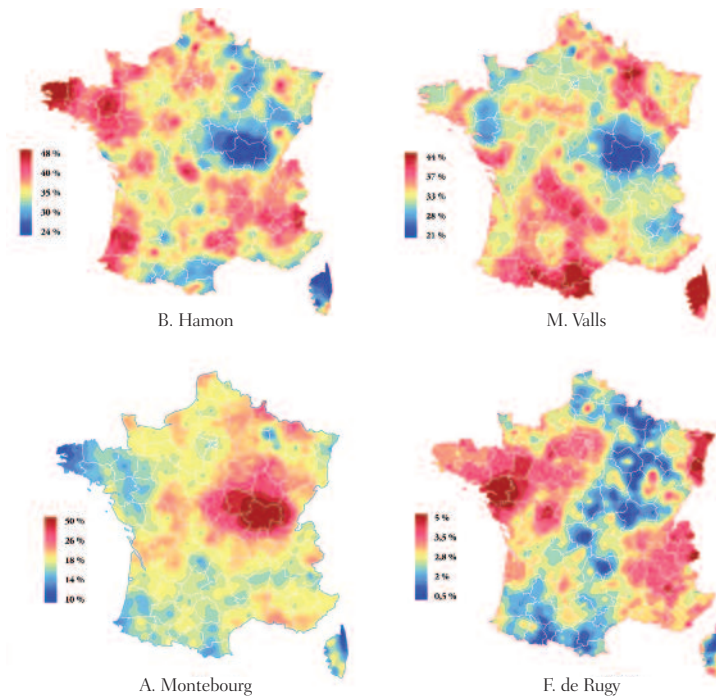
Bien qu'il ait donné un élan au vainqueur, le modèle de 2011 n'était guère encourageant pour 2017, d'autant que cette seconde primaire a été organisée dans la précipitation. Lorsqu'elle a été programmée, il semblait qu'elle servirait de tremplin à François Hollande. Des équipes étaient déjà en place pour préparer sa candidature ultérieure à l'élection présidentielle, une fois franchie la primaire. Mais à la surprise de beaucoup, il a renâclé devant cet obstacle et, semble-t-il, convaincu par les arguments de Manuel Valls et affaibli à la fois par le départ

d'Emmanuel Macron (qui devait lui servir de rabatteur de voix centristes pour compenser les pertes enregistrées sur sa gauche durant tout son quinquennat) et par la sortie du livre des journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme qui dégrada encore sa stature présidentielle, François Hollande s'est retiré de la course. La primaire avait perdu sa dernière justification, même inavouée. Elle se retrouvait coincée entre le dynamisme du mouvement En marche ! qui propulsait Emmanuel Macron vers une candidature à moitié socialiste et les Insoumis de Jean-Luc Mélenchon qui bouchaient l'accès à gauche. C'est l'effet qualifié de casse-noix par Jean-Luc Mélenchon, la noix étant le Parti socialiste. À cela s'ajoutait, ce qui était en train de devenir le thème dominant de la campagne présidentielle, le rejet de la classe politique, rejet qui avait déjà de beaux résultats à son actif avec l'élimination de Cécile Duflot (à la primaire des écologistes), d'Alain Juppé, de Nicolas Sarkozy et de François Hollande.

Dans ces circonstances, la primaire de 2017 a eu encore moins de signification que celle de 2011. L'émiettement géographique s'est accentué. Les fiefs qui occupaient encore de larges espaces en 2011 ont été réduits à quelques départements (carte 5).

Cartes 5

Pourcentage de suffrages exprimés en faveur des principaux candidats de la primaire socialiste de 2017

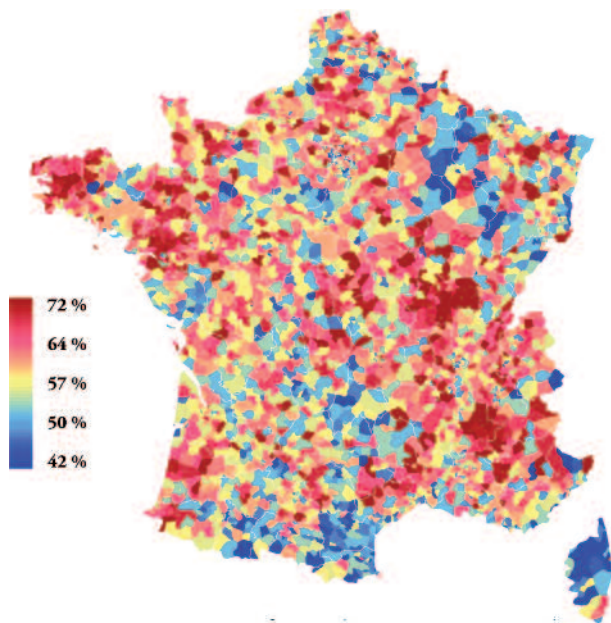


Le seul effet vraiment net (mais géographiquement circonscrit) est celui d'Arnaud Montebourg en Saône-et-Loire avec un prolongement dans les départements voisins. C'est aussi le seul endroit où les autres candidats enregistrent, en conséquence, leurs plus faibles scores. Mais, alors qu'en 2011 Arnaud Montebourg étendait son influence sur tout

le Sud-Est, en 2017 il est stoppé dès le nord de la région Rhône-Alpes. Il bénéficie aussi d'un point d'appui dans le nord de la Moselle, autour de la circonscription de sa compagne d'alors, Aurélie Filippetti, et d'un autre dans les Ardennes, où le député Christophe Léonard le soutenait. Manuel Valls ne conserve pratiquement rien de son implantation en 2011. Son score en région parisienne est décevant. Sur la Méditerranée, ses positions ont rétréci sauf en Occitanie profonde, Aude, Roussillon, Ariège. Il recueille une part de l'héritage socialiste du Sud-Ouest rural, mais il a perdu l'avantage relatif que lui concédaient, cinq ans plus tôt, les grandes villes. Benoît Hamon, qui l'emporte au premier tour, n'a pas une géographie plus déchiffrable. Tout au plus distingue-t-on l'influence de ténors de l'aile gauche du parti l'ayant soutenu : Martine Aubry à Lille, Henri Emmanuelli dans les Landes ou Michel Vergnier, député-maire de Guéret. Benoît Hamon doit à ses origines bretonnes un bon score dans cette région. Il plaît dans les grandes villes, sans doute là où le revenu universel reçoit un meilleur accueil. L'émiettement du vote socialiste est bien illustré par la carte par zone postale des résultats du second tour de Benoît Hamon.

Carte 6

Pourcentage de suffrages exprimés en faveur de Benoît Hamon
au second tour de la primaire socialiste de 2017



À part la Saône-et-Loire (Arnaud Montebourg s'était prononcé en faveur de Benoît Hamon) et le Finistère, dans tous les autres départements, faibles et forts scores de Benoît Hamon voisinent.

Si l'on revient au premier tour, seul le vote Ruyg a une cohérence géographique. On y retrouve les grandes zones où les écologistes enregistrent d'habitude de bons scores – Alpes et Dauphiné, Bretagne, Alsace, grandes villes – et les habituelles zones de faiblesse du

mouvement dans le Nord-Est et le long de la diagonale du vide qui court des Ardennes aux Pyrénées. Par ailleurs le bon score de Ruyg en Loire-Atlantique est dû à la fois à son engagement contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et à un effet de fief, puisqu'il a occupé et occupe des positions politiques dans le département. Un autre effet local de fief est perceptible dans le nord de la Vienne, autour de Châtellerault, dans la circonscription de la députée écologiste Véronique Massonneau, qui le soutenait. On le voit, le nombre relativement restreint de votants à cette primaire a conféré aux effets de fief et à la capacité de mobiliser des réseaux ou des clientèles un poids nettement plus important que lors d'un scrutin classique.

Dans ces conditions, la victoire de Benoît Hamon était sinon prévisible, du moins logique. D'abord, Manuel Valls est passé à la trappe comme auparavant Cécile Duflot, Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, François Hollande. Puis, sans doute par analogie avec la primaire de la droite, l'impératif de pureté a bénéficié à Benoît Hamon. De même que François Fillon était en position centrale entre Nicolas Sarkozy et Alain Juppé, Benoît Hamon s'est retrouvé entre Manuel Valls, qui penchait ostensiblement vers le centre, et Arnaud Montebourg, dont les rodомontades laissaient augurer un césarisme de gauche. Et comme François Fillon, c'était un second couteau pour lequel l'état de grâce n'a pas duré. Au sortir de la primaire, la cote de Benoît Hamon est soudain montée à 18 % des intentions de vote pour la présidentielle, laissant espérer qu'il écarterait Jean-Luc Mélenchon, mais presque aussi vite, l'affaire s'est dégonflée, Benoît Hamon pas plus que François Fillon ne faisant le poids. L'un et l'autre incarnaient un idéal lyophilisé de la droite et de la gauche respectivement.

LE CENTRE VIDE

« En démocratie, le lieu du pouvoir est vide », écrivait Claude Lefort. Emmanuel Macron et François Bayrou pourraient reprendre la remarque à leur compte. En donnant une prime au candidat qui représentait le mieux la droite et la gauche, les deux primaires ont ouvert un large espace au centre. Dans une élection, habituellement, les candidats font la course vers le centre. Dans chaque primaire, ils ont fait cette course vers le centre, mais le centre de la droite d'une part et le centre de la gauche d'autre part. Deux centres avec François Fillon et Benoît Hamon, éloignés du véritable centre ainsi libéré. Les candidats à sa reprise ne manquaient pas. François Hollande, d'abord, Manuel Valls, ensuite, François Bayrou, par habitude, mais Emmanuel Macron a été le plus rapide. François Hollande a renoncé, Manuel Valls a été éliminé, François Bayrou a hésité jusqu'en février avant de se rendre à l'évidence qu'il avait été doublé sur son créneau historique. Il a alors sagement rallié Emmanuel Macron, offrant à ce dernier le contrepoids qui lui manquait encore au centre droit.

La configuration n'est pas inédite. Déjà en 2007, Nicolas Sarkozy s'était déporté vers sa droite en reprenant nombre de thèmes du FN et simultanément, Ségolène Royal avait infléchi sa campagne vers la gauche, ce qui avait ouvert un espace au centre. François Bayrou en avait profité, récoltant 18,6 % des suffrages, ce qui était mieux, par exemple, que Jean-Marie Le Pen en 2002. Avec quelques points de plus, François Bayrou parvenait au second tour, lui dont l'étiage moyen tournait d'habitude aux environs de 8 %. Emmanuel Macron a fait mieux, ce qui l'a hissé au second tour, parce que la classe politique était plus vieille, plus sclérosée, plus attaquée qu'en 2007, parce que les deux

primaires avaient élargi l'espace du centre plus qu'avec Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal dix ans plus tôt, parce que, aussi, il avait plus d'atouts personnels que François Bayrou, à commencer par sa quasi-virginité politique.

Tout est toujours explicable et prévisible après coup dans le domaine social et politique. Mais dans le cas précis, si chacune des étapes s'est déroulée très logiquement, leur enchaînement ne pouvait pas être anticipé. La nécessité de candidatures uniques à droite et à gauche était une évidence compte tenu des scores atteints par le FN. Cela admis, il était vraisemblable que deux primaires se déroulent. Une fois les primaires actées, il devenait probable qu'elles choisiraient un candidat de la pureté de leur tendance, ce qui est apparu comme évident après coup. Étant donné deux candidats, l'un purement de droite, l'autre purement de gauche, il devenait clair que le centre, tombé en déshérence, représentait un large espace politique à saisir.

Dans cette reconstitution, les démêlés judiciaires de François Fillon n'interviennent qu'ensuite. Ils n'ont peut-être pas joué un rôle aussi important que certains l'ont dit. Ils ont servi d'illustration simple et simplificatrice à des mouvements plus obscurs et plus puissants, au rejet du personnel politique qui n'attendait qu'une incarnation, à la fausse bonne solution des primaires alors qu'une désignation des candidats de droite et de gauche par des collèges expérimentés et capables d'analyser la situation aurait évité que François Fillon et Benoît Hamon ne sortent du chapeau. Au fond, nous avons assisté et participé une fois encore à une ruse de l'histoire.

GÉOGRAPHIE DU VOTE MACRON

L'HÉRITAGE DES PRIMAIRES

Les États-Unis offraient un exemple prometteur de primaires. Les acteurs politiques français ont cru y trouver une potion rajeunissante pour la démocratie. En réalité, ils ont été confrontés à des problèmes qu'ils n'avaient pas vu venir. En organisant une compétition interne préalable, les primaires donnent une légitimité au vainqueur, c'est leur avantage. Sans l'argument du nombre assez considérable de votants et de son score au second tour de la primaire, François Fillon aurait sans doute eu les plus grandes difficultés à maintenir sa candidature face aux « plans B » qui se sont succédés durant le *penelopegate*. Mais les affrontements durant cette pré-présidentielle ont laissé des traces. Le rassemblement a ensuite été difficile à opérer, les battus étant souvent tentés de faire le service minimum et les débats sur la ligne à adopter brouillant la campagne du vainqueur, tels par exemple les arbitrages jésuitiques entre sarkozystes et juppéistes. L'équilibre a encore été plus compliqué à réaliser quand, après la primaire du PS, Benoît Hamon, qui n'avait pas la main sur le parti, a dû composer avec Jean-Christophe Cambadélis, comme François Hollande avait été obligé de le faire avec Martine Aubry. Il en est résulté des tractations byzantines qui ont considérablement handicapé la campagne du candidat socialiste.

L'autre effet pervers de la primaire est que certains arguments utilisés par les perdants marquent les esprits et fragilisent le vainqueur quand ils sont ensuite repris par leurs adversaires politiques. C'est ce qui est arrivé à François Fillon dont le programme de réforme de la Sécurité sociale a été brocardé par Alain Juppé, critiques qu'ont ensuite martelées la gauche et le FN et qui ont produit un premier tassement des intentions de vote pour le candidat de droite entre décembre et janvier, avant même le déclenchement du *penelopegate*. Après ce premier décrochage (François Fillon passant de 28 % à 24 % d'intentions de vote), cette affaire est venue l'affaiblir considérablement, son potentiel électoral tombant à 21 % puis à 18 % avant de remonter à 20 % quelques jours après le ralliement de François Bayrou à Emmanuel Macron.

Symétriquement, même si les conséquences de la primaire n'ont pas été faciles à gérer pour Benoît Hamon, son faible niveau électoral était intrinsèquement lié à l'extrême fragilisation du PS au terme du quinquennat de François Hollande. Qu'il s'agisse du bilan du sortant ou d'une affaire judiciaire ravageuse, François Fillon comme Benoît Hamon ont souffert de difficultés structurelles que les primaires ont aggravées. *Last but not least*, les deux pré-campagnes ont fracturé chacun des camps à l'issue de violents affrontements internes et ont accouché de deux candidatures très marquées idéologiquement. Emmanuel Macron a progressivement vu un espace politique se dégager au centre, que le ralliement de François Bayrou lui a permis ensuite de pleinement dominer.

LE COUP DE POUCE DÉCISIF DE FRANÇOIS BAYROU

Dans cette longue campagne présidentielle parsemée de rebondissements, le ralliement de François Bayrou à Emmanuel Macron a constitué un tournant majeur. D'après le *rolling-poll* Ifop-Fiducial pour *Paris-Match*, i-Télé et Sud Radio, Emmanuel Macron a en effet progressé de 4,5 points dans les jours qui ont suivi cette annonce tandis que François Fillon ne gagnait que 1,5 point. Sachant que François Bayrou était crédité de 5,5 % avant son ralliement, on peut estimer raisonnablement que les trois quarts de ses voix sont allés vers Emmanuel Macron et seulement le quart restant vers François Fillon.

Le choix du président du MoDem a certes surpris, car on savait qu'il était très désireux de concourir une quatrième fois, mais c'était politiquement cohérent sur le plan des idées. Comme Emmanuel Macron, François Bayrou défend l'instauration d'un gouvernement d'union nationale. Il est également un ardent européen. Économiquement, tous les deux suivent une ligne sociale-libérale. Dans ce cadre, l'arrimage des sympathisants du MoDem à l'électorat Macron s'est effectué sans grand heurt, les électeurs se retrouvant assez facilement dans le programme et les projets du leader d'En marche !.

On peut d'ailleurs faire le parallèle entre la campagne d'Emmanuel Macron et la campagne efficace que menait François Bayrou en 2007. Porté déjà à l'époque par une dynamique visant le dépassement de la fracture gauche-droite et surfant sur le côté clivant de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal, le candidat centriste engrangea 18,6 % des voix. Mais, durant sa campagne, il se heurta à deux écueils majeurs. Jamais un sondage d'intentions de vote ne le

donna qualifié pour le second tour et son discours de rassemblement des « personnalités de bonne volonté » n'attira pratiquement aucun grand nom des partis voisins. Ces deux verrous ont sauté dans le cas d'Emmanuel Macron. À deux mois du premier tour, il était déjà qualifié pour le second tour par les sondages. Cette percée précoce lui a permis d'installer dans les esprits, et notamment dans les publics éloignés de la politique, l'idée de sa possible victoire. Il s'agit là d'une différence majeure avec 2007. Seconde différence, la liste des ralliements dont il a bénéficié s'est rapidement allongée et diversifiée. Aux barons socialistes (Gérard Collomb, François Patriat, Bertrand Delanoë, Richard Ferrand...) sont venus s'ajouter des figures de la droite (Renaud Dutreil, Guillaume Lepeltier, Jean-Paul Delevoye...), des écologistes (Corinne Lepage, François de Rugy, Matthieu Orphelin proche de Nicolas Hulot...), des centristes (Jean Arthuis, Jean-Louis Bourlanges, Anne-Marie Idrac et bien entendu François Bayrou). Tous ces ralliements, mais aussi l'affluence à ses meetings ont entretenu une dynamique et crédibilisé le projet de rassembler tous les « progressistes » (pour reprendre la terminologie macronienne). Quelque part, François Bayrou a fourni à Emmanuel Macron le coup de pouce dont lui-même aurait eu besoin en 2007 pour passer à la vitesse supérieure. Mais, à l'époque, les deux piliers de la vie politique française, l'UMP et le PS, étaient plus solides qu'en 2017 et le FN n'était pas en situation de se qualifier pour le second tour. Cette dernière différence a également joué un rôle fondamental dans le pari d'Emmanuel Macron car elle lui a permis d'entretenir un certain flou sur son programme en s'affichant comme le leader du camp républicain et humaniste face à Marine Le Pen. La possibilité que le second tour prenne la forme d'un affrontement entre les « patriotes » et les « mondialistes » (pour reprendre la terminologie frontiste) a donné un avantage supplémentaire à Emmanuel Macron par rapport à François Bayrou en 2007. À l'époque, ce dernier aurait

dû, s'il s'était qualifié, affronter Nicolas Sarkozy et serait donc apparu comme le candidat du centre et de la gauche. En 2017, face à Marine Le Pen, Emmanuel Macron a pu revendiquer le soutien de la gauche, du centre mais aussi de la droite modérée, ce qui a élargi singulièrement son assise.

Les conditions historiques pour le dépassement du clivage gauche-droite étaient donc objectivement bien plus favorables qu'en 2007, ce qui n'a pas échappé à François Bayrou. Il a mûrement réfléchi, peut-être trop mûrement, car Emmanuel Macron avait déjà saisi la situation et l'occasion. En janvier, les sondages ne donnaient plus que 5 % d'intentions de vote à François Bayrou qui, de plus, apparaissait comme l'une de ces figures politiques anciennes qu'En marche ! se proposait de déboulonner. Entre un nouveau score décevant qui, de surcroît, aurait bloqué l'ascension d'Emmanuel Macron et la possibilité de réaliser, par personne interposée, son grand dessein, il s'est résolu « par abnégation » (pour reprendre ses mots) à soutenir Emmanuel Macron.

UN ÉLECTORAT EN PHASE AVEC EMMANUEL MACRON

À la veille du premier tour, s'il devenait très probable qu'Emmanuel Macron figurerait au second, si les contours sociaux de son électorat étaient bien cernés par les sondages, il était difficile de prévoir comment réagiraient les territoires français politiquement si divers. Il suffisait pourtant de prendre ses déclarations au pied de la lettre ainsi que de tenir compte de la couleur politique des personnalités qui l'avaient rejoint : des sociaux-démocrates et des centristes proches de la droite. C'était la définition de son credo « et la droite et la gauche ».

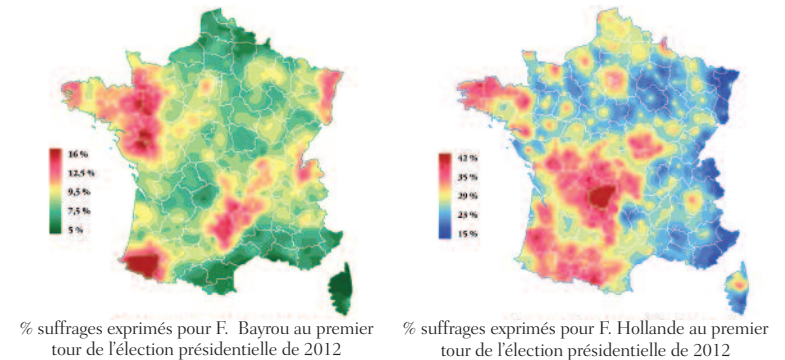
Effectivement, si l'on admet que les sociaux-démocrates constituent la moitié de l'électorat socialiste¹ et que les centristes concernés se réduisent à la clientèle électorale du MoDem, on retrouve avec une précision extraordinaire la répartition géographique des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour. Concrètement, il suffit d'additionner les scores de François Bayrou en 2012 (9,4 %) à la moitié de ceux de François Hollande, toujours au premier tour de 2012 (il avait obtenu 28,4 % des suffrages) pour obtenir le vote en faveur d'Emmanuel Macron au premier tour de 2017. Globalement c'est vrai, mais c'est facile : $9,4 + \text{la moitié de } 28,4 = 23,6$, presque le 24 % d'Emmanuel Macron.

Mais il est nettement moins évident qu'en répétant cette opération dans les 35 200 communes de la métropole, on retrouve le résultat tel qu'il a été observé le soir du 23 mai. C'est pourtant le cas sans aucune ambiguïté.

Pourtant, les géographies de François Bayrou et de François Hollande sont très éloignées l'une de l'autre (cartes 1).

1. Les données d'enquête de l'Ifop indiquant que 46 % de l'électorat de François Hollande du premier tour a basculé vers Emmanuel Macron.

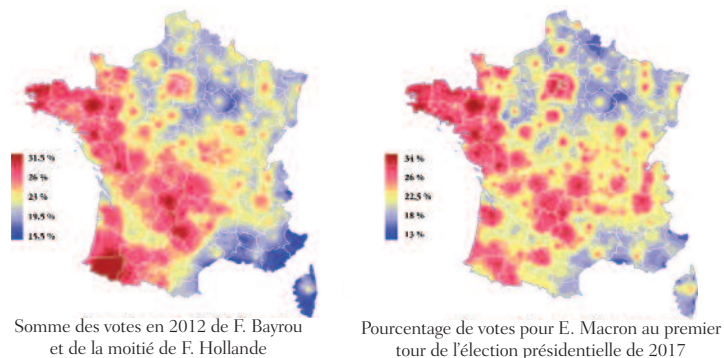
Cartes 1
Scores de François Bayrou et de François Hollande
au premier tour de la présidentielle de 2012



En lointain héritier du MRP, le MoDem réalise ses meilleurs scores dans les régions qui ont été les plus catholiques de France – Ouest profond du Cotentin à la Vendée, Pays basque et Béarn, sud du Massif central du Rouergue à la Haute-Loire et l'Ardèche, la Haute-Savoie, l'Alsace. Pour sa part, François Hollande avait réalisé ses meilleurs résultats dans les terres traditionnelles de la gauche, tout un grand Sud-Ouest et dans une conquête plus récente des socialistes, la Bretagne. On a placé côte à côte les deux cartes de leurs suffrages au premier tour de 2012 pour mieux montrer leurs différences. Or, en prenant les valeurs de la première en chaque point et en y ajoutant la moitié des valeurs de la seconde au même point, on obtient une troisième carte qui est presque exactement celle de la proportion des suffrages d'Emmanuel Macron au premier tour de 2017 (carte 2).

Cartes 2

**Score prévu d'Emmanuel Macron (François Bayrou 2012
+ moitié de François Hollande 2012) et score réel
au premier tour de l'élection présidentielle de 2017**



Les quelques différences entre la carte ainsi fabriquée et la carte réellement apparue le 23 avril sont pertinentes. Elles renforcent en quelque sorte la ressemblance d'ensemble en expliquant les discordances. Ainsi, l'extrême sud des Pyrénées-Atlantiques aurait dû voter nettement plus pour Emmanuel Macron en raison de l'implantation et des origines de François Bayrou. Cela ne s'est pas produit à cause de Jean Lassalle, qui en avait fait son bastion. En remontant vers le centre de la France, Emmanuel Macron récolte un peu moins de suffrages en Corrèze et aux environs de ce département. Normal, puisqu'en 2012, c'était le fief de François Hollande qui avait donc attiré, au-delà des sympathisants socialistes, ceux qui pensaient que François Hollande était bon pour la Corrèze. Plus haut encore, on parvient dans la Sarthe où, là aussi, Emmanuel Macron accuse un déficit par rapport à la somme des voix MoDem et sociales-démocrates de 2012. La raison est la même qu'en Corrèze, mais cette fois avec

François Fillon, dont le fief s'étendait de Sablé au reste du département sarthois. Encore plus haut, parvenu en Picardie, on voit qu'Emmanuel Macron fait un peu mieux que prévu à Amiens et au Touquet. Certes, il n'a pas encore constitué son fief, mais les électeurs ont toujours quelque tendresse pour l'enfant du pays, le lycéen ou le vacancier dans la maison de son épouse.

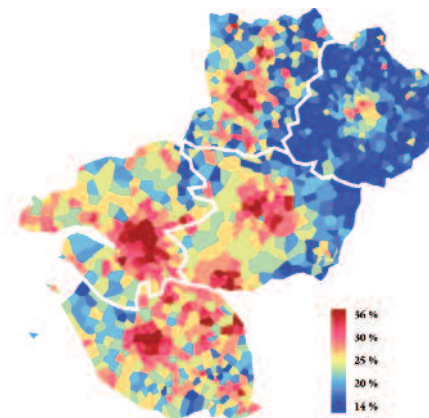
UN VOTE URBAIN

La différence la plus importante entre les deux cartes, celle calculée à partir des résultats de 2012 et celle observée en 2017, est moins visible car il s'agit des villes, qui occupent peu de surface sur une carte. On remarque cependant que les taches qui les représentent sont plus importantes sur la carte observée que sur celle qui a été fabriquée à partir des résultats de 2012. Effectivement, les électeurs du MoDem n'étaient pas plus urbains que ruraux et les électeurs de François Hollande légèrement plus urbains, tandis que l'électorat d'Emmanuel Macron est plus nettement urbain. Dans les communes de moins de 1 000 habitants, son score est de 20 %. Il s'élève à 22,5 % dans les communes de 1 000 à 5 000 habitants, puis à 24 % dans celles dont la population est comprise entre 5 000 et 20 000. De 20 000 à 100 000, il atteint 25,5 %, puis 29 % dans celles de plus de 100 000 habitants pour terminer à Paris à 35 %.

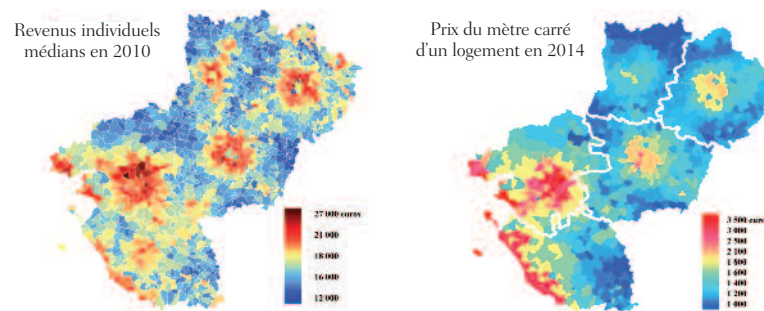
Plus une ville est importante, plus sa population est diplômée, plus elle est riche et plus le prix des logements est élevé. Effectivement, au premier tour, seulement 17 % des non-bacheliers ont voté pour Emmanuel Macron, 19 % de ceux qui possèdent seulement le bac,

28 % de ceux qui ont à leur actif deux années d'études supérieures et 35 % de ceux qui ont une licence ou plus. Les écarts sont du même ordre quand on compare le prix des logements ou le revenu médian au pourcentage de votes en faveur d'Emmanuel Macron. En plus de certains de ses représentants éminents, le centre version Emmanuel Macron aurait-il capté le vote de classe, celui des nantis ? L'affaire est plus compliquée si l'on quitte les moyennes nationales pour entrer dans le détail des terroirs. Les cartes suivantes montrent la situation dans la région des Pays de la Loire. À première vue, la répartition des revenus suit d'assez près celle des votes pour Emmanuel Macron mais, en y regardant de plus près, plusieurs exceptions importantes apparaissent. Le centre des grandes villes où les revenus chutent ne se détourne pas pour autant d'Emmanuel Macron. La côte, où les revenus sont les plus élevés après ceux des grandes villes, vote très modérément pour Emmanuel Macron tandis que des zones de l'intérieur comme la ville de Cholet, ses environs et tout le Nord-Est vendéen atteignent des scores voisins de ceux d'Angers ou de Nantes. L'écart est encore plus net entre le coût du logement et le vote pour Emmanuel Macron. Alors que les prix sont les plus élevés sur la côte, le vote pour Emmanuel Macron est au contraire plus important à la frontière de l'Anjou et de la Vendée, en pleine campagne, où les logements sont bon marché. De même, le faible prix de l'immobilier n'empêche pas Emmanuel Macron d'obtenir de très bons scores à Laval et dans les communes voisines. On peut arguer que Jean Arthuis, la personnalité politique de la Mayenne, a pris parti pour Emmanuel Macron, mais c'est lui accorder un très grand pouvoir. Il est plus raisonnable de penser que le vote Macron est lié au fait urbain dans sa totalité, au mode de vie urbain, à la vision du monde des urbains (cartes 3 et 4).

Carte 3
Pourcentage de suffrages exprimés pour Emmanuel Macron
au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 dans les Pays de la Loire



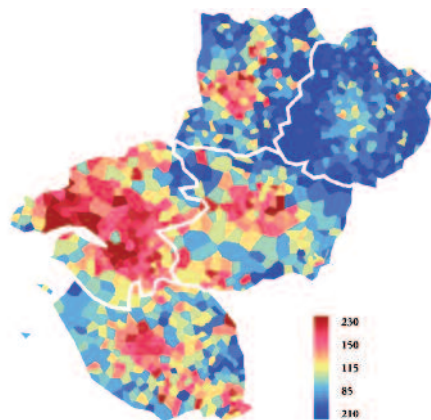
Cartes 4
Revenus médians et prix au mètre carré des logements
dans les communes des Pays de la Loire



Les faibles résultats d'Emmanuel Macron dans la Sarthe s'expliquent bien sûr par l'implantation de François Fillon dans ce département. Cependant, au lieu de considérer qu'il s'agit d'un fait isolé, on peut constater que les électeurs de François Fillon en dehors de la Sarthe, dans toute la France, sont aussi plus riches, plus éduqués, qu'ils habitent des logements de plus grande valeur que la moyenne de la population, qu'à ces points de vue, au fond, ils ressemblent beaucoup à ceux d'Emmanuel Macron. Les sondages montrent effectivement que la variation des votes pour François Fillon selon le revenu et le niveau d'éducation est analogue à celle des votes pour Emmanuel Macron. Pour les départager, on a tracé une carte du pourcentage de votes pour Emmanuel Macron par rapport au pourcentage de votes pour François Fillon dans la même région des Pays de la Loire (carte 5).

Carte 5

Votes en faveur d'Emmanuel Macron en proportion de 100 votes en faveur de François Fillon dans les communes des Pays de la Loire au premier tour de l'élection présidentielle de 2017



Les variations sont énormes. Dans les communes en brun, Emmanuel Macron obtient au moins deux fois plus de suffrages que François Fillon. Inversement, dans celles en bleu foncé, il n'en obtient même pas la moitié. On voit aussitôt que la côte vendéenne est acquise à François Fillon, et cela s'explique par la présence de retraités en nombre. Les personnes âgées de plus de 65 ans ont en effet voté à 38 % pour François Fillon, et seulement à 28 % pour Emmanuel Macron. Inversement, les jeunes de 18 à 34 ans ont donné 23 % de leurs suffrages à Emmanuel Macron et seulement 9 % à François Fillon. Or, les jeunes résident plus souvent en ville et les retraités à la campagne. Mais ce nouveau critère ne suffit pas à rendre compte de la séparation des votes entre François Fillon et Emmanuel Macron. Par exemple, presque toutes les zones rurales de la Loire-Atlantique préfèrent nettement Emmanuel Macron, alors que c'est le contraire en Vendée. On atteint ici les limites de l'explication, même si ce département est le fief de Bruno Retailleau, bras droit de François Fillon. On voit aussi que la vallée de la Loire penche vers Emmanuel Macron de Saumur à Saint-Nazaire. C'est un axe de circulation. Urbanité, circulation, jeunesse : ces facteurs jouent un rôle important au-delà des oppositions habituelles de classe mesurées par le revenu et le patrimoine.

STABILITÉ DE L'ÉLECTORAT

L'analyse plus détaillée du vote en faveur d'Emmanuel Macron ne doit pas faire oublier son caractère principal, la conjonction presque parfaite d'une partie du vote socialiste et du vote MoDem. Cela signifie deux choses : d'abord, Emmanuel Macron a exactement annoncé la couleur

et son association avec François Bayrou qui a été racontée plus haut a constitué un élément essentiel pour accéder au second tour. En second lieu, contrairement à la description crépusculaire qui est faite des partis, les électorats restent stables. Deux mondes ont évolué séparément, celui de la classe politique avec des partis qui se sont divisés en chapelles de plus en plus réduites, les aubryistes, les mélenchonniens, les hamonistes, les vallsistes, les autres sociaux-démocrates, les frondeurs, et celui de l'électorat qui est demeuré de gauche ou de droite avec une frange partie à l'extrême droite. Les communications entre ces deux mondes, celui de la classe politique et celui de l'électorat, sont rompues. Dès lors l'électorat se répartit en fonction de l'offre. Une bonne illustration en a été donnée par les élections départementales. Quand un candidat de gauche était parvenu au second tour dans un canton, l'ensemble des électeurs de gauche du premier tour se reportait sur lui quelle que soit sa tendance, du radical-socialiste au communiste. La division ne vient pas de la base mais du sommet, qui risque toutefois de la répercuter progressivement sur le terrain. Mao avait un proverbe pour ce genre d'évolution. Le poisson, disait-il, pourrit par la tête.

LA RÉSISTIBLE ASCENSION DE MARINE LE PEN

Durant le quinquennat de François Hollande, le Front national avait progressé de manière spectaculaire. De 18,5 % au premier tour de la présidentielle de 2012, il était monté à 24,9 % lors des élections européennes de 2014, puis avait confirmé ce score aux départementales (25,2 %, dans un scrutin où le poids de l'implantation locale des candidats était censé pénaliser le FN) et gagné quelques points pour atteindre 28,5 % aux régionales de décembre 2015. Dès avant le début de la campagne, il était donné comme quasi certain de figurer au second tour et il se prenait même à espérer une victoire finale dans la foulée du Brexit et de l'élection de Donald Trump. Aussi est-ce avec une petite déception qu'il n'atteignit que 24 % des intentions de vote dans les premiers sondages effectués début février. Il monta en une semaine à 26 %, puis s'immobilisa durant cinq semaines avant d'entamer dans les deux dernières semaines une lente et régulière descente qui le mena à 21,3 % des suffrages le 23 avril. C'était mieux qu'en 2012 et en 2002, mais légèrement mieux seulement : 3 points de plus que lors de la précédente présidentielle et que la somme des voix de son père et de Bruno Mégret quand Jospin fut défait.

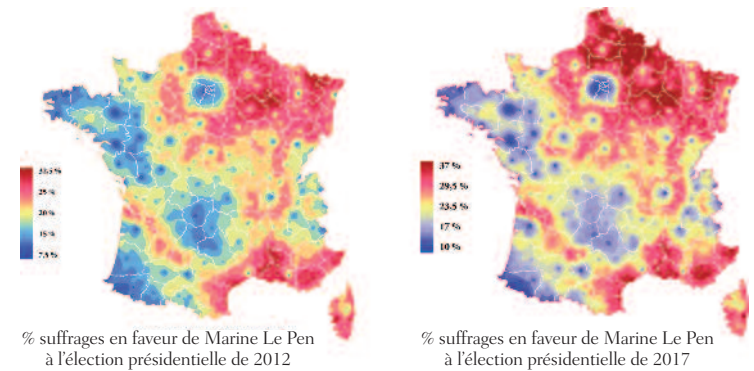
Plusieurs raisons peuvent expliquer le manque d'éclat de la campagne du FN. D'abord, le parti nationaliste ne proposa pas de nouvelles orientations et ne trancha pas véritablement entre sa composante identitaire représentée par Marion Maréchal-Le Pen et sa tendance sociale et souverainiste défendue par Florian Philippot.

Ensuite, même si elle n'avait pas été aux affaires, Marine Le Pen était partie intégrante de ce personnel politique qui battait l'estrade depuis longtemps. Elle allait donc faire les frais du changement des têtes au même titre que François Hollande, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Manuel Valls et bientôt François Fillon. Enfin, elle était atteinte par des affaires qui ressemblaient plus ou moins à celles qui touchaient François Fillon – questions de patrimoine et d'assistants parlementaires.

UNE GÉOGRAPHIE IMMuable

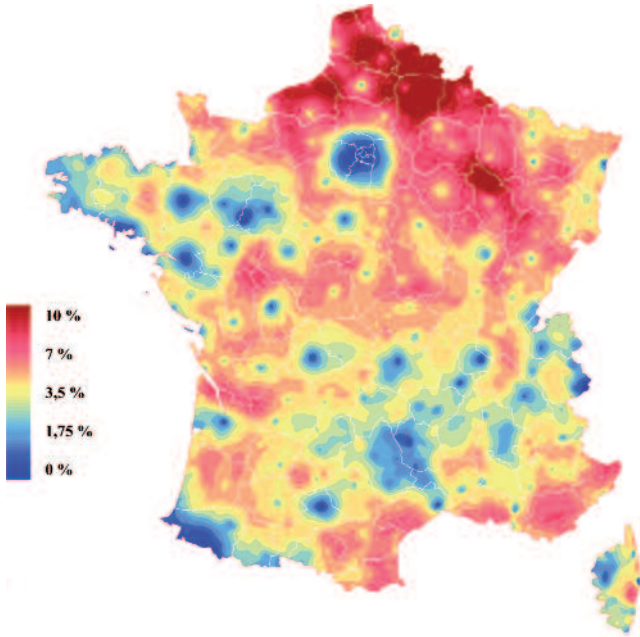
La progression relativement faible de la leader du FN ne modifiait pas sa géographie traditionnelle avec ses scores élevés dans le Nord-Est et sur la Méditerranée, des scores un peu plus faibles en Normandie, Bourgogne, dans le Centre et la région Rhône-Alpes, et ses plus mauvais résultats à l'Ouest et au Sud-Ouest, vallée de la Garonne exceptée. Depuis les européennes de 1984, l'implantation du FN dans l'Hexagone est très stable d'une élection à la suivante malgré les hauts et les bas de son score national. 2017 n'a pas fait exception à la règle. Les cartes 1 de ses résultats en 2012 et en 2017 affichent une ressemblance troublante jusque dans les détails. Les quelques changements s'expliquent facilement : score relativement plus faible dans l'ouest de la Sarthe, autour de Sablé, fief de François Fillon, et un peu plus fort en Corrèze, puisque François Hollande ne prenait pas part à la course cette année.

Cartes 1
Scores de Marine Le Pen aux premiers tours de 2012 et de 2017



Pour mettre en évidence les légers déplacements de l'électorat FN, il faut cartographier la différence entre les deux élections (carte 2). On a dessiné en bleu les zones où sa progression est plus faible que la moyenne et en orange et brun là où elle est plus forte.

Carte 2
Différence entre les scores de Marine Le Pen aux premiers tours
des élections présidentielles de 2012 et 2017



Au premier regard, on constate que les progrès les plus importants sont situés là où le FN était déjà à un haut niveau, dans presque tout le Nord-Est, au nord d'une ligne Le Havre-Belfort. Depuis plusieurs élections, la croissance du FN est proportionnelle à ses résultats précédents. Il augmente donc en nombre de points là où il est fort. On verra que cela reste vrai aussi pour la progression des suffrages de Marine Le Pen entre les deux tours. Cependant, les progrès du vote FN ne sont pas aussi rapides dans le Sud, sur les bords de la

Méditerranée, son autre grande base, comme si, pour l'une des premières fois, un décalage s'opérait avec ce qu'on nomme parfois le FN du Nord.

Mais un autre caractère de la carte des progrès du FN se remarque immédiatement. Ils sont plus faibles, voire reculent dans les villes, et pas seulement dans les plus peuplées. Certes le FN régresse à Paris et à Lyon, à Nantes et à Rennes, mais il croît moins que la moyenne aussi bien à Besançon qu'à Niort, à Annecy qu'à Blois. Il perd 1,2 point à Paris *intra-muros*, passant au-dessous de 5 % des suffrages exprimés. Il est stationnaire dans les communes de plus de 100 000 habitants et ne progresse que de 2 points dans celle de 20 000 à 100 000. En revanche, il améliore ses positions de 3,5 points dans les petites villes de 5 000 à 20 000 habitants, encore plus dans les encore plus petites avec 4,3 points de mieux pour les communes de 1 000 à 5 000 habitants et 5 points de mieux pour les petites communes de moins de 1 000 habitants. Les écarts selon le nombre d'habitants de la commune se creusent donc encore, comme on peut le lire sur le tableau ci-dessous.

Pourcentage de voix de Marine Le Pen aux premiers tours des présidentielles
de 2012 et 2017 selon le nombre d'habitants de la commune

Taille des communes	1 ^{er} tour 2012	1 ^{er} tour 2017	Évolutions
< 1 000 h.	21,8	26,9	+5.1 pts
1 000 – 5 000 h.	20,3	24,6	+4.3 pts
5 000 – 20 000 h.	18,7	22,1	+3.4 pts
20 000 – 100 000 h.	15,7	17,4	+1.7 pt
> 100 000 h.	12,3	12,3	=
Paris	6,2	5	-1.2 pt

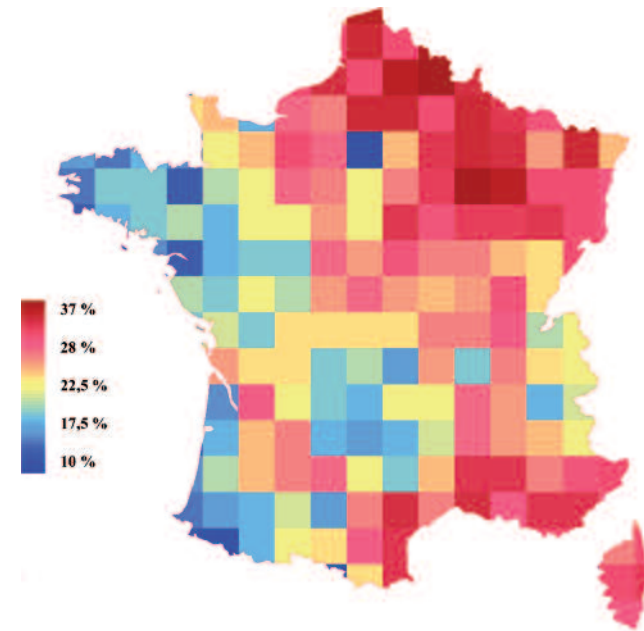
LES DEUX COMPOSANTES GÉOGRAPHIQUES DU VOTE FN

Deux logiques sont ainsi à l'œuvre dans la répartition géographique des votes en faveur du FN, l'une régionale et l'autre selon le degré de concentration de la population. Elles sont en général traitées séparément, comme si une seule d'entre elles emportait toute l'explication. Quand on dessine la carte des résultats, c'est la logique régionale qui attire l'attention. Quand on classe les communes par ordre d'importance, c'est la logique démographique de la taille de leur population qui s'impose. Quelle est l'importance de chacune ? Dit autrement, quelle est la part de chacune dans la variation du vote FN au niveau des 35 200 communes françaises ? Pour y répondre, il faut séparer les deux composantes du vote. Pour la composante démographique, c'est simple, puisqu'il suffit de répartir les communes en quelques catégories selon leur taille comme on l'a fait ci-dessus. Mais pour les régions, quel découpage adopter ? Le plus objectif consiste à diviser la carte de France en carrés égaux, comme dans le premier projet de découpage des départements proposé par Thouret et Sieyès sous la Révolution, puis de calculer le score du FN dans chaque carré. C'est ce qui a été fait sur la carte 3². On y retrouve *grosso modo* le dessin des cartes de la fréquence du vote FN.

2. On a retenu un côté de 60 km pour chaque carré. Le résultat dépend peu de la dimension des carrés entre des bornes variant de 20 km à 200 km. De même, le résultat est peu sensible au découpage adopté pour le nombre d'habitants de chaque catégorie de communes.

Carte 3

Pourcentage de suffrages exprimés en faveur de Marine Le Pen
au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 dans chaque carré

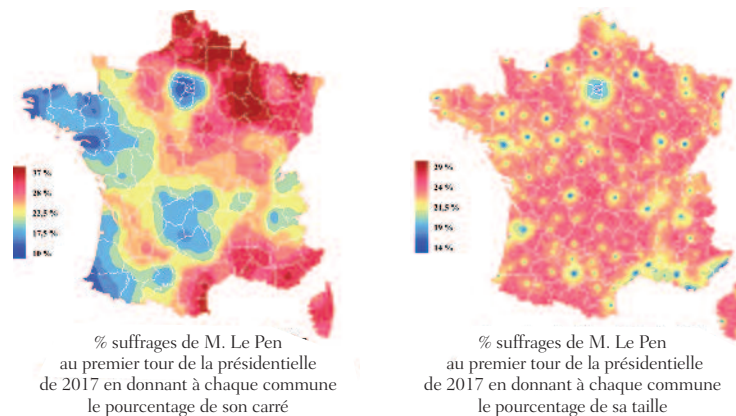


Si ces seules deux composantes rendaient parfaitement compte du vote FN, on pourrait écrire que, dans chaque commune, le vote est la somme de l'effet attribuable à la taille de la commune et de l'effet attribuable au carré dans lequel elle est située. Les estimations de ces deux séries d'effets effectuées, il est possible de représenter le rôle de chacun sur une carte lissée comme l'ont été les cartes de cet ouvrage. Les deux cartes suivantes (carte 4), correspondant l'une au seul effet démographique et l'autre au seul effet régional, marquent bien leur

spécificité. Dans la carte représentant les votes comme si seul l'effet régional était présent, les creux imputables aux grandes agglomérations ont disparu. Symétriquement, il ne reste que ces creux sur un territoire presque homogène dans la carte où seul l'effet urbain est représenté.

Cartes 4

À gauche, reconstitution du vote Marine Le Pen en ne tenant compte que de l'effet régional mesuré dans les carrés. À droite, en ne tenant compte que de l'effet du nombre d'habitants des communes



Lorsqu'on attribue à chaque commune le score correspondant à la somme des deux effets de sa taille et du carré où elle se situe, on obtient pratiquement la carte réellement observée au premier tour de 2017 qu'on a déjà reproduite plus haut. Outre le fait de vérifier que ces deux seuls effets suffisent à expliquer la variation géographique du vote FN, l'estimation des deux effets offre deux autres avantages. Il est d'abord possible de calculer la part de la variation imputable à l'effet régional et la part imputable à l'effet démographique. Le premier est trois fois plus important que le second. Ainsi, expliquer le vote FN seulement par l'opposition entre centres ou métropoles et périphérie laisse de côté

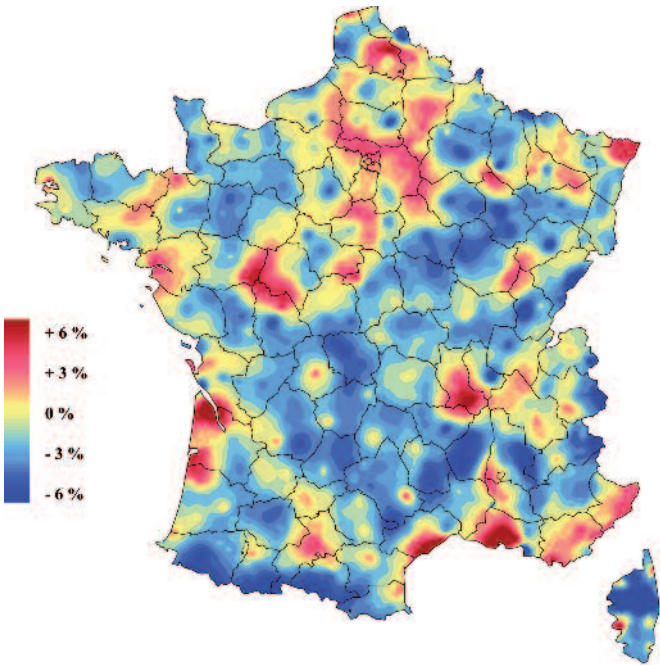
les trois quarts de la variabilité géographique du vote. Le second avantage est d'isoler le résidu, c'est-à-dire l'écart que les deux effets n'expliquent pas, entre le score observé dans chaque commune et celui qui devrait être atteint si les deux effets et eux seuls avaient constitué le score observé.

HOT SPOTS DU FN

L'écart entre le résultat observé et la reconstitution qui vient d'être opérée en utilisant seulement un critère régional et un critère démographique est faible, mais il pointe des zones où le FN est particulièrement actif, celles qui sont en rouge et brun sur la carte 5. Les suffrages pour le FN y ont été assez nettement plus élevés que prévu par le modèle des deux effets. On y retrouve les mairies FN ou apparentées et leur voisinage : Saint-Gilles (circonscription de Gilbert Collard) et le delta du Rhône, Orange, Béziers, la côte varoise avec Fréjus mais sans la presque île tropézienne, Hayange, Villers-Cotterêts et Hénin-Beaumont. Jusqu'à une époque récente, il était entendu que le FN allait se briser sur la réalité de la gestion communale. C'est l'inverse qui apparaît ici. Les communes qu'il dirige sont utilisées comme instruments de propagande vis-à-vis des communes voisines et hébergent d'ailleurs souvent des centres de formation de militants.

Carte 5

Écarts entre les pourcentages de votes en faveur de Marine Le Pen, au premier tour de la présidentielle de 2017, observés et reconstitués à partir de leur position géographique (carrés) et de la taille de la commune (population)



Comme le montre le tableau suivant, dans la plupart de ces villes conquises aux municipales, Marine Le Pen a progressé de 6 à 8 points (et de 11 points à Hénin-Beaumont), soit nettement plus qu'au plan national (et encore davantage si on prenait comme référence uniquement la France urbaine, où, on l'a vu, la progression a été plus faible).

Le score de Marine Le Pen en 2012 et 2017 dans les villes conquises par le FN ou ses alliés

Département	Commune	M. Le Pen 1 ^{er} tour 2012	M. Le Pen 1 ^{er} tour 2017	M. Le Pen 2 nd tour 2017	Évolution M. Le Pen 1 ^{er} tour 2012 1 ^{er} tour 2017
Pas-de-Calais	Hénin-Beaumont	35,5	46,5	61,6	+ 11,0 points
Bouches-du-Rhône	Marseille 7 ^e	19,0	29,7	40,5	+ 10,7 points
Var	Le Luc	30,8	38,8	56,6	+ 8,0 points
Aisne	Villers-Cotterêts	26,4	34,3	49,8	+ 7,9 points
Var	Fréjus	26,6	33,5	50,7	+ 6,9 points
Gard	Beaucaire	34,1	40,8	55,5	+ 6,7 points
Moselle	Hayange	26,9	33,5	47,5	+ 6,6 points
Var	Cogolin	27,6	33,4	51,9	+ 5,8 points
Hérault	Béziers	25,7	31,2	47,3	+ 5,5 points
Vaucluse	Le Pontet	31,1	34,0	49,2	+ 2,9 points
Yvelines	Mantes-la-Ville	19,7	22,3	32,0	+ 2,7 points
France entière		17,9	21,3	33,9	+ 3,4 points

Au second tour, Marine Le Pen est majoritaire dans 5 de ces villes et frôle la barre des 50 % dans 4 autres. Même si le nombre de communes conquises est limité, l'enracinement municipal du FN est donc une réalité. Cela s'était traduit aux élections départementales de mars 2015 par la conquête des cantons correspondant à ces villes. Cela s'observe également au travers des scores de la présidentielle dans ces villes et par effet de contagion dans les communes limitrophes : dans le bassin minier du Pas-de-Calais autour d'Hénin-Beaumont, dans l'agglomération biterroise ou bien encore autour de Beaucaire ou du Luc.

Quelques places fortes anciennes du FN sont aussi visibles : les cantons du nord de l'Alsace, le vignoble Bordelais entre l'embouchure de la Gironde et l'Atlantique. Mais le Médoc est également un ancien fief de feu le CPNT. Certains terroirs où les chasseurs sont nombreux apparaissent ainsi sur la carte : le Médoc³, mais aussi la région de Biscarosse dans les Landes ou bien encore les marais de la Brière, dans l'arrière-pays de Saint-Nazaire. Ce sur-vote ne concerne pas que les zones de chasse aux gibiers d'eau, où le contentieux à propos des dates d'ouverture de la chasse et des types d'espèces à tirer a suscité de longue date une politisation du milieu cynégétique. Bien à l'intérieur des terres, le sur-vote frontiste s'observe également au premier tour au cœur de la Sologne, où l'on chasse le gros gibier. Marine Le Pen atteint ainsi par exemple 32,4 % à Chambord (où sont situées les chasses présidentielles), 35,4 % à La Marolles-en-Sologne, 39,5 % à Vernou-en-Sologne ou 40,7 % à Thoury. La prévalence d'un vote FN élevé constatée empiriquement dans bon nombre de régions cynégétiques est corroborée par les données d'enquête de l'Ifop. Alors que Marine Le Pen a obtenu 21,4 % des voix au premier tour dans l'ensemble de la population, elle a atteint 31,5 % parmi les chasseurs soit une prime de 10 points. Cette plus-value est-elle liée au facteur « chasse » ou renvoie-t-elle à d'autres caractéristiques de cette population très massivement masculine et résidant majoritairement dans des communes rurales ou des petites villes, soit deux facteurs favorisant le vote FN ? Pour neutraliser cet éventuel effet de structure, on a comparé le score de Marine Le Pen chez les chasseurs et les non-chasseurs mais dans la population masculine vivant en milieu rural ou dans une agglomération de moins de 20 000 habitants. Le sur-vote des chasseurs en sa faveur est très net

puisque son score est de 38 % parmi les hommes vivant dans ce type de communes et disposant d'un permis de chasse contre 26 % pour ceux qui ne chassent pas, soit un écart de 12 points.

D'autres détails de la carte 5 mettent sur la piste de certains phénomènes venant « doper » localement le vote frontiste. On voit ainsi apparaître en rouge le littoral calaisien et, dans une certaine mesure, à l'autre extrémité du territoire, la région de Menton et la vallée de la Roya, territoires soumis à une pression migratoire très importante.

Un point apparaît également dans le sud de l'Aveyron. Ici pas d'influence de la question migratoire mais un vote FN en lien avec une implantation militaire. À proximité du camp du Larzac, la commune de La Cavalerie, qui comptait déjà une présence militaire, accueille depuis 2016 une nouvelle unité comprenant plus de 450 légionnaires et leurs familles (soit environ 1 000 personnes). Marine Le Pen y atteint 33,7 % au premier tour, soit plus du double de sa moyenne départementale (16,2 %) et progresse de 8,4 points par rapport au premier tour de 2012 dans cette commune contre une hausse de seulement de 2,1 points dans l'ensemble de l'Aveyron. Dans d'autres communes où le poids de la population militaire dans le corps électoral local est très important, un sur-vote FN se manifeste également ; le cas de La Cavalerie n'est donc pas une anomalie. Ainsi, alors que Marine Le Pen atteint déjà 28 % en moyenne au premier tour dans la Marne, son score explose à Mourmelon-le-Petit (43 %), Mourmelon-le-Grand (44 %) et Suippes (47,1 %). Les garnisons de l'armée de terre ne sont pas les seules concernées. À Ventiseri, en Haute-Corse, où est implantée une base aérienne, la leader frontiste recueille 46,4 % des voix au premier tour contre 27,2 % en moyenne sur le département.

3. Avec des résultats dépassant allègrement les 35 % : 37,6 % à Saint-Christoly-Médoc, 39,1 % à Bégadan, 42,3 % à Valeytrac ou 44 % à Civrac-en-Médoc par exemple.

Dans d'autres communes de taille relativement modeste, c'est la présence d'une prison et donc de nombreux personnels de la pénitencier dans le corps électoral local qui propulse le vote frontiste qui a atteint par exemple 42 % à Aiton en Savoie (pour une moyenne départementale de 21,7 %) – cette prison a été le théâtre d'une violente mutinerie en 2015 – ou bien encore 41,6% à Ville-sous-la-Ferté (prison de Clairvaux) pour une moyenne départementale de 30,3 % dans l'Aube.

En zone urbaine, une analyse au niveau des bureaux de vote confirme le tropisme extrême droitier des membres de forces de sécurité. À Versailles, les bureaux n° 10 et 11, dans lesquels votent pour l'essentiel les gendarmes et les militaires (ainsi que leurs familles) du camp de Satory, ont accordé respectivement 48,3 % et 35,7 % à Marine Le Pen au premier tour. À Nanterre, dans le bureau n° 14, où ne votent que des membres de la Garde républicaine et leurs proches, la candidate frontiste est à 35,2 % contre 10,4 % sur l'ensemble de la ville. Et à Fresnes, le bureau n° 6, qui correspond à un quartier abritant de nombreux logements de fonction réservés au personnel de la prison, son score est de 20,3 % soit près du double de la moyenne de la ville (11,1 %).

Si l'on change d'échelle et que l'on revient à la carte 5, au nord de la Loire, les frontières des départements apparaissent aussi visiblement, en particulier à la limite de l'Île-de-France. Les communes qui s'y trouvent sont les plus éloignées des centres de vie et d'administration que constituent les préfectures. C'est aussi sur ces frontières que la population est la plus âgée et en perte de vitesse. Souvent aussi les difficultés économiques s'y concentrent. Le cas du centre de la Bretagne en offre un exemple peut-être moins connu que

les zones désindustrialisées du Nord-Est mais tout à fait représentatif de la manière dont le FN se nourrit des malheurs locaux. Dans une zone comprise entre Dinan, Ploërmel, Pontivy et Loudéac, où se concentre une grande partie de l'industrie agroalimentaire bretonne aujourd'hui en difficulté, le FN obtient des scores plus élevés que ne le laisseraient supposer la taille des communes et son niveau moyen en Bretagne. À ce vote élevé de ces terroirs d'ouvriers ruraux répond une audience bien plus limitée dans le golfe du Morbihan, où les revenus tirés de l'économie touristique sont nettement plus consistants, mais aussi un résultat plus faible qu'attendu dans le Huelgoat, ce territoire où prospèrent les Bonnets rouges, ancien bastion communiste où les maquis de Charles Tillon furent très actifs. Aux configurations propices au FN s'opposent donc d'autres qui ne se laissent pas séduire malgré les difficultés qu'elles peuvent rencontrer, ou qui ne se laissent plus séduire après trente années de scores importants du parti de la famille Le Pen. Ainsi, la plupart des stations touristiques figurent en bleu, souvent foncé, sur la carte, ce qui signifie un vote moins élevé que dans la région avoisinante et par rapport à la taille des communes concernées : les stations de sport d'hiver, les plages, de Deauville, de La Baule, des Sables-d'Olonne, de Royan et de l'île de Ré.

Pour les villes importantes, une différence apparaît entre les régions Nord et Sud où le FN est bien implanté. Les villes du Sud, à l'exception de Marseille, Montpellier et Aix-en-Provence, ont plus voté pour le Front que leur situation régionale et leur taille ne le laissaient prévoir : Toulon, Carcassonne, Perpignan, Cannes, Nice et les villes corses notamment. Inversement, dans le Nord, Lille, Compiègne, Arras, Rouen, Nancy, Troyes, Strasbourg ont été moins sensibles au FN que la reconstitution du vote à partir de leur niveau régional et de leur taille ne

le laissait prévoir⁴. Le nombre d'habitants de la ville est-il toutefois un bon critère ? On a vu que l'éloignement de la préfecture était une cause de sur-vote FN. Plus généralement, les petites communes et les petites villes étant en général assez loin d'une métropole, ne serait-ce pas plus généralement la distance à la prochaine grande ville qui serait liée à l'importance du vote frontiste ?

VOTE FN ET DISTANCE À UNE GRANDE AGGLOMÉRATION

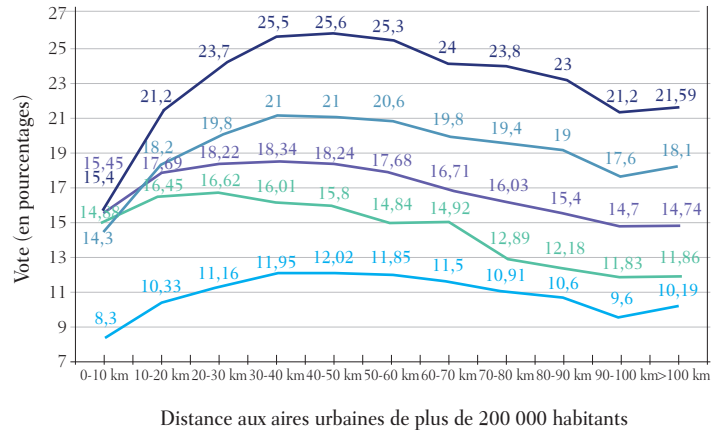
C'est dans le large domaine périurbain que Marine Le Pen a enregistré, en moyenne, ses meilleures performances : 25,5 % (contre 21,4 % en moyenne nationale) dans les communes situées entre 30 et 50 kilomètres du cœur d'une grande aire urbaine, et 25 à 24 % dans les deux strates suivantes (50 à 70 kilomètres), soit précisément les types de communes qui ont aussi le moins voté pour Emmanuel Macron. À l'inverse, dans le cœur des métropoles, structurellement les plus acquises au candidat d'En marche !, le FN enregistre en moyenne ses moins bons scores (15,4 %). Le tassement amorcé lors des précédents scrutins se confirme alors que la dynamique frontiste dans le grand périurbain se renforce. L'importance du vote frontiste selon la distance à une grande agglomération a beaucoup changé depuis l'élection

présidentielle de 1995. À cette époque, le FN récoltait ses meilleurs suffrages dans le centre des métropoles et à leur proximité : plus de 15 % des voix jusqu'à 60 kilomètres avec un maximum entre 10 et 30 kilomètres, soit dans la seconde couronne urbaine, puis une décrue, et ses plus mauvais résultats dans les zones plus éloignées (12 % en moyenne). On n'emploie pas le terme souvent utilisé de périphérie car il mélange le voisinage des villes, donc le périurbain et les zones les plus écartées du territoire, la « France périphérique ». On voit sur la figure 1 que ces deux segments territoriaux n'ont pas la même réaction face au FN. Un changement s'est en effet produit en 2007 où la position du maximum s'est éloignée jusqu'à 50 kilomètres, donc au-delà du périurbain, où le vote au centre est devenu le plus faible et où le vote le plus lointain a dépassé la moyenne.

L'élection de 2012 a conservé ce profil qui s'est encore accentué en 2017. Désormais, entre une distance de 30 à 60 kilomètres du centre des grandes agglomérations, le FN obtient des pourcentages dépassant de 65 % ceux du centre. Il faut arriver à 100 kilomètres de distance pour retrouver le niveau moyen. Le retournement qui a eu lieu en 2007, à la suite de la droitisation de Nicolas Sarkozy, a entraîné un changement dans la clientèle du FN. Les classes moyennes et les travailleurs indépendants qui résidaient au centre ou à proximité du centre ont en partie déserté le Front, qui a au contraire recruté massivement dans les classes populaires habitant assez loin du centre. Désormais en effet, la proportion d'ouvriers dans la population active s'élève à mesure qu'on s'éloigne des grandes agglomérations. Très loin, dans le rural profond, le vote FN a augmenté mais sans dépasser la moyenne nationale.

4. Ce contraste entre les villes du Nord et du Sud concernant la pénétration du vote FN renvoie aussi à la sociologie de l'électorat de ce mouvement. D'après les données de l'Ifop, dans les Hauts-de-France et en Champagne-Ardenne, 50 % des électeurs frontistes n'ont pas le bac alors que cette proportion n'est que de 29 % dans l'électorat frontiste méditerranéen. En Languedoc-Roussillon comme en PACA, le FN est parvenu à capter le vote d'une partie des classes moyennes et des diplômés (qui résident majoritairement dans les villes) alors que dans son autre bastion du Nord-Est, son électorat est plus populaire et moins diplômé et donc davantage périurbain et rural.

Figure 1
1995-2017 : le vote FN en fonction de la distance
aux grandes agglomérations



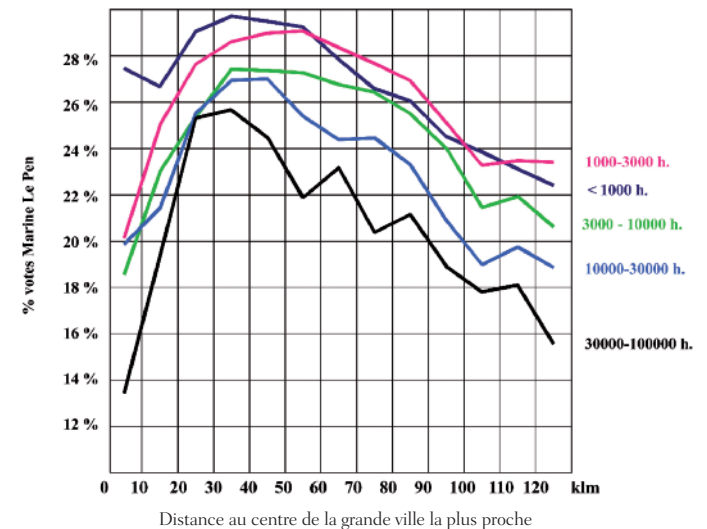
Le vote Jean-Marie Le Pen : —1995 —2002 —2007 Marine Le Pen —2012 —2017

Une certaine contradiction apparaît entre le comportement électoral selon la dimension de la commune et selon son éloignement des grands centres. Les communes les plus petites sont souvent assez éloignées du centre. Or, les plus petites votent le plus pour le FN tandis que les plus éloignées votent comme la moyenne. Comment réconcilier les deux aspects ? Dit d'une autre manière, est-ce le fait d'être éloigné d'une grande agglomération ou bien celui de résider dans une commune comptant peu d'habitants qui contribue à la vigueur du vote FN ? Ce n'est pas seulement une interrogation statistique et abstraite : selon que la réponse penche d'un côté ou de l'autre, l'interprétation des déterminants du vote FN ne sera pas la même.

DIMENSION COMMUNALE OU ÉLOIGNEMENT DES MÉTROPOLES ?

Pour trancher entre les deux possibilités, on a ventilé les communes de moins de 100 000 habitants à la fois selon leur taille et selon leur éloignement de la plus proche ville de plus de 100 000 habitants (figure 2). Le résultat est très différent de ceux qu'on observe en ne retenant que l'un des facteurs, la distance au centre ou le nombre d'habitants.

Figure 2
Pourcentage de votes en faveur de Marine Le Pen, au premier tour
de la présidentielle de 2017, selon la distance à la grande ville
la plus proche et le nombre d'habitants de la commune



L'étagement des courbes correspond bien au fait que le vote FN s'accroît quand la taille de la commune diminue et ce, quelle que soit la distance à la plus proche grande ville. Mais les profils sont très différents selon la taille des communes. Pour les plus petites (13 500 comptant moins de 1 000 habitants), c'est au voisinage des grandes villes qu'elles votent le plus pour le FN, puis à partir d'une distance de 30 kilomètres, leur attirance pour le Front diminue régulièrement. Pour les communes comptant entre 1 000 et 3 000 habitants, au contraire, le score du FN démarre assez bas à 20 %, puis culmine à 29 % à 60 kilomètres du centre, pour descendre ensuite régulièrement rejoignant les valeurs constatées dans les petites communes et terminer à 130 kilomètres du centre au-dessous de la moyenne nationale. Dans les communes comptant plus de 3 000 habitants, les petites villes d'abord (moins de 10 000 habitants), puis les moyennes (de 10 000 à 30 000 habitants) et enfin les assez grandes (jusqu'à 100 000 habitants), plus la population est importante, plus le vote FN devient faible à proximité du centre-ville, et plus il augmente rapidement pour plafonner selon la taille entre 26 % et 29 % d'autant plus rapidement (entre 30 et 40 kilomètres pour celles de plus de 30 000 habitants, entre 40 et 50 pour celles de 10 000 à 30 000, et entre 50 et 60 pour les plus petites villes).

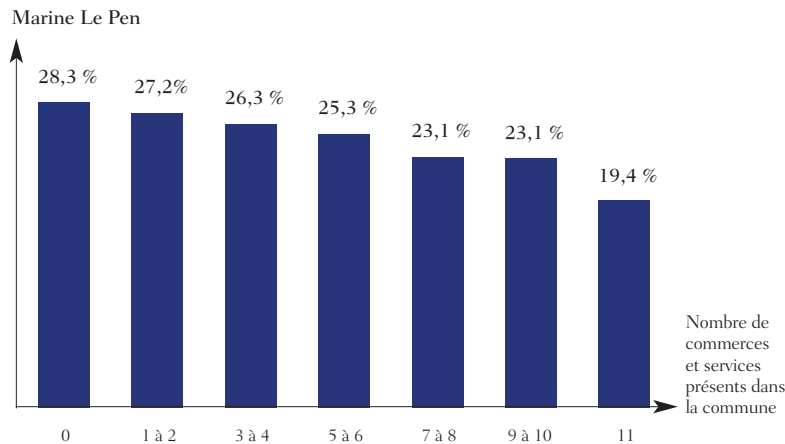
Parler d'éloignement ou de périphérie n'est donc pas suffisant. Il faut revenir à des contenus sociaux et économiques, en particulier à la notion d'activités centrales au sens de la géographie humaine des « places centrales ». Les activités se localisent selon leur nature et leur fréquence, de la proximité immédiate à la capitale. Un boulanger, un marchand de légumes sont situés à proximité, un pharmacien un peu plus loin, un notaire, dans une ville, un lycée aussi, une université dans une grande ville, un ministère dans la capitale. Le vote FN reflète cette hiérarchie des activités. Plus la commune est petite, plus elle manque

d'activités au point même de ne plus en avoir aucune. C'est le sens actuel du terme de désertification. La densité des commerces et de services de proximité présents dans une commune rurale a d'ailleurs une influence significative sur le niveau de vote FN. Grâce à la base de données Gedeon développée par la société ADN, on peut calculer le score de Marine Le Pen en fonction du nombre de commerces et de services présents dans chaque commune de moins de 500 habitants. On a retenu un panier de 11 activités⁵. Comme le montre le graphique suivant, le vote en faveur de Marine Le Pen est d'autant plus fort que le nombre de commerces et de services est faible. C'est dans les communes de moins de 500 habitants dépourvues de tout commerce et service que le vote est le plus élevé (28,3 %). L'intensité décline ensuite régulièrement au fur et à mesure que le nombre de commerces et de services présents dans la commune augmente. Dans les villages les mieux lotis (comptant 11 de ces commerces et services), le vote Le Pen n'a été que de 19,4 % soit près de 9 points de moins que dans les communes totalement désertifiées en matière de commerces et services.

5. Supérette, épicerie, boulangerie, boucherie, librairie, pharmacie, banque, bureau de poste, relais-poste, agence postale et restaurant.

Figure 3

Le vote Le Pen au premier tour dans les communes de moins de 500 habitants en fonction du nombre de commerces et de services présents



Mais par ailleurs, plus la commune est importante, plus elle regroupe d'activités. Elle ne souffre de la concurrence de la grande agglomération que pour les activités supérieures. Plus elle est éloignée du centre, plus ses activités sont fréquentées par les habitants de plus petites communes plus proches d'elle que d'une grande ville (elle dispose ainsi d'une zone de chalandise). Un tel raisonnement peut être facilement modélisé. La distance entre les communes et leur nombre d'habitants se combinent pour expliquer la disponibilité des services des différents niveaux. Cela cependant ne rend pas bien compte du comportement des plus petites communes pour lesquelles le vote FN est le plus important à proximité des grandes villes. Pour l'expliquer, il faut introduire un effet de sélection. Ces communes reçoivent des habitants qui n'ont pas pu se maintenir plus près du centre de l'agglomération, qui en ont été rejetés et qui expriment par leur vote leur amertume et leur sentiment d'être sur une pente négative de leur

existence. Mais au-delà d'une certaine distance à la ville, les habitants sont plus autonomes, plus installés dans leur environnement, ce qui leur donne plus de motifs de satisfaction. Ainsi, paradoxalement, ce n'est pas la résidence en périphérie qui causerait ce vote FN, mais le fait d'être à proximité d'un grand centre. Faire un saut de la statistique à la psychologie individuelle est toujours périlleux. On verra cependant dans le dernier chapitre que cette notion *a priori* vague d'optimisme et de pessimisme peut être étudiée plus précisément et cadre bien avec les variations du vote FN.

Enfin, pour terminer sur le sujet du vote FN dans les zones rurales, revenons un instant sur l'évaluation localisée d'un des axes de la campagne de Marine Le Pen, qui s'est souvent présentée comme la candidate des oubliés et de « la France des invisibles » et qui a multiplié les meetings dans les petites villes et les villages dans différentes régions. Ces déplacements qui ont été abondamment scénarisés pour montrer la proximité et l'intérêt que la candidate portait à ces territoires ont-ils eu un effet dans les zones concernées ? Apparemment oui, dans la mesure où la progression de son score entre 2012 et 2017 y a été, dans la plupart des cas, plus élevée que la hausse moyenne enregistrée dans le département en question.

Figure 4

Progression du score de Marine Le Pen au premier tour entre 2012 et 2017 dans les petites communes où elle a tenu des meetings

Communes	Évolution 2012-1017 dans la commune	Évolution 2012-1017 dans le département
Arcis-sur-Aube (Aube)	+ 8 pts	+ 5,2 pts
Monswiller (Bas-Rhin)	+ 7,2 pts	+ 3,5 pts
La Bazoche-Gouet (Eure-et-Loir)	+ 7,2 pts	+ 4,4 pts
Clairvaux-les-Lacs (Jura)	+ 5,8 pts	+ 3,7 pts
Rignac (Aveyron)	+ 4,1 pts	+ 2,1 pts
La Trinité-Porhoët (Morbihan)	+ 1 pt	+ 2,3 pts

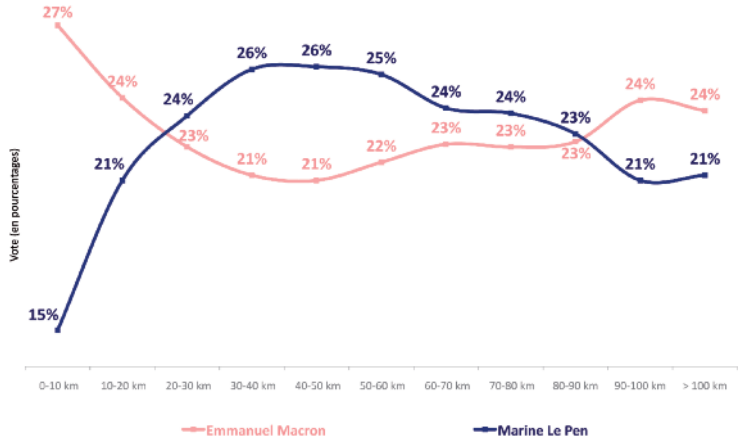
On constate néanmoins, d'une part, que la prime liée à la venue de la candidate et à la tenue d'un meeting dans le village ou la petite ville n'est pas exceptionnelle, et, d'autre part, que l'impact est d'autant plus fort dans les territoires déjà plutôt bien disposés à l'égard du FN (Nord-Est et Centre) alors que la progression est plus limitée en Bretagne et dans l'Aveyron. Tout cela plaide une nouvelle fois pour l'idée selon laquelle le vote s'inscrit dans un contexte géographique, social, historique et culturel déterminé qui pèse davantage que l'action exercée par les candidats et leurs militants.

LE VOTE LE PEN COMME INVERSE
DU VOTE MACRON

Géographiquement, dès le premier tour, la répartition des votes pour Marine Le Pen est pratiquement l'inverse de celle des votes pour Emmanuel Macron. Cela se vérifie aussi pour la distance aux grandes agglomérations comme on le constate sur la figure 4 suivante.

Figure 5

Les votes Le Pen et Macron en fonction de la distance aux grandes agglomérations

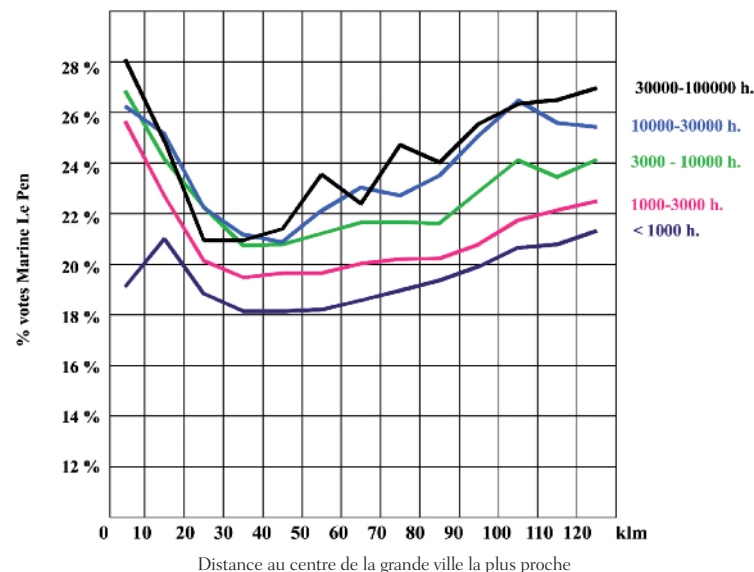


Dans les grandes villes, qui sont souvent des métropoles universitaires, où vivent les cadres, les diplômés du supérieur et les classes moyennes éduquées qui ont le plus fortement opté pour Emmanuel Macron et le moins pour Marine Le Pen, le premier dépasse largement

la seconde. Mais le sur-vote en faveur d'Emmanuel Macron perdure souvent dans la première couronne. On voit qu'il atteint 27,2 % en moyenne dans les communes situées à moins de 10 kilomètres du cœur d'une aire urbaine de plus de 200 000 habitants. Son score reste proche de la moyenne nationale (24,4 % contre 23,9 % au plan national) dans les zones distantes de 10 à 20 kilomètres du centre d'une aire urbaine importante, puis tombe ensuite à 22,5 % en moyenne entre 20 et 30 kilomètres avant d'atteindre son point bas (21,4 % et 21,2 %, ce qui constitue néanmoins un plancher assez solide) dans les communes situées entre 30 et 50 kilomètres. Le score reste bloqué sous la barre des 22 % en moyenne jusqu'à 60 kilomètres avant de reprendre un peu de vigueur ensuite. La courbe du vote FN en fonction de la distance au centre des grandes agglomérations varie exactement en sens inverse de celle du vote Macron, la somme des deux votes se situant dès 10 kilomètres du centre dans un étroit couloir entre 45,5 % et 47 %.

La correspondance entre les deux votes est moins nette quand on classe les votes en faveur d'Emmanuel Macron à la fois selon la distance au centre de la plus proche grande ville et selon le nombre d'habitants des communes, comme on l'a fait pour le vote Le Pen (figure 6).

Figure 6
Pourcentage de votes en faveur d'Emmanuel Macron, au premier tour de la présidentielle de 2017, selon la distance à la grande ville la plus proche et le nombre d'habitants de la commune



Le graphique est plus simple et plus tassé que celui qu'on avait tracé pour les votes de Marine Le Pen. L'échelonnement des courbes est bien l'inverse, les habitants votant d'autant moins pour Emmanuel Macron que la commune est plus petite, mais les profils sont assez semblables quelle que soit la taille de la commune, le relèvement des scores au-delà de 30 kilomètres démarrant cependant plus tôt pour les plus grandes communes comme il baissait plus vite pour Marine Le Pen. La somme des deux votes pour une même catégorie de communes varie nettement selon la distance, au contraire de ce qui se passait pour le

vote Le Pen. On s'aventure jusqu'à ce détail car il montre que le niveau de centralité des activités qui offrait une explication à la variabilité du vote FN est moins pertinent pour le vote Macron, lequel est moins sensible à cet aspect. La complémentarité des deux votes se retrouve cependant à de nombreuses reprises.

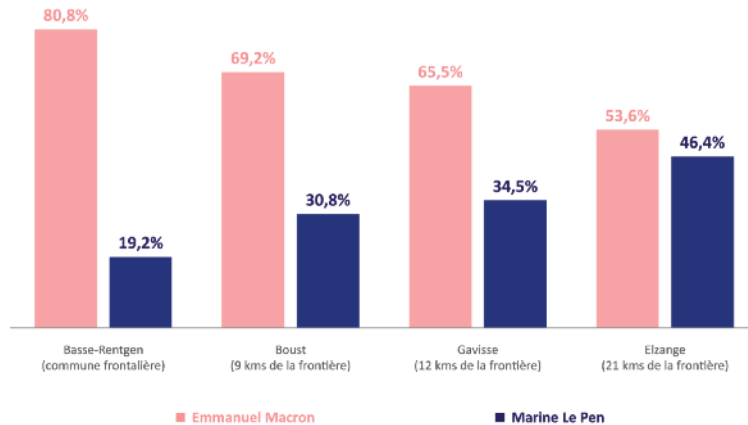
EXEMPLES LOCAUX DE COMPLÉMENTARITÉ SOCIALE DES VOTES MACRON ET LE PEN

Des grandes agglomérations et de leur voisinage immédiat, le tropisme du vote Macron s'étend aux villes de second rang, qui accordent des scores significatifs au candidat d'En marche !. On le distingue sur les cartes l'agglomération de Compiègne, de Saint-Lô, de Laval, de Cholet, de La Roche-sur-Yon, de Niort, de Bourges, de Limoges, de Rodez ou bien encore d'Arras par exemple. D'autres points d'appui ressortent également : les zones aisées ou les villégiatures, notamment balnéaires, comme on l'avait déjà noté. En suivant le littoral du Nord au Sud, on retrouve par exemple la région du Touquet (où le couple Macron possède une maison), la Côte fleurie (Trouville, Deauville, Honfleur), le littoral de la Manche autour de Granville, la côte bretonne avec des scores importants dans le golfe du Morbihan, La Baule ; la côte Atlantique de la Vendée à Biarritz apparaît également, ce qui n'est pas le cas du littoral méditerranéen, sous influence frontiste. La géographie des deux forces qui vont s'affronter au second tour n'est pas seulement antagoniste à grande échelle, mais se loge aussi dans certains détails.

En région parisienne, les communes aisées de l'Ouest francilien (Hauts-de-Seine et une partie des Yvelines) mais aussi la région de Fontainebleau ont davantage voté Emmanuel Macron tout comme les communes huppées des Monts-d'Or dans l'Ouest lyonnais ou les communes situées en bordure du lac Léman. À l'influence du patrimoine et des revenus s'ajoute sans doute pour ces communes la présence de frontaliers, population disposant d'un bon niveau de vie et pro-européenne. On retrouve le même phénomène sur la frontière alsacienne (limitrophe de la Suisse) ou bien encore en Moselle à la frontière luxembourgeoise. Dans la région de Thionville, par exemple, au premier tour, l'intensité du vote Macron, très forte sur les communes situées sur la frontière (et dont au moins 40 % de la population active travaille au Luxembourg pour des salaires nettement plus élevés que ceux pratiqués en France), décline très rapidement au profit du vote FN quand on s'enfonce dans le territoire français. Le phénomène a pris une ampleur encore plus spectaculaire au second tour, comme le montre le graphique suivant (figure 6). Plus on s'éloigne de la frontière et plus la proportion de frontaliers diminue, à l'instar du vote en faveur du candidat pro-européen Emmanuel Macron : 80,8 % à Basse-Rentgen contre 65,5 % à Gavisse, distante de 12 kilomètres, et 53,6% à Elzange, située à 21 kilomètres de la frontière. Dans le même mouvement, le vote FN prend de l'ampleur.

Figure 7

L'intensité du vote en faveur d'Emmanuel Macron diminue à mesure que l'on s'éloigne de la frontière luxembourgeoise



Ainsi, dès le premier tour, le second tour semble s'être mis en place. C'est effectivement le cas avec une précision assez stupéfiante comme on le verra dans le chapitre consacré au second tour, ce qui laisse l'impression que les autres candidats, qui se sont partagé 55 % des suffrages du premier tour, ont fait de la figuration. Leurs performances reflètent cependant des réalités profondes du paysage politique qui ne demandent qu'à se réactiver à la première occasion, ce qui justifie l'examen de leurs performances ou contre-performances au premier tour.

FRANÇOIS FILLON OU LE DÉCLIN DE L'OPPOSITION DROITE-GAUCHE ?

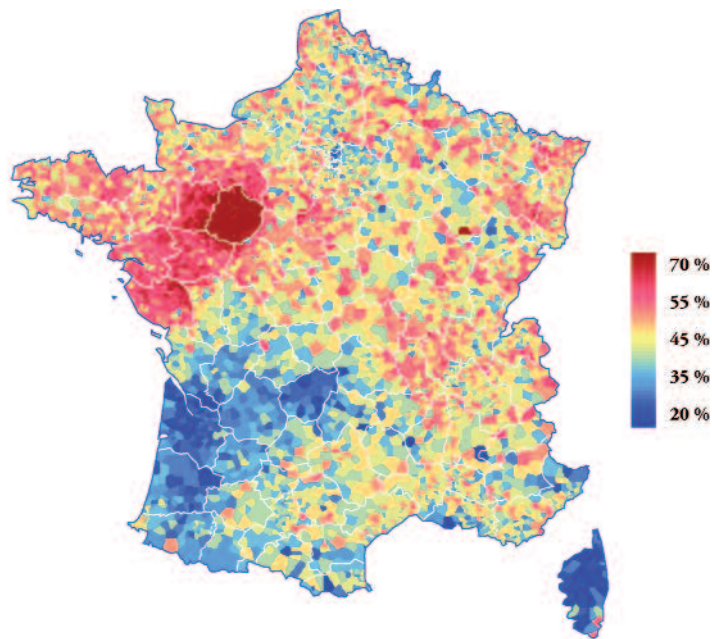
À première vue, la droite a chuté à cause de l'accumulation des affaires dans lesquelles son candidat était empêtré et la gauche a succombé à cause de ses divisions. Mais il est étrange que, pour des raisons différentes, les deux grandes tendances de la politique française se soient effondrées simultanément. Il est loisible de supposer que les affaires de François Fillon comme les rivalités de la gauche ont pris de l'importance parce qu'elles survenaient sur un terrain déjà préparé, de même que les maladies s'abattent sur les personnes affaiblies. Quelle était la raison de l'affaiblissement ? Les rivalités engendrées par la campagne des primaires ont souvent été mises sur le banc d'accusation. Mais est-ce suffisant pour que François Fillon, incarnant pourtant le candidat de l'alternance à l'issue du quinquennat Hollande, perde 7 points par rapport au score de Nicolas Sarkozy au premier tour de la précédente présidentielle, alors que ce dernier était un sortant impopulaire ?

AFTER-PRIMAIRE

Au premier tour de la primaire de la droite et du centre, François Fillon, qui s'était placé à peu près à mi-distance d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy, avait obtenu ses meilleurs scores dans les territoires de la droite la plus traditionnelle, celle qui avait voté pour Charles Pasqua et

Philippe de Villiers lors de l'élection européenne de 1999, celle qui avait accordé des voix à Jean Royer, le maire de Tours, à l'élection présidentielle de 1974, dont le programme était centré sur l'interdiction de la pornographie et des supermarchés.

Carte 1
Scores de François Fillon au premier tour
de la primaire de la droite et du centre



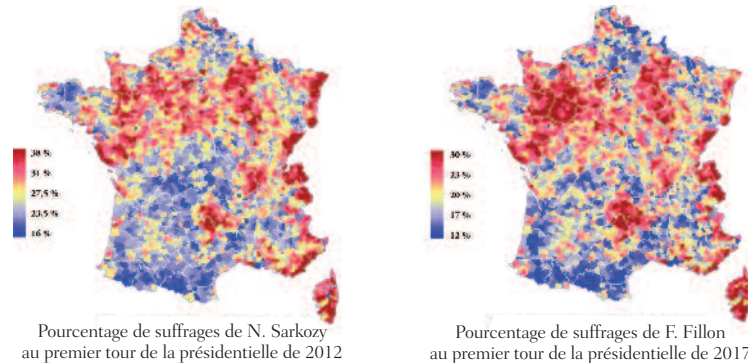
Outre une domination dans son fief des Pays de la Loire, où il obtenait plus de la moitié des suffrages, François Fillon était largement en tête dans la région Rhône-Alpes et un peu moins nettement presque

partout ailleurs au nord de la Loire. Abstraction faite de l'effet de fief, cette géographie correspond assez bien à celle du gaullisme telle qu'on la connaît depuis sa brève apparition aux législatives de 1951 sous la forme du RPF, le Rassemblement pour la France, et beaucoup plus tard sous la chiraquie. Il existe une autre géographie de la droite qui module la précédente en diminuant les votes dans les territoires peu religieux et en les augmentant nettement dans les régions de tradition catholique. Les votes qui portèrent Valéry Giscard d'Estaing à la présidence donnent une bonne illustration de cette droite plus religieuse. Il manquait donc à François Fillon, dès la primaire, le soutien résolu des régions catholiques. Cela peut sembler étrange sachant que le candidat s'était appuyé sur Sens commun, un mouvement issu de la Manif pour tous. En fait, l'opinion chrétienne en France est plutôt modérée. Après avoir soutenu le MRP, elle s'est retrouvée en partie dans le MoDem. Or François Bayrou, le chef du mouvement, était associé à Alain Juppé et, après la primaire, il a rejoint Emmanuel Macron, apportant comme on l'a vu dans un précédent chapitre les voix de sa mouvance, donc une part du vote catholique (20 % des pratiquants ont voté Emmanuel Macron).

La campagne de la primaire a-t-elle laissé des séquelles à droite ? Certains des partisans d'Alain Juppé ou de Nicolas Sarkozy ont-ils déserté les urnes ou pis, voté pour Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ? Si un tel comportement avait pris de l'ampleur, la répartition géographique des suffrages en faveur de François Fillon au premier tour de la présidentielle ressemblerait à celle des suffrages qui l'avaient porté en tête de la primaire. Or ce n'est pas le cas. La carte de ses résultats au premier tour de la présidentielle (dessinée par cantons pour permettre une comparaison avec celle de la primaire) ressemble beaucoup plus à celle que Nicolas Sarkozy, son homologue, avait obtenue cinq ans auparavant (cartes 2).

Cartes 2

Scores de Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 et de François Fillon au premier tour de celle de 2017



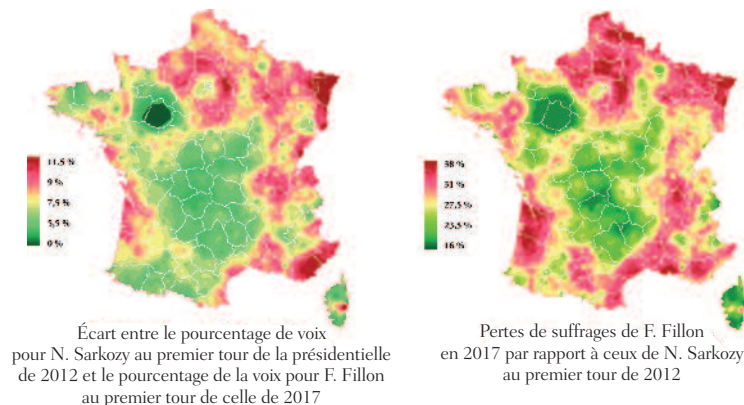
La coïncidence entre les deux cartes est même assez remarquable jusqu'au niveau le plus fin que les 3 500 cantons permettent d'approcher. Par exemple, les cantons du département de l'Aube sont exactement rangés dans le même ordre aux deux élections. Autre exemple, sur la côte bretonne Sud, on passe par les mêmes alternances de faibles et de forts scores en 2012 et en 2017. Même la Corse, dont les résultats sont souvent capricieux, conserve les mêmes contrastes à cinq années de distance. Alors qu'il est question de rupture, de chamboulement, de révolution, titre du livre de Emmanuel Macron, on serait tenté de parler d'immobilisme. La révolution n'est pas dans la répartition des voix de droite sur le territoire, mais dans leur niveau. Tout a bougé solidairement vers le bas d'environ 7 points comme les molécules d'eau se soulèvent ou s'abaissent au passage de la vague, sans que leurs positions les unes par rapport aux autres ne changent.

DES CONFLITS FEUTRÉS

Quand le regard s'affine, des différences faibles apparaissent entre Nicolas Sarkozy 2012 et François Fillon 2017. Elles ne sont pas dues au hasard, loin de là, même si en moyenne elles valent 1,5 point, ce qui est peu au regard des 7 points perdus (cartes 3). Les pertes ont été plus importantes dans deux grands ensembles géographiques, les régions atlantiques et un large bandeau partant du Nord, passant par l'Est et terminant sur les rivages de la Méditerranée. On aura reconnu à cette description les zones de force des électorats respectivement d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy lors de la primaire de la droite. Logiquement, les fuites plus importantes du côté d'Alain Juppé sont situées dans des zones où Emmanuel Macron a eu de bons résultats, et celles du côté Nicolas Sarkozy, là où le FN a le plus progressé entre 2012 et 2017. Le trou centré sur la Sarthe correspond à l'effet de fief qui ne dépasse pas les limites du département, contrairement à ce qui s'était produit à la primaire où toute la région des Pays de la Loire avait plébiscité François Fillon. On a beaucoup parlé d'un socle du vote de droite, insensible aux affaires qui s'abattaient sur leur candidat. La carte montre néanmoins des fissures. À une échelle bien moindre que Benoît Hamon, François Fillon a été pris dans un casse-noix dont les deux mâchoires sont juppéistes et sarkozystes. La pression plus légère que sur Benoît Hamon lui a évité d'être laminé, mais elle subsiste à sa défaite. Aux législatives, les deux mâchoires, n'ayant plus à broyer la noix François Fillon, se sont retrouvées au contact l'une de l'autre, menaçant l'unité du parti.

Cartes 3

Différences absolues et relatives au score de Nicolas Sarkozy, entre les résultats de François Fillon et de Nicolas Sarkozy au premier tour des élections présidentielles de 2012 et 2017



Sept points de pourcentage en moins lors du premier tour par rapport à 2012, le chiffre peut paraître modeste. Mais si l'on rapporte cette perte à l'électorat de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle de 2012, le chiffre bondit à 26 % de ce vote. Plus du quart de l'électorat de droite a manqué à l'appel en 2017. La répartition des pertes relativement à l'électorat de droite ressemble à celle des pertes en pourcentage des suffrages exprimés, mais certaines différences permettent d'affiner l'interprétation. En Bourgogne, en Champagne, en Corse, dans un vaste Massif central, les pertes sont plus faibles. Cela correspond à une France peu peuplée, peu active et âgée, la France de la diagonale du vide, une France en dehors des grands réseaux de circulation. Le vote de droite a, au contraire, régressé de 30 % au moins sur les grands axes : Paris-Poitiers-Bordeaux, les vallées du Rhône, de la Saône, de la Garonne, de la Seine après Paris, la côte méditerranéenne, la jonction Toulouse-Narbonne par le seuil de Naurouze.

Comme si la rumeur des emplois fictifs, des costumes de luxe, des prêts d'un ami banquier ne parvenait qu'étouffée dans les zones les plus reculées du territoire, comme si le vote de droite quel que soit son niveau y était enraciné, stabilisé. Paradoxalement, le recul de la droite a aussi été plus faible dans les villes importantes qu'on ne peut pas accuser d'être à l'écart, 23 % seulement de pertes dans les communes de plus de 100 000 habitants contre 29,5 % dans les plus petites villes (de 5 000 à 100 000 habitants). Sans doute la droite des grandes villes est-elle davantage constituée d'électeurs aisés qu'unissent envers et contre tout les intérêts économiques. Les scores de François Fillon dans Paris et le département des Yvelines ont nettement moins baissé en proportion que dans les arrondissements populaires et surtout que dans la couronne de départements qui entoure l'Île-de-France. Au contraire, la droite habitant les régions situées à l'écart reste une droite de tradition, de conviction, d'opposition immémoriale à la gauche. Si différentes qu'elles soient, l'une et l'autre ont constitué le socle inébranlable du vote François Fillon⁶. Mais il en fallait plus pour l'emporter.

Quelles que soient les nuances que l'on peut détecter, la chute du vote de droite entre 2012 et 2017 s'est produite partout (sauf dans la Sarthe) et de manière importante, ce qui demande une explication. La remarque sur le vote des classes aisées met sur la piste de ce qui est peut-être le changement majeur apporté par la récente élection présidentielle : le remplacement d'un vote de classe par un vote d'attitude, d'horizon d'attente, ou plus brutalement d'ouverture/fermeture, de nationalisme/internationalisme ou globalisation.

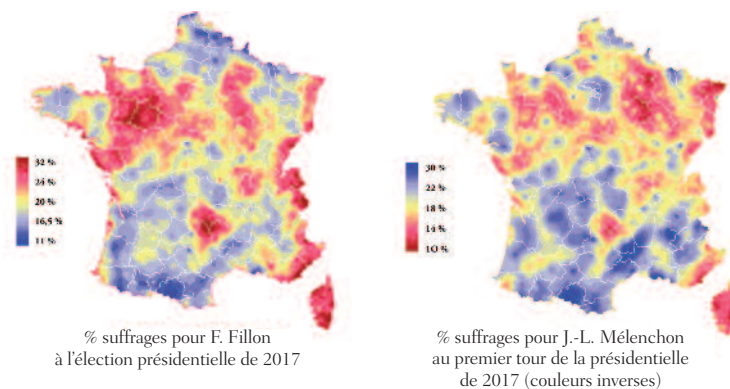
6. La carte confirme ainsi les données des sondages. François Fillon a conservé le soutien de deux segments importants de l'électorat de droite, les retraités et les plus aisés, mais les pertes par rapport à 2012 ont été beaucoup plus marquées dans la France du travail et des salariés.

DEUX OPPOSITIONS STRUCTURANTES

La répartition géographique des votes pour Emmanuel Macron est presque l'exact opposé de celle des votes pour Marine Le Pen. On verra dans un prochain chapitre que l'opposition des deux votes au premier tour, qui ne porte que sur 45 % des suffrages, se reproduit avec une grande exactitude au second tour, où 100 % des suffrages sont concernés. En regardant la carte des votes en faveur de François Fillon, une idée similaire vient à l'esprit. Elle s'apparente à l'opposé du vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon ou, ce qui est presque la même chose, des votes de gauche pour Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Pour mieux le visualiser, on a inversé la carte des votes en faveur de Jean-Luc Mélenchon en attribuant les bleus aux plus forts scores et les rouges et bruns aux plus faibles (cartes 4).

Cartes 4

Comparaison entre les scores de François Fillon et de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle de 2017 après inversion des couleurs pour ceux de Jean-Luc Mélenchon



Sans que le résultat soit exactement celui du vote pour François Fillon, il possède de nombreux éléments en commun jusque dans les détails, par exemple en Bretagne, dans le Sud-Est, et même dans tout le Sud, au-dessous d'une ligne Nantes-Belfort. Au Nord, globalement, François Fillon réussit mieux dans l'Ouest que Jean-Luc Mélenchon, et inversement à l'Est. Surtout, une partie de Paris et de l'ancienne Seine-et-Oise, particulièrement le Val-d'Oise, l'Essonne et la petite couronne, a voté plus que la moyenne à la fois pour François Fillon et pour Jean-Luc Mélenchon.

Deux oppositions se superposent donc en France. L'une, issue d'un long passé, est parfois qualifiée de « classiste ». Les partisans de François Fillon appartiennent aux classes supérieures et moyennes supérieures et ceux de Jean-Luc Mélenchon aux classes populaires et moyennes. Cette représentation est plus idéologique que réelle, ou plus « idéal-typique », simplifiant une réalité où des personnes souvent âgées aux revenus modestes soutiennent François Fillon, par exemple dans le centre de la France, et des personnes jeunes aux revenus confortables se rangent derrière Jean-Luc Mélenchon comme dans la première couronne urbaine des grandes villes. En restant aussi schématique, on peut parler de l'opposition entre capitalistes et prolétaires, entre riches et pauvres, entre possédants et démunis, entre élitistes et populaires entre « have » et « haven't » pour employer un vocable anglo-saxon.

La recherche d'un équilibre entre riches et pauvres est aussi vieille que la science politique. Dans son grand traité, justement intitulé *La Politique*, Aristote consacre une grande partie de ses développements à la recherche d'un accord entre le pouvoir du peuple et celui de l'argent, entre la démocratie et l'oligarchie, la démocratie tendant à déposséder les riches, l'oligarchie à écarter les pauvres du pouvoir. On

sait que quand l'équilibre ne peut être réalisé, c'est la troisième forme aristotélicienne de système politique, la tyrannie, qui prend le pouvoir. La comparaison avec la France s'arrête en deçà pour le moment.

L'opposition incarnée par le couple FN-En marche! est très différente. On l'a qualifiée plus haut de fermeture contre ouverture, de nationalisme contre globalisation (on prend le mot anglais car « mondialisation » est maintenant connoté négativement en français). L'acmé du débat entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen entre les deux tours de la présidentielle a d'ailleurs porté sur l'euro face à un retour du franc. Une partie des Français estime que la France est capable d'obtenir des marchés à l'étranger, d'exporter, en même temps que des produits de qualité, ses idées et sa culture, qu'elle a un rôle à tenir sur la scène internationale, que l'intégration des immigrés fonctionne. Une autre partie pense que les produits étrangers prennent le pas sur les produits français à cause d'une concurrence déloyale sur la qualité, les salaires, la protection sociale et qu'il faut donc s'organiser en autarcie, fermer les frontières, installer la préférence nationale, empêcher les migrations – les diviser par vingt, propose Marine Le Pen avec ce réalisme qu'on lui connaît.

Il ne s'agit pas d'un débat nouveau. Il a existé dès la création du marché commun. Les deux types d'opposition ont cheminé indépendamment l'un de l'autre jusqu'à maintenant, les partisans de l'ouverture et ceux de la fermeture se retrouvant dans les deux camps de la gauche et de la droite traditionnelles. Au premier tour de l'élection présidentielle, pour la première fois, la seconde opposition a supplanté la première. Symboliquement, le couple, si l'on peut dire, Macron-Le Pen est arrivé devant le couple Mélenchon-Fillon. La question de l'ouverture ou de la fermeture, abusivement assimilée à celle du

libéralisme, a supplanté la question des classes sociales. Cela ne signifie bien sûr pas que l'on soit entré dans une société sans classes, c'est peut-être même l'inverse : une certaine résignation devant les difficultés à instaurer une égalité, à venir à bout de l'inégalité des chances qui gangrène la société française. Il y a peut-être eu aussi une meilleure prise de conscience que les vrais enjeux politiques de la France étaient devenus internationaux.

Une telle interprétation des résultats de la présidentielle prend à rebours la vision courante qui consiste à opposer les partis extrêmes aux partis de droite et de gauche, ou encore, dans les termes de Georges Lavau, les partis tribuniens aux partis de gouvernement. Mettre dans un même sac l'extrême gauche et l'extrême droite, au nom d'une analogie avec ce qui s'est passé à la fin de la république de Weimar, n'a pas grand sens empiriquement. Les passages de l'extrême droite à l'extrême gauche et *vice versa* sont rares, ce qui empêche de considérer que les deux tendances forment un tout cohérent. Les transferts de voix entre 2012 et 2017, obtenus en interrogeant les personnes sur leur vote à ces deux élections, donnent 7 % de transfuges de Jean-Luc Mélenchon chez Marine Le Pen et 6 % de François Hollande. Inversement, 3 % des électeurs de Marine Le Pen en 2012 ont fui chez Jean-Luc Mélenchon en 2017. De même, les partis de gouvernement sont restés relativement étanches. Seuls 3 % des électeurs de Nicolas Sarkozy sont passés chez Jean-Luc Mélenchon et 2 % chez Benoît Hamon. En sens inverse, 2 % des électeurs de François Hollande ont voté François Fillon.

UNE NOUVELLE CONFIGURATION

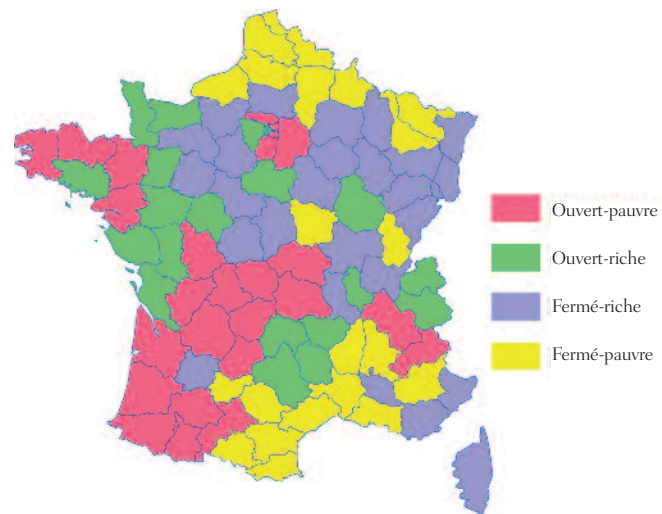
L'avantage d'analyser le jeu politique actuel dans l'optique de la double opposition riches-pauvres et ouverture-fermeture est de mieux comprendre le comportement des électeurs entre les deux tours de la présidentielle, puis au premier tour des législatives. Entre les deux tours, on peut décrire les reports en plaçant les membres de chacun des deux couples aux extrémités des deux diagonales d'un carré. Les côtés figurent les transferts. Ils ont été de 50 % de François Fillon vers Emmanuel Macron et de 24 % vers Marine Le Pen (le reste s'abstenant), de 47 % de Jean-Luc Mélenchon vers Emmanuel Macron et de 13 % vers Marine Le Pen.

Les deux couples d'opposés sont indépendants l'un de l'autre au niveau géographique. On le constate en séparant les départements deux fois en deux moitiés, ceux qui sont le plus largement en faveur de Emmanuel Macron par rapport à Marine Le Pen et ceux qui sont le plus en faveur de François Fillon par rapport à Jean-Luc Mélenchon. Cela donne quatre combinaisons que l'on peut nommer : « ouverts-riches », « ouverts-pauvres », « fermés-riches », « fermés-pauvres ». Sur la carte 5, où les départements ont été répartis entre les quatre combinaisons, on voit que chacune comprend à peu près le même nombre de départements, donc que les deux oppositions majeures sont à peu près indépendantes, car également réparties l'une dans l'autre.

Les « ouverts-pauvres » comprennent les départements du Sud-Ouest et de la Bretagne, la région parisienne sauf les Yvelines et les Hauts-de-Seine ; les « ouverts-riches », les départements de l'Ouest profond de la Manche à la Gironde, le Sud du Massif central et la

Savoie. Les « fermés-pauvres » sont aux deux extrémités du territoire, sur la Méditerranée sauf la Côte d'Azur et sur la frontière belge et jusqu'à l'embouchure de la Seine. La dernière catégorie, celle des « fermés-riches » occupe le Bassin parisien, l'Alsace et la Lorraine.

Carte 5
Répartition des départements selon les quatre classes
de comportement politique dégagées par les deux oppositions
principales ouverture/fermeture et riches/pauvres



La dynamique est en faveur de la seconde opposition, dans la mesure où elle s'est affranchie au premier tour de l'élection présidentielle de la première opposition classiste. Elle a accentué rapidement son avance au premier tour des législatives au cours duquel la République en marche a obtenu 32 % des suffrages, 8 points de plus qu'au premier tour de l'élection présidentielle. Inversement, le FN a reculé de 21 % à 13 %, soit 8 points de chute. Il n'y a pas eu renversement

direct des voix FN au mouvement d'Emmanuel Macron, d'où l'intérêt du schéma carré où l'on glisse d'un sommet vers un sommet voisin : une partie des électeurs frontistes a bougé vers la droite. Une partie des électeurs de droite et des électeurs de Jean-Luc Mélenchon vers la République en marche – de manière simplifiée, car s'y ajoute une abstention différentielle très importante.

L'opposition entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen domine de plus en plus un autre aspect territorial. Le FN progresse dans les zones rurales tandis qu'il commence à régresser dans les grandes villes. Inversement, le vote pour En marche ! est de plus en plus urbain. Cela est logique car les habitants des grandes agglomérations sont en contact avec le reste du monde par leur métier, par leur consommation, par la plus importante présence des immigrés. La différence entre ville et campagne sépare aussi le vote Mélenchon, jeune et urbain, du vote Fillon, âgé et plus indépendant de la taille des communes.

La géographie politique de la France est ainsi beaucoup plus complexe que celle de la Grande-Bretagne. Les dernières élections au cours desquelles Theresa May a perdu la majorité ont coupé l'Angleterre en deux, les villes élisant un représentant travailliste, la *country* un conservateur à très peu d'exceptions près (la circonscription de Westminster). Dans l'océan rural surnagent ainsi Oxford, Cambridge, Reading, qui ont choisi un travailliste. Les différences régionales ne commencent qu'hors de l'Angleterre, en Écosse où tout l'Ouest a choisi des indépendantistes, en Ulster, où tout le Nord-Est a élu des unionistes, et à l'ouest du pays de Galles. Si l'on tente de plaquer les deux oppositions françaises sur la Grande-Bretagne, elles ne sont plus indépendantes, orthogonales dirait-on en mathématiques, mais presque conjointes, bien que le Brexit ait traversé les deux grands

partis : les partisans de la fermeture sont ruraux, anglais et plutôt conservateurs. Les partisans de l'ouverture sont urbains, un peu plus travaillistes et gallois, écossais, irlandais. Vérité politique en deçà de la Manche, erreur au-delà, pour paraphraser Pascal.

LA GAUCHE ÉPARILLÉE

Abandonnée par la moitié de son électorat qui a rallié Emmanuel Macron, divisée en deux tendances dont l'une rêve de liquider le Parti socialiste, la gauche socialiste a considérablement rétréci au premier tour de l'élection présidentielle. Est-ce à cause de la division des électeurs, de celle des chefs ? Est-ce à cause de la campagne flamboyante de Jean-Luc Mélenchon face au terne Benoît Hamon ? Est-ce la résurgence de vieilles tendances gauchistes, trotskistes, communistes ? La rétraction de la gauche est difficile à comprendre, surtout après qu'elle ait été amputée de son aile centriste par En marche !.

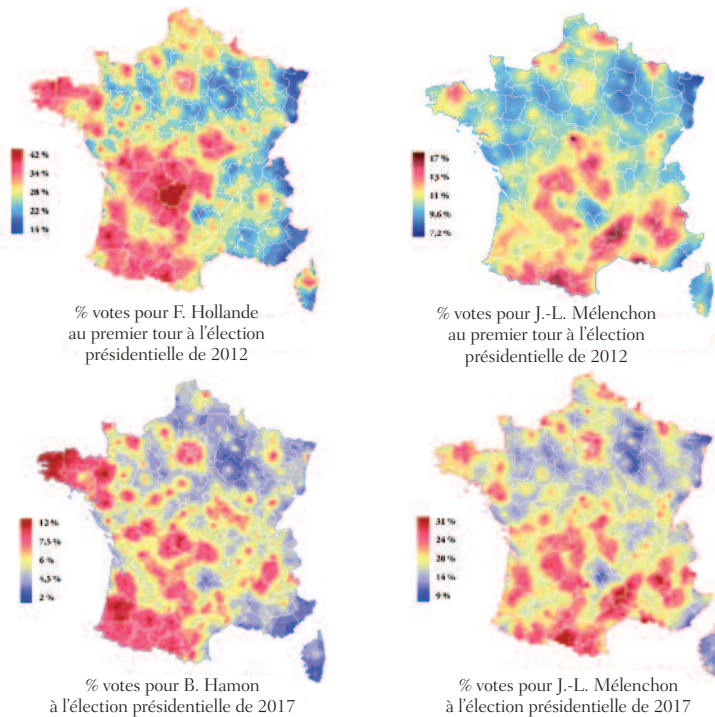
UN ÉLECTORAT SOCIALISTE HOMOGÈNE

En 2012, déjà la gauche avait deux visages, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon. Leurs programmes différaient beaucoup, mais on voit sur les cartes 1 que leur électorat était situé dans les mêmes endroits, un grand Sud-Ouest et la Bretagne, ainsi que des poches urbaines dans le Nord, l'agglomération parisienne, l'axe Rouen-Le Havre, la frontière luxembourgeoise. Les deux électorats étaient aussi plus urbains que ruraux. On peine à déceler des différences entre les deux distributions. Certaines sont purement circonstancielles tel le score plus élevé de François Hollande en Corrèze et dans ses environs. D'autres, que l'on retrouvera plus loin, sont plus profondes, tels les meilleurs scores de

Jean-Luc Mélenchon dans le Sud-Est, notamment dans les Bouches-du-Rhône, ce qui peut expliquer son choix de candidater à Marseille aux législatives. Le candidat de la future France insoumise avait aussi mieux réussi en 2012 ponctuellement dans d'anciens bastions communistes, Le Havre, Dieppe, le sillon houiller, Montluçon, Vierzon.

Cartes 1

Comparaison des scores de François Hollande au premier tour de 2012, Benoît Hamon au premier tour de 2017, Jean-Luc Mélenchon aux premiers tours de 2012 et 2017



À part ces cas particuliers, s'il existe une division de l'électorat de gauche entre les deux tendances, il faut admettre que le rapport de force entre ces deux tendances serait presque partout identique, ce qui est peu probable. *A contrario*, le résultat du second tour des élections départementales de 2015 montre que, quelle que soit l'orientation du candidat de gauche au premier tour – social-démocrate, frondeur, parti de gauche, parti communiste –, l'ensemble des électeurs de gauche se sont mobilisés pour lui. Cela est assez logique. Les responsables des partis construisent une cohérence de leur programme qui n'est pas nécessairement celle des électeurs. Le même électeur peut être favorable à une réforme du marché du travail, hostile au maintien de l'état d'urgence, favorable à la GPA, hostile à l'immigration. L'unité de l'électorat s'effectue à gauche et non sous telle ou telle rubrique de la gauche, comme cela a été longtemps le cas avec la rivalité entre PC et PS.

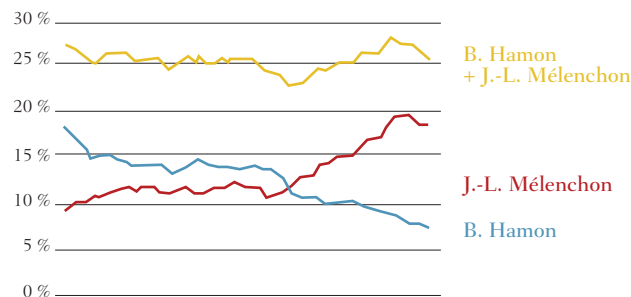
Dans ces conditions, l'électorat est beaucoup plus mobile. Des éléments mineurs vont le faire pencher dans une direction ou dans l'autre. Cela s'est produit déjà lors des deux primaires. Les intentions de vote ont, par exemple, évolué très rapidement en faveur de François Fillon au cours des deux semaines qui précédaient le vote. Pour paraphraser une formule de Pierre Bourdieu dans un tout autre cadre, on a affaire à des différences dans la différence. Autant la différence principale entre gauche et droite est ancrée dans des mentalités et des conditions socio-économiques qui évoluent lentement, autant les différences à l'intérieur des deux tendances sont plus labiles, plus susceptibles d'évoluer rapidement.

HAMON-MÉLENCHON : LE RETOURNEMENT

Dans une campagne dont on pouvait suivre chaque jour les intentions de vote en faveur des candidats grâce au *rolling* de l'Ifop, entre le 1^{er} février et le 21 avril, soit sur près de trois mois, le seul renversement spectaculaire a été celui des votes de Benoît Hamon passant à Jean-Luc Mélenchon. On ne dispose pas d'éléments directs pour le prouver, mais on peut le conjecturer si, chaque jour au cours de cette période, la somme des scores des deux candidats demeure pratiquement constante comme on le voit sur la figure 1. Il se peut bien sûr que la montée du score de Jean-Luc Mélenchon soit en partie causée par des transfuges de l'électorat FN et inversement qu'une fraction de l'électorat initial de Benoît Hamon soit passée chez Emmanuel Macron, mais les évolutions des intentions de vote en faveur de la candidate du Front national et du candidat d'En marche ! n'en portent pas la trace. Elles paraissent obéir à d'autres déterminations qu'on a évoquées dans les précédents chapitres, notamment le ralliement de François Bayrou à Emmanuel Macron ou le manque de relief de la campagne du FN.

Figure 1

Intentions de vote (en %) en faveur de Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon entre le 1^{er} février et le 21 avril 2017 (données *rolling* de l'Ifop)



Le dégonflage de la candidature Benoît Hamon au profit de celle de Jean-Luc Mélenchon suit un calendrier précis. Durant la première semaine de février, l'enthousiasme soudain qu'avait soulevé la victoire de Benoît Hamon à l'issue de la primaire socialiste retombe assez sèchement. Il descend en une semaine de 18 % d'intentions de vote à 14 %. Jean-Luc Mélenchon en profite un peu, montant de 9 à 10,5 %, et Emmanuel Macron aussi, passant de 18 à 21 %. Ensuite, les deux rivaux de la gauche connaissent une longue accalmie⁷. Le vendredi 17 mars, Benoît Hamon est encore à 13,5 % et Jean-Luc Mélenchon toujours à 10,5 %. Soudain la semaine suivante Benoît Hamon perd 3 points, descendant à 10,5 %. Jean-Luc Mélenchon en gagne 2 mais sa montée est plus lente que la chute de Benoît Hamon. Résultat, la somme des scores des candidats de gauche passe par un léger creux. Les cartes ont été rebattues durant cette semaine. Pourquoi ? Le décrochage commence au lendemain du 19 mars, date à laquelle Jean-Luc Mélenchon organisa un grand rassemblement des sympathisants de la France insoumise place de la République à Paris et surtout juste après le débat du 20 mars sur TF1, premier débat télévisé entre les candidats. Ce premier débat avait semblé peu conclusif, tant son déroulement était morcelé. L'intérêt s'était plutôt porté sur François Fillon, embourbé dans les affaires, et sur Marine Le Pen, toujours considérée comme une menace. Mais le leader de la France insoumise y fit également montre de son talent de débateur et prit manifestement clairement l'ascendant sur son jeune rival.

À partir du débat, l'ascension de Jean-Luc Mélenchon devient irrésistible. Benoît Hamon, après sa chute brutale, se maintient tant

7. La signature de l'alliance entre Benoît Hamon et Yannick Jadot le 24 février n'eut pas de traduction tangible sur la cote du socialiste.

bien que mal jusqu'à la veille du 4 avril. À cette date, il est encore à 10 % tandis que Jean-Luc Mélenchon est maintenant à 15 %. Le second débat, qui a lieu ce 4 avril, déclenche un nouveau décrochage de Benoît Hamon qui se poursuivra jusqu'au jour de l'élection où il terminera à 6,3 %. Au contraire, Jean-Luc Mélenchon profite de sa prestation télévisée qui est encore remarquée. Il atteint 19 % à l'avant-veille de l'élection et termine à 19,4 % lors du vote.

On a suivi le déroulé de la campagne dans le détail pour insister sur le fait que des éléments de campagne peuvent modifier la donne à l'intérieur d'un camp tandis qu'ils font peu bouger les lignes entre les grandes tendances, gauche, droite et extrême droite. Il semble, en l'occurrence, que les deux débats aient été ces événements. Le second tour montrera qu'un débat peut aussi parfois influencer le rapport de force entre deux candidats n'appartenant pas au même camp puisque, en l'espace de quatre jours, Marine Le Pen a perdu 6 points.

QUI EST PASSÉ DE BENOÎT HAMON À JEAN-LUC MÉLENCHON ?

Le basculement qui s'est produit entre les deux candidats offre une excellente occasion de saisir des différences à l'intérieur de l'électorat de gauche. Le sondage quotidien du *rolling* donne en effet une ventilation des intentions de vote par candidat selon l'âge, le niveau éducatif et la catégorie socio-professionnelle. On peut donc comparer les profils des électors de Benoît Hamon et de Jean-Luc Mélenchon en début de campagne (ici le 6 février) et en toute fin (le 21 avril).

Les changements d'intentions de vote selon l'âge sont importants. Au départ déjà Jean-Luc Mélenchon plaît à un électoral jeune où il fait presque jeu égal avec Benoît Hamon (14 % et 15 % d'intentions de vote respectivement chez les 18-24 ans). À l'arrivée, le leader de la France insoumise dépasse son rival de 18 points. Il ne lui a pas seulement enlevé 7 points mais a glané chez les autres candidats 5 points supplémentaires, jusqu'à égaler le score d'Emmanuel Macron chez les jeunes et à dépasser celui de Marine Le Pen.

L'inverse a lieu dans l'électorat âgé de plus de 65 ans. Jean-Luc Mélenchon perd 2 points et Benoît Hamon 8 points. Entre les deux, dans la population d'âge actif, Jean-Luc Mélenchon gagne 10 points sur Benoît Hamon, qui en perd 10. Le vote global de la gauche ne change donc pas. Il en est de même quel que soit le niveau éducatif. Du niveau bac aux diplômes les plus élevés, Jean-Luc Mélenchon gagne 9 points entre début février et fin avril tandis que Benoît Hamon en perd 10.

On pourrait alors penser que le choix entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon s'est décidé en fonction de la situation sociale des électeurs. Les classes moyennes et supérieures restant plus fidèles à un parti qui s'est appuyé sur elles plus que sur les classes populaires. Au contraire, les propositions et le type de campagne de Jean-Luc Mélenchon auraient séduit un électoral plus populaire. L'évolution des intentions de vote envers les deux candidats invalide ces spéculations. En fin de campagne, Jean-Luc Mélenchon était crédité de 12 points de plus qu'au début chez les cadres, les professions intermédiaires et les employés. Benoît Hamon perdait dans le même temps 10 points dans les deux premières catégories, et 7 points chez les employés, où il résistait mieux, contrairement à ce que l'on pouvait anticiper. Mais la

surprise provient des ouvriers. 19 % d'entre eux se déclaraient prêts à voter pour le candidat des Insoumis au début du mois de février et deux mois plus tard, ils restaient au même pourcentage de 19 %. La campagne de Jean-Luc Mélenchon n'en avait pas attiré un de plus. En revanche, ils avaient fui la candidature de Benoît Hamon. Alors que 20 % comptaient voter pour le candidat du Parti socialiste au début, ils n'étaient plus que 7 % juste avant le premier tour. L'électorat ouvrier du PS, qui n'atteignait déjà pas un volume faramineux, a donc été divisé par trois durant la campagne, confirmant l'écart toujours plus large entre le monde ouvrier et le PS.

En résumé, aucun critère social, démographique ou économique ne distingue ceux qui sont restés fidèles à Benoît Hamon de ceux qui l'ont quitté pour Jean-Luc Mélenchon. Quelle que soit la catégorie retenue, Benoît Hamon a perdu entre 7 et 12 points. Ces points ont presque toujours été retrouvés chez Jean-Luc Mélenchon à trois exceptions près : les jeunes, où Jean-Luc Mélenchon a engrangé des gains supplémentaires ; les personnes âgées et les ouvriers, où il n'a récupéré aucune intention de vote. Il est possible que le petit supplément d'intentions de vote des jeunes provienne de personnes qui avaient auparavant l'intention de voter pour Marine Le Pen car, dans cette classe d'âge, les intentions de votes pour la candidate FN fléchissent en fin de campagne.

Aucune grosse différence n'apparaissait entre la géographie de Jean-Luc Mélenchon et celle de Benoît Hamon. Aucune différence nette ne sépare non plus la composition sociale de leur électorat. En dehors de la personnalité des deux protagonistes, il ne reste qu'une explication générale possible : la préférence pour l'un ou l'autre des candidats serait due à la résurgence de courants idéologiques plus anciens ayant

continué souterrainement à irriguer l'électorat mélenchoniste, en l'occurrence le courant trotskiste et le courant communiste.

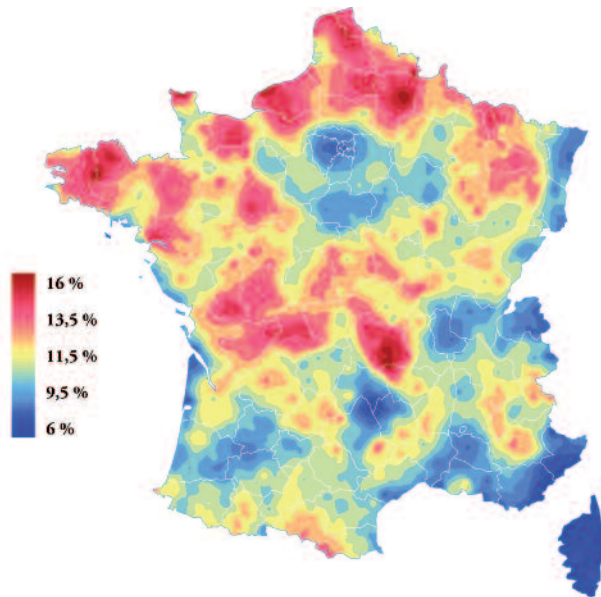
JEAN-LUC MÉLENCHON, HÉRITIÈRE DU TROTSKISME OU DU COMMUNISME ?

Le « ou » disjonctif est inévitable compte tenu de l'hostilité, maintenant séculaire, des deux idéologies. L'héritage trotskiste est le plus tentant puisque Jean-Luc Mélenchon a milité dans les rangs du groupe lambertiste (avec Lionel Jospin et Jean-Christophe Cambadélis entre autres) quand il était jeune. Le seul moyen disponible de repérer une continuité avec le trotskisme réside dans la cartographie. Si les résultats de Jean-Luc Mélenchon correspondaient localement à ceux des candidats trotskistes quand ils engrangeaient des scores non négligeables, on pourrait suggérer une filiation entre les deux. Le vote trotskiste a connu son apogée au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. À eux trois, Daniel Gluckstein, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot avaient récolté 10 % des suffrages. Leur score a dépassé nettement la moyenne dans tout le Nord de la France à l'exception du Bassin parisien et de l'Alsace (carte 2). Ils ont mieux réussi dans le monde rural que dans les grandes villes. Les déterminants sociaux du vote trotskiste ont toujours été assez obscurs. Cependant, si l'on combine les deux dominantes géographiques précédentes, la distribution des électeurs trotskistes recoupe celle des ouvriers de l'industrie en France, qui sont plus fréquents dans la moitié Nord de l'Hexagone et en milieu rural. Les 10 % d'électeurs trotskistes en 2002 ont diminué comme peau de chagrin pour ne plus représenter en 2017 que 1,7 % des suffrages exprimés (somme des voix de Nathalie Arthaud

et de Philippe Poutou). Malgré cela, la géographie des voix trotskistes en 2017 reste très semblable à celle de 2002, seulement un peu plus faible dans le Nord et un peu plus forte, relativement, dans le centre de la France, mais toujours la plus faible au sud d'une ligne Genève-Bordeaux, dans le Bassin parisien et autour des deux grandes villes alsaciennes.

Carte 2

Somme des pourcentages de votes en faveur des trois candidats trotskistes (Olivier Besancenot, Daniel Gluckstein, Arlette Laguiller) au premier tour de l'élection présidentielle de 2002



Malgré l'histoire personnelle du leader des Insoumis et malgré plusieurs de ses propositions et prises de position, l'électorat de Jean-Luc Mélenchon n'est donc pas la réincarnation de l'électorat trotskiste. Il est d'ailleurs surprenant que les 10 % d'électeurs trotskistes de 2002 aient disparu sans laisser de trace.

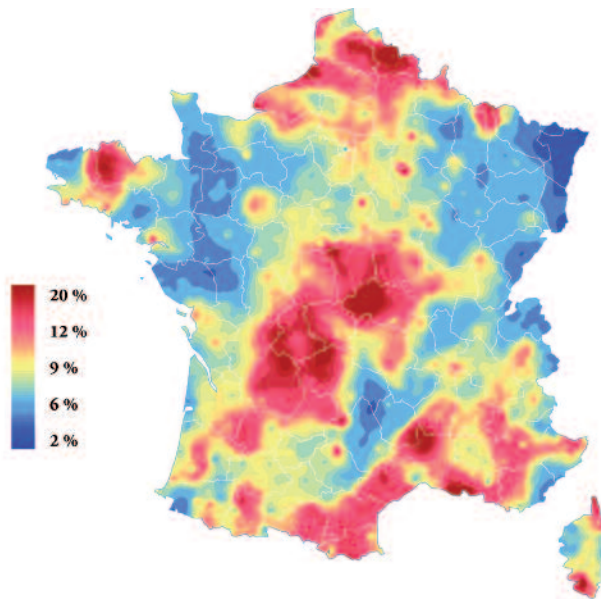
Reste la seconde hypothèse, celle d'une résurgence du vote communiste. Comme le vote trotskiste, le vote communiste a quasiment disparu. De 30 % des suffrages au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il est descendu par étape à 18 % aux élections législatives de 1978. Avec la victoire de François Mitterrand en 1981, sa décrue s'est accentuée. À la présidentielle de 1995, son candidat, Robert Hue, ne recueille que 8,6 % des voix, puis le PC tombe à des pourcentages infimes. Tout au long de cette descente, son implantation électorale sur le territoire demeure la même avec de très forts contrastes, par exemple 34 % des voix dans le Gard en 1978 et 3 % en Alsace. Le raisonnement mené à propos de l'électorat trotskiste est applicable au PC : si l'idéologie communiste a cheminé souterrainement pour réparaître au grand jour dans le vote Mélenchon, on doit trouver des similitudes entre la répartition traditionnelle des votes communistes et celle des suffrages en faveur de Jean-Luc Mélenchon.

Pour le tester, on a pris la répartition des votes pour Robert Hue à la présidentielle de 1995, dernier vote communiste un peu consistant. La concordance avec le vote Mélenchon est bien meilleure qu'avec le vote trotskiste. Les différences importantes se localisent dans l'Ouest, plus acquis à Jean-Luc Mélenchon qu'il ne l'était au PC (où il n'avait pris pied que dans le Huelgoat, où Charles Tillon avait tenu le maquis, et dans les ports de Douarnenez, Lorient et Saint-Nazaire), et dans le Nord, où l'implantation forte du PC n'a pas été léguée à Jean-Luc

Mélenchon, comme en témoigne d'ailleurs sa malheureuse campagne législative en 2012 à Hénin-Beaumont. Plus que les grandes concordances régionales, il est intéressant de constater que de petites villes ouvrières qui votaient PC donnent des pourcentages importants à Jean-Luc Mélenchon aujourd'hui : Carmaux, Alès, Vierzon, Longwy, Dieppe, Calais, Boulogne, etc.

Carte 3

Pourcentages de votes en faveur de Robert Hue, candidat communiste au premier tour de l'élection présidentielle de 1995



Mais, en raison de la similitude de leur distribution géographique, les mêmes remarques peuvent être adressées aux suffrages récoltés par Benoît Hamon. Au cours des décennies qu'a duré son déclin, le vote

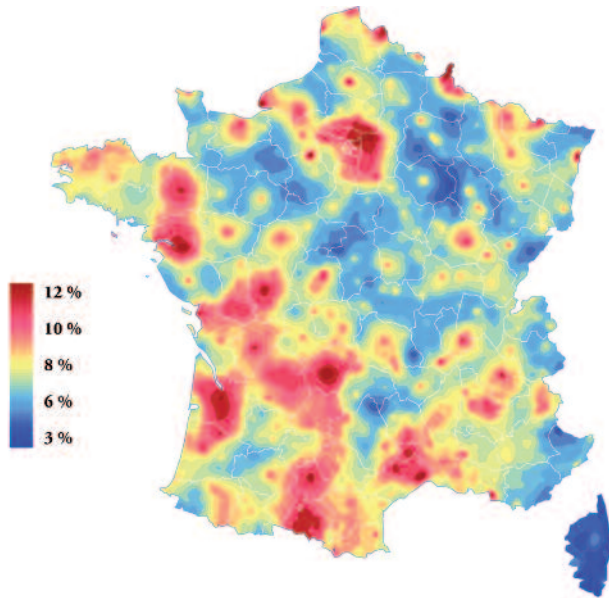
PC s'est reconverti en vote socialiste. Les quelques exceptions recourent les différences notées entre la carte du communisme et celle des Insoumis : la Bretagne, puisque son passage à gauche est récent, et le Nord, particulièrement le sillon houiller qui a basculé vers le FN.

LES GAINS DE JEAN-LUC MÉLENCHON ENTRE 2012 ET 2017

Jusqu'ici, on a cherché à départager Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon sans grand succès. La ressemblance de leurs électorats est d'ailleurs une raison de la porosité très importante entre eux. Il existe une dernière manière de procéder pour saisir, non ce qui sépare les deux électorats, mais ce qui a fait l'originalité de celui de Jean-Luc Mélenchon. C'est de cartographier ses avancées entre la présidentielle de 2012 et celle de 2017, en supposant que les intentions de vote début février, quand Jean-Luc Mélenchon était encore au voisinage de 10 %, correspondaient aux résultats qu'il avait obtenus en 2012 avec 11,3 % des suffrages exprimés. À nouveau, la carte des différences entre les deux élections est proche des résultats de Jean-Luc Mélenchon en 2012 et en 2017 ainsi donc que de celle de Benoît Hamon et de François Hollande en 2012. Mais il y a une importante différence. Jean-Luc Mélenchon a progressé beaucoup plus vite dans les grandes agglomérations. Entre 2012 et 2017 son score augmente de 6,5 points dans les communes de moins de 1 000 habitants, de 7,2 points dans celles de 1 000 à 5 000 habitants, de 8,3 points dans celles de 5 000 à 20 000 et de 8,3 points également dans celle de 20 000 à 100 000 habitants, dont beaucoup sont des communes au pourtour des grandes villes (et progression de 10,9 points dans les villes de plus de 100 000 habitants).

Carte 4

Gains en pourcentages des suffrages exprimés de Jean-Luc Mélenchon entre les premiers tours des élections présidentielles de 2012 et de 2017



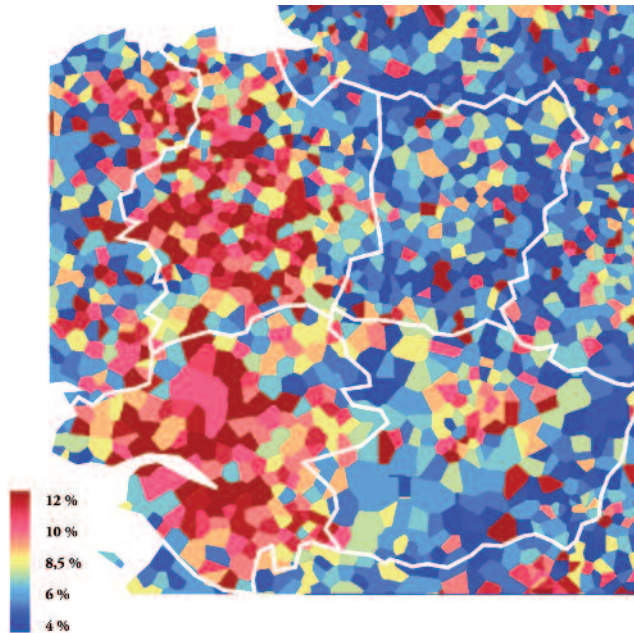
Plus précisément, dans l'agglomération parisienne, la situation est tranchée. La hausse du vote pour Jean-Luc Mélenchon dépasse 12 points dans les 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements ainsi que dans toutes les communes de la Seine-Saint-Denis sauf les plus à l'est, et dans le Val-de-Marne, à l'exception des communes des bords de Marne peuplées bourgeoisement. Les communes où les progrès du vote Mélenchon sont les plus importants ont une population populaire au sens des revenus, mais peu ouvrière au sens professionnel. Il faut

ajouter à la liste les gros progrès du vote Mélenchon dans les communes des Yvelines et du Val-d'Oise situées le long de la Seine.

Ces communes, comme celles du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et les quatre arrondissements de Paris que l'on a cités, comptent aussi une forte proportion d'immigrés et de leurs descendants de nationalité française. On en a souvent conclu que la progression globale du vote Mélenchon s'expliquait principalement par le gain dans cet électorat (Jean-Luc Mélenchon passant de 20 % à 37 % dans l'électorat se déclarant musulman entre 2012 et 2017). Cela ne cadre ni avec les effectifs de votants en présence, ni surtout avec les augmentations du vote Mélenchon qui ont eu lieu aussi bien dans les régions de forte que de faible immigration. La carte par communes des progrès de Jean-Luc Mélenchon dans quatre départements de l'Ouest, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, la Mayenne et le Maine-et-Loire, le montre sans ambiguïté. Les gains de Jean-Luc Mélenchon ont été supérieurs à 10 points dans un large voisinage de Rennes et de Nantes englobant près de la moitié des communes de leurs départements respectifs, des communes où la présence des immigrés est très faible. À part les quelques communes les plus huppées (par exemple sur les côtes) et l'arrière-pays rural, le succès de Jean-Luc Mélenchon s'affirme dans toute l'aire d'influence de Rennes comme dans celle de Nantes. Angers et Laval, qui ne sont pas des métropoles, accordent moins d'attention à Jean-Luc Mélenchon et sur une aire plus restreinte.

Carte 5

Gains en pourcentages des suffrages exprimés de
Jean-Luc Mélenchon entre les premiers tours des élections présidentielles
de 2012 et de 2017 dans quatre départements de l'Ouest



Indépendamment de la captation de la moitié des électeurs qui pensaient voter Benoît Hamon début février, les progrès de Jean-Luc Mélenchon au cours de la campagne sont le fait de la population des grandes unités urbaines, qui au même moment ont vu les votes en faveur de Marine Le Pen régresser. Un tel résultat est en accord avec les constats sociaux et économiques donnés plus haut : la proportion de jeunes est très élevée dans les métropoles et leurs satellites, celle

des personnes âgées assez faible, et celle des ouvriers très faible, ce qui correspond bien aux tendances observées dans le *rolling* de l'Ifop.

Il est possible qu'une gauche différente soit en train d'émerger, comme cela s'est produit dans plusieurs pays développés. Le quasi-succès de Bernie Sanders aux États-Unis, celui tout récent de Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Cinque Stelle en Italie, autant de cas où une opposition radicale qui n'est pas d'extrême droite est en train de gagner du terrain. Les formes en sont très diverses, allant d'une gauche sociale assez traditionnelle en Grande-Bretagne et aux États-Unis à une gauche plus contestataire en France, en Grèce et en Espagne, et à une gauche improbable, plus proche de l'anarchisme que du socialisme, en Italie. Au fond le précurseur en était Die Linke d'Oskar Lafontaine en Allemagne⁸, dont on a peut-être trop vite considéré l'échec comme celui de la possibilité d'une gauche radicale dans un monde dominé par le dogme du libéralisme économique.

8. Pris un moment en modèle par Jean-Luc Mélenchon.

NICOLAS DUPONT-AIGNAN : LE PLUS GRAND DES PETITS CANDIDATS

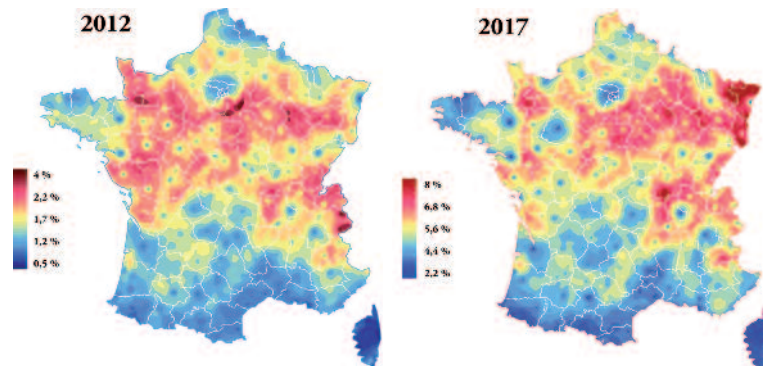
Avec 4,7 % des voix, Nicolas Dupont-Aignan a amélioré significativement son score de 2012 (1,8 %). Bien qu'il ne parvienne pas à atteindre la barre symbolique (et financière) des 5 %, son score lui a permis de décrocher le statut de premier des « petits candidats ». Sa progression dans les sondages a été tardive puisqu'elle s'est produite à la suite du coup d'éclat médiatique qu'il créa en quittant le plateau du journal de 20 heures de TF1 pour protester contre le fait qu'il n'ait pas été convié au débat que cette chaîne organisait le 20 mars entre les cinq « grands candidats ». D'après le *rolling* de l'Ifop, l'intention de vote en sa faveur passa de 3,5 % le 17 mars à 4,5 % le 20, puis à 5,5 % le 21 mars avant de redescendre autour de 4,5-5 % dans la semaine qui suivit. Hormis cette opportunité médiatique, le candidat souverainiste a également été servi par le *penelopegate*. La fraction de l'électorat de droite qui ne voulait voter ni Marine Le Pen ni Emmanuel Macron a vu en Nicolas Dupont-Aignan une façon de rester fidèle à sa famille politique. Le leader de Debout la France a ainsi capté 7 % de l'électorat de François Bayrou et 4 % de celui de Nicolas Sarkozy de 2012 contre seulement 1 % de ceux de Jean-Luc Mélenchon et de François Hollande, et 2 % de celui de Marine Le Pen de 2012.

LE TERRITOIRE DE NICOLAS DUPONT-AIGNAN

Aussi étrange que cela paraisse, les petits candidats conservent à peu près la même implantation géographique d'une élection à la suivante, ce qui prouve que leurs maigres résultats ne découragent pas leurs supporters ou qu'ils expriment une tendance mineure mais réelle de l'opinion. L'affaire est logique dans leur fief, pour Nicolas Dupont-Aignan la commune d'Yerres. Mais au-delà de l'Essonne, ses scores deviennent beaucoup plus faibles. En 2017, comme cinq ans plus tôt, ils sont cependant assez nettement différenciés. Les meilleurs résultats sont obtenus dans l'Ouest profond, à l'exception de la Sarthe, dans le Bassin parisien, et à l'Est et dans la région Rhône-Alpes (cartes 1).

Cartes 1

Pourcentage de suffrages exprimés en faveur de Nicolas Dupont-Aignan au premier tour des élections présidentielles de 2012 et de 2017



C'est à peu près dans les mêmes régions que la droite enregistre ses meilleurs scores, par exemple Sarkozy en 2012, mais aussi Fillon en 2017. En revanche, les scores de Dupont-Aignan sont faibles, voire très faibles dans les régions où le FN affiche ses meilleurs résultats, le chapeau Nord de la France et les bords de la Méditerranée ainsi que le Sud-Ouest socialiste, plus tourné vers la gauche.

Vraisemblablement, la progression du candidat de Debout la France peut être imputée en partie à des déçus de la droite ne souhaitant pas voter pour François Fillon.

S'il a bénéficié de l'opportunité qu'ont constituée les déboires judiciaires de François Fillon, Nicolas Dupont-Aignan a en revanche pâti de la concurrence de Jean Lassalle dans certaines zones de montagne dans le sud du pays.

UN ÉLECTORAT PROCHE DE L'EXTRÊME DROITE ?

Sociologiquement, l'électorat de Nicolas Dupont-Aignan ne présente pas de singularités. Il obtient 4 % auprès des CSP+, 6 % parmi les professions intermédiaires, 5 % dans les catégories populaires et 5 % parmi les retraités. Toutefois ses scores auprès des retraités et dans les classes moyennes pouvaient constituer des réserves pour Marine Le Pen entre les deux tours, dans des catégories où cette dernière était la plus faible. Dans le même ordre d'idées, le vote Dupont-Aignan était davantage féminin (6 % auprès des femmes) que masculin (4 % parmi les hommes), ce qui pouvait aussi constituer un apport pour la candidate frontiste dont l'électorat de premier tour était, lui, un peu plus masculin (22 % contre 21 % auprès des femmes). La complémen-

tarité est en revanche inexistante en matière de capital culturel. Contrairement à certains clichés, l'électorat du candidat de Debout la France n'est pas plus diplômé que la moyenne, mais le contraire. Il comprend 6 % des personnes n'ayant pas de diplôme ou un niveau inférieur au bac, 5 % des bacheliers et des titulaires d'un diplôme du premier cycle mais seulement 3 % des titulaires d'un diplôme de 2^e ou de 3^e cycle. Bien que les scores de Nicolas Dupont-Aignan ne soient pas comparables à ceux de Marine Le Pen, le profil éducatif de leurs électeurs est assez proche. Les thématiques mises en avant, qu'il s'agisse de l'immigration ou de la construction européenne, ont d'abord fait mouche dans les catégories les moins diplômées de la population. De ce point de vue, on peut penser que les deux candidats se sont retrouvés en concurrence frontale sur des segments de population assez similaires.

L'analyse des motivations de ces deux électeurs fait néanmoins ressortir que celui de Nicolas Dupont-Aignan est sensible aux problématiques telles que la santé, l'éducation ou la défense des services publics plus largement évoquées par le candidat.

POROSITÉ ENTRE DEBOUT LA FRANCE ET LE FN

Au plan socio-culturel comme au plan des préoccupations, des similarités existent entre ces deux électeurs. Interrogés sur leur hésitation éventuelle entre Nicolas Dupont-Aignan et un autre candidat, 22 % de ses électeurs ont déclaré avoir hésité à voter pour Marine Le Pen. C'est dans cet électorat que ce taux a été le plus élevé (12 % des électeurs de François Fillon ayant été tentés de voter pour la candidate du FN) mais la porosité est loin d'être importante. C'est pourtant dans

ce contexte que Nicolas Dupont-Aignan a pris la décision historique d'un soutien et d'une alliance dans l'entre-deux-tours avec Marine Le Pen. Ce choix s'est traduit par un brouillage de son image personnelle et par de fortes dissensions à l'intérieur de son parti, certains de ses cadres quittant le mouvement à la suite à cette annonce et une manifestation de protestation ayant lieu dans sa commune d'Yerres, mais l'impact n'a pas été massif puisqu'il a représenté un gain de 15 points seulement des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen dans son électorat et, d'autre part, cette prise de position n'a pas entraîné, loin s'en faut, le basculement unanime de son électorat vers la candidate du FN.

Toutefois, l'érosion des intentions de vote en faveur d'Emmanuel Macron, déjà entamée dans son électorat avant le 28 avril, se poursuivra suite à cette prise de décision et à la campagne de Nicolas Dupont-Aignan visant à faire battre le candidat d'En marche !. Ces efforts ne seront cependant pas suffisants. La contre-performance de Marine Le Pen lors du débat télévisé le 3 mai au soir stoppera net le passage de son électorat vers son nouvel allié. Au final, d'après le logiciel d'estimation de l'Ifop et sur la base de bureaux de vote tests retenus par cet institut, 37 % des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan se sont reportés sur Marine Le Pen, 19 % sur Emmanuel Macron et 43 % ont opté pour l'abstention ou le vote blanc, des chiffres qui témoignent une fois encore que nul n'est propriétaire de ses voix.

UN CONCURRENT DE FRANÇOIS FILLON ?

Même si, sociologiquement, les électeurs de Nicolas Dupont-Aignan partagent plus d'éléments communs avec ceux de Marine Le Pen

qu'avec ceux de François Fillon, le contraire vaut pour leur répartition géographique. Les zones qui ont accordé le plus de suffrages à François Fillon ont aussi donné les meilleurs scores à Nicolas Dupont-Aignan, la même similitude valait en 2012 entre le vote Dupont-Aignan et le vote Sarkozy.

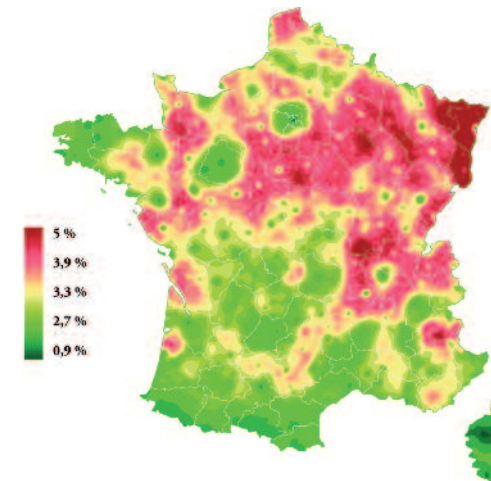
Grâce au sondage *rolling* de l'Ifop du 21 avril, soit deux jours avant le premier tour, on peut calculer la répartition des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan en fonction de leur vote en 2012 (bien sûr pour ceux qui avaient participé à cette élection). 12 % avaient voté François Hollande, 28 % François Bayrou, 44 % Nicolas Sarkozy et 16 % Marine Le Pen. En grande majorité, ils provenaient donc de l'électorat de droite.

La provenance de ces électeurs supplémentaires est intimement liée au déroulement de la campagne. Tout s'est joué au moment où la presse a découvert que les enfants de François Fillon lui ont remboursé, l'une les frais engagés pour son mariage, l'autre son argent de poche sur plusieurs années. Les remous se calment ensuite. Nicolas Dupont-Aignan baisse un peu et François Fillon remonte, mais, à la manière d'un mécanisme à cliquet, le premier reste nettement au-dessus de sa faible performance de 2012 et du début de la campagne puisqu'il termine à 4,7 %.

Quels territoires ont connu la plus forte progression du vote Dupont-Aignan ? Et dans quels territoires la droite a-t-elle le plus perdu de soutiens ? Les deux questions ne sont pas identiques. Pour répondre à la première, il suffit de tracer la carte de la différence des pourcentages de Nicolas Dupont-Aignan entre 2012 et 2017 (carte 2). La distribution des gains ressemble à celle des votes pour François Fillon, ce qui est assez logique, mais on note cependant deux

désaccords importants. Les villes sont restées en retrait. Alors que le gain a été de 3,7 points en moyenne dans les communes de moins de 1 000 habitants, il descend à 1,5 point dans celles de plus de 100 000 habitants, et même à 0,8 point à Paris. Surtout, un déséquilibre apparaît entre l'Ouest, où les gains sont modérés, et l'Est, où ils atteignent leur maximum en Alsace à presque 5 points.

Carte 2
Gains de Nicolas Dupont-Aignan entre les premiers tours des élections présidentielles de 2012 et 2017 (en % des suffrages exprimés)



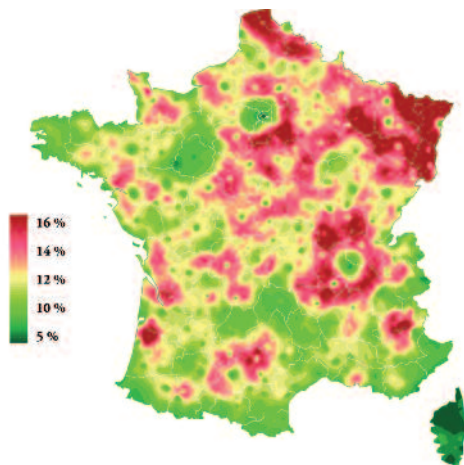
Le contraste entre le comportement de l'Est et de l'Ouest apparaît plus clairement quand on rapporte les gains de Nicolas Dupont-Aignan aux scores obtenus par Nicolas Sarkozy au premier tour de 2012. On voit immédiatement que les pertes essuyées par François Fillon par rapport à l'électorat habituel de la droite se sont concentrées en Alsace

et en Lorraine, et dans de grandes couronnes encerclant les villes importantes à une distance de 30 à 60 kilomètres, précisément là où les votes FN atteignaient leur maximum par rapport aux centres des agglomérations. Cela ne signifie pas que le supplément de vote Dupont-Aignan vient de l'électorat FN car on en aurait détecté la fuite ou le déficit quand on a comparé les votes Le Pen de 2012 et de 2017. On a plutôt affaire à une fraction de la population périurbaine, et même un peu au-delà dans les communes rurales qui subissent l'attraction des grands centres, qui exprime sa méfiance envers les partis de pouvoir qu'ils soient de droite ou de gauche, sans forcément adhérer à la doxa du FN sur l'immigration par exemple. On pourrait parler d'un vote précurseur du FN si celui-ci parvient à le capter, ce que la piteuse prestation de la patronne du FN au débat entre les deux tours a compromis.

Le profil sociologique de ses électeurs ou peut-être les gains importants qu'il a encaissés à droite dans les couronnes urbaines où le FN est très présent ont incité Nicolas Dupont-Aignan à rallier la candidature FN à moins que de banales considérations financières en aient été la cause. Il s'en est vite repenti, mais depuis l'histoire de Faust, on sait que l'on paie toujours les pactes passés avec le diable. C'est le côté Debout la France de l'affaire. Le côté Fillon est plus grave. On a montré qu'il existe de fortes présomptions pour que le score de Nicolas Dupont-Aignan ait constitué le gros grain de sable qui a empêché François Fillon de parvenir au second tour de la présidentielle.

Carte 3

Gains de Nicolas Dupont-Aignan entre les premiers tours des élections présidentielles de 2012 et de 2017, en pourcentage du score de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle de 2012



LES DYNAMIQUES DE SECOND TOUR

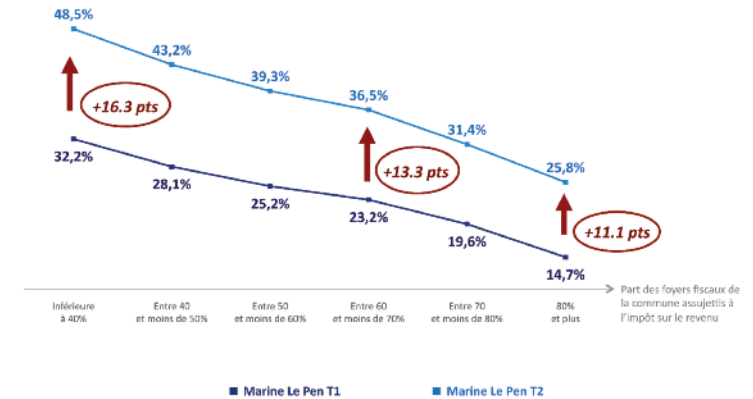
Quels qu'aient été les soubresauts de la campagne, les sondages sur le second tour donnaient Emmanuel Macron gagnant. Dans les deux mois qui précédaient, son score avait oscillé étroitement autour de 60 % des suffrages contre 40 % à Marine Le Pen. Consciente de son retard, la candidate du FN avait démarré la campagne du second tour sur les chapeaux de roue, un peu trop d'ailleurs, car Emmanuel Macron, peu actif, était en embuscade. La première échauffourée, à Amiens où Emmanuel Macron rencontrait les syndicats et les ouvriers de l'usine Whirlpool, menacée de fermeture, tourna au désavantage de Marine Le Pen. Étant arrivée impromptue sur le site, elle bénéficia de l'effet de surprise avec un accueil quasi triomphal de ses partisans, ouvriers ou non. Mais très vite, son passage éclair au cours duquel elle s'était complaisamment prêtée à des selfies sans autrement analyser la situation parut peu sérieux au regard du temps pris par Emmanuel Macron pour discuter avec les responsables syndicaux puis pour rencontrer les ouvriers. Deux méthodes, ou bien une méthode et une improvisation brouillonne, qui allaient trouver leur confirmation dans le seul débat télévisé entre les deux postulants au cours duquel la leader du FN se montra tout aussi peu préparée. Sa prestation fut si mauvaise qu'elle perdit 6 points au cours des trois jours suivants qui précédaient le scrutin, ce qui est unique dans les annales des débats présidentiels, en général peu concluants.

Le FN se console en comparant la compétition de 2017 à celle de 2002. Tandis que Jean-Marie Le Pen n'avait gagné qu'un point entre les deux tours, sa fille engrangeait 12,7 points. En quinze ans, la lepénisation des esprits a bien progressé. La frontière entre la droite et l'extrême droite n'est plus étanche. Pour comprendre ce changement, il faut se pencher sur la répartition des gains des deux candidats entre les deux tours et sur les reports des électeurs dont le candidat a été éliminé au premier tour.

LEPÉNISATION

Les progrès du vote frontiste entre les deux tours ont une nette coloration sociale. Ce sont les électeurs des zones les plus pauvres et les plus menacées par le chômage qui se sont reportés sur la candidate FN au second tour. Par exemple, quand on compare les gains entre les deux tours selon la proportion de foyers assujettis à l'impôt, on passe de + 11 points dans les communes les plus aisées où 80 % des foyers payent l'impôt sur le revenu à + 16 points dans celles où moins de 40 % des foyers sont imposables. La progression des gains frontistes est très régulière comme on le constate sur la figure 1.

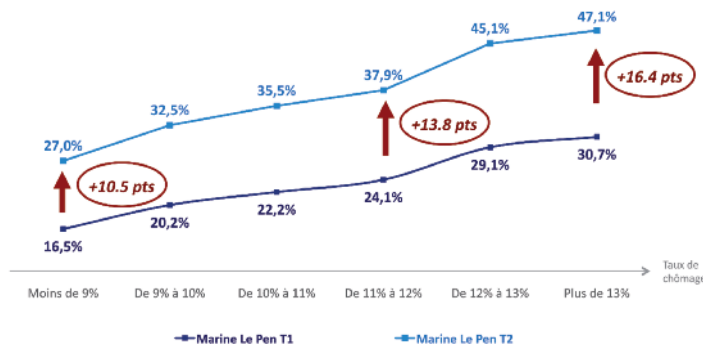
Figure 1
Variation du vote pour Marine Le Pen entre les deux tours
de l'élection présidentielle de 2017 en fonction de la proportion
des foyers fiscaux de la commune assujettis à l'impôt sur le revenu



On aboutit au même résultat lorsqu'on compare les gains de Marine Le Pen entre les deux tours au taux de chômage de la commune. Lorsque le chômage est inférieur à 9 %, la candidate FN gagne 10 points, mais lorsqu'il dépasse 13 %, elle récolte 16 points de mieux. Ici encore, la progression de ses gains en fonction du taux de chômage est régulière (figure 2).

Figure 2

Variation du vote Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2017 en fonction du taux de chômage de la commune



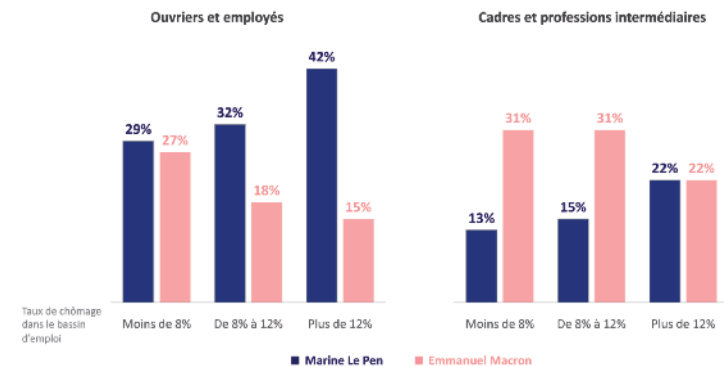
Certes les chômeurs ont plus voté au premier tour pour Marine Le Pen (31 %) que la moyenne nationale (21,3 %), mais de nombreux chômeurs s'abstiennent, comme l'ont montré les enquêtes de Nonna Mayer et Cécile Braconnier. Ce n'est donc pas mécaniquement le nombre de chômeurs qui explique l'augmentation des reports dans les zones de fort chômage. D'ailleurs, numériquement, le passage de 9 % de chômage à 13 %, soit 4 % de plus de la population active, qui elle-même constitue seulement la moitié de l'électorat, n'aurait pas entraîné les 6 points supplémentaires constatés plus haut.

À l'appui de ce constat, on observe que le vote en faveur du FN augmente avec le taux de chômage aussi bien parmi les catégories socio-professionnelles moyennes et supérieures que dans les classes populaires (et corrélativement le vote en faveur d'Emmanuel Macron diminue, déjà au premier tour). Entre les zones où le chômage est le

plus faible et celles où il est le plus élevé, le vote FN au premier tour passe ainsi de 29 % à 42 % chez les ouvriers et employés, et pour les cadres et professions intermédiaires, il s'élève de 13 % à 22 %.

Figure 3

Influence du taux de chômage et de la catégorie sociale sur le choix de l'électeur au second tour de l'élection présidentielle de 2017



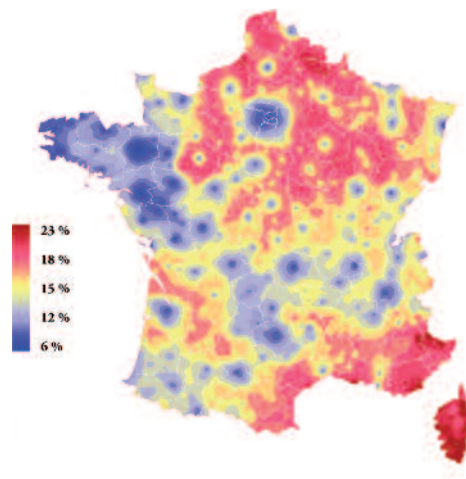
La position dans l'échelle sociale est assez étroitement liée à l'intensité du vote FN, qui décroît des catégories populaires aux catégories des cadres et professions libérales. Mais la situation économique locale joue aussi un rôle important, un ouvrier habitant un bassin d'emploi sinistré ayant plus tendance à voter FN qu'un ouvrier résidant dans une zone économiquement dynamique. Pour reprendre un mot qui faisait fureur dans l'entre-deux-guerres, il existe des climats ou des atmosphères propices ou adverses au vote FN quelles que soient les autres caractéristiques des individus, sociales, démographiques, culturelles.

L'EFFET D'ENTRAÎNEMENT

Le rôle de l'environnement local, du climat social et économique, devient évident quand on trace la carte des gains de Marine Le Pen entre les deux tours. Les différences sont énormes à la fois entre grandes régions et entre villes et espaces ruraux. Dans les campagnes et les petites villes de l'Aisne, de l'Aube, du Var, Marine Le Pen progresse de 20 points. Dans les métropoles, elle n'améliore guère son score du premier tour déjà faible : 4,9 points de mieux à Rennes, 6,6 points à Grenoble et Strasbourg, 5,3 points à Paris, 7,7 points dans le 93. Globalement, dans les communes de moins de 1 000 habitants, elle récolte 16 points de plus, mais dans celles de plus de 100 000 habitants, elle n'obtient que 8 points supplémentaires (carte 1).

Carte 1

Gains de Marine Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2017 en pourcentage des suffrages exprimés



Plus généralement, la géographie de ses gains est presque exactement celle de ses scores au premier tour. Plus elle avait obtenu de bons résultats, plus elle a progressé entre les deux tours. Le même mouvement avait eu lieu entre les deux tours des élections régionales de 2015. Là où les candidats FN avaient récolté le plus de suffrages, ils avaient progressé le plus entre les deux tours, 5 points de mieux par exemple dans le Nord et en PACA, mais un léger recul en Bretagne et dans les Pays de la Loire.

La raison est à rechercher du côté de l'épidémiologie. Plus les partisans du FN sont nombreux, moins ils hésitent à se montrer et plus ils font de nouveaux adeptes dans leur entourage. Inversement, dans les grandes villes où leur présence déjà faible est tendancielle à la baisse, ils sont victimes de la dynamique de leurs concurrents, en l'occurrence celle d'En marche !. Il y a cependant un paradoxe dans le passage du premier au second tour. Les gains du FN devraient être proportionnels non pas à son implantation mais aux réserves de voix qui se sont portées au premier tour sur François Fillon, sur Nicolas Dupont-Aignan et dans une moindre mesure sur Jean-Luc Mélenchon. Or la répartition de ces voix au second tour entre les deux candidats, l'abstention et les votes blancs et nuls ont pu être calculés grâce à une enquête menée par l'Ifop dans 250 bureaux tests.

PARADOXES DES TRANSFERTS

Le travail de l'Ifop⁹ a déterminé comment les électeurs de chaque candidat du premier tour se sont conduits au second tour, à l'aide d'une

9. Réalisé avec la société ADN.

procédure d'estimation dite des matrices de transfert. Le tableau suivant indique en pourcentage (le total de chaque ligne faisant 100 %) comment se sont comportés au second tour les électeurs de chacun des onze candidats.

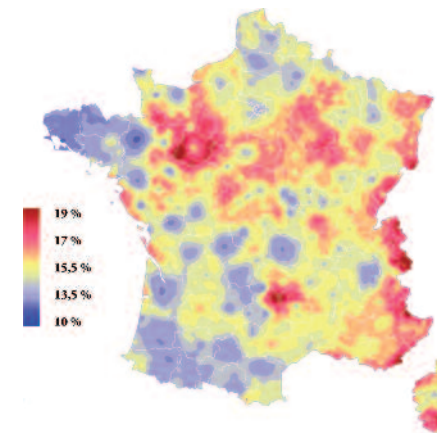
	Abstention	Blancs, nuls	E. Macron	M. Le Pen
Abstention	76,6	3,9	17,8	1,7
Blancs, nuls	3	92	5	1
N. Dupont-Aignan	14	29	19	37
M. Le Pen	5	2	1	91
E. Macron	1	0	99	0
B. Hamon	6	7	87	0
N. Arthaud	25	29	38	7
P. Poutou	25	22	50	3
J. Cheminade	26	13	54	7
J. Lassalle	14	23	54	9
J.-L. Mélenchon	26	13	47	14
F. Asselineau	21	29	42	9
F. Fillon	14	12	50	24

Sans surprise, l'immense majorité des électeurs des deux finalistes ont reproduit leur vote du premier tour. Mais il était intéressant de voir comment les électeurs de François Fillon et de Jean-Luc Mélenchon, les deux grands exclus du premier tour, se sont distribués au second tour. Presque la moitié d'entre eux ont rallié Emmanuel Macron. Un quart des électeurs de François Fillon ont voté Marine Le Pen et un septième des électeurs de Jean-Luc Mélenchon aussi. Dans le cas de François Fillon, le chiffre est voisin de celui observé lors des cantonales où, en cas de duel entre un candidat FN et un candidat de gauche, 30 % des électeurs de droite s'étaient reportés sur l'extrême droite. Dans

le cas de Jean-Luc Mélenchon, la situation est plus complexe. Il n'est pas exclu qu'une frange des personnes qui votaient habituellement FN aient rejoint le tribun au premier tour, puis soient revenus au bercail au second tour, puisque les sondages donnaient 7 % d'électeurs de Marine Le Pen en 2012 parmi ceux de Jean-Luc Mélenchon en 2017.

En utilisant les coefficients de transfert du tableau, il est possible de calculer quel devait être le vote en faveur de Marine Le Pen au second tour. Pour le pays entier, on retrouve évidemment le pourcentage de 34 % constaté au second tour. Mais rien ne dit que ces coefficients de transfert soient identiques dans chaque commune. En partant de l'hypothèse qu'ils ne varient pas, on peut, par différence entre ce score théorique ainsi calculé et le résultat réellement observé, en déduire quels ont été les écarts les plus importants en plus ou en moins par rapport au comportement national moyen. La carte obtenue par ce procédé (carte 2) est très différente de celle qui a été réellement observée.

Carte 2
Écart entre le score de Marine Le Pen au second tour
(calculé à partir des coefficients de transfert) et son score au premier tour



On y voit que si les coefficients de transfert nationaux étaient partout valables, les plus forts reports auraient dû se situer sur la frontière Est de l'Alsace jusqu'à la Côte d'Azur, dans la Sarthe et en Champagne. Il ne faut pas chercher très loin la nature de cette distribution : elle ressemble beaucoup à celle des votes en faveur de François Fillon pour la bonne raison que ce sont eux qui ont fourni le plus de reports. L'anomalie de la Sarthe s'explique alors aisément : par un effet de fief, des électeurs de tous bords avaient voté François Fillon. Au second tour, ils sont retournés à leur vote habituel dont les transferts vers l'extrême droite étaient plus faibles que ceux du vote Fillon. La différence entre la carte des gains observés et celle des gains attendus à partir des coefficients de transfert nationaux doit donc procurer une information sur les déterminants plus généraux du vote. Encore faut-il la mettre en évidence.

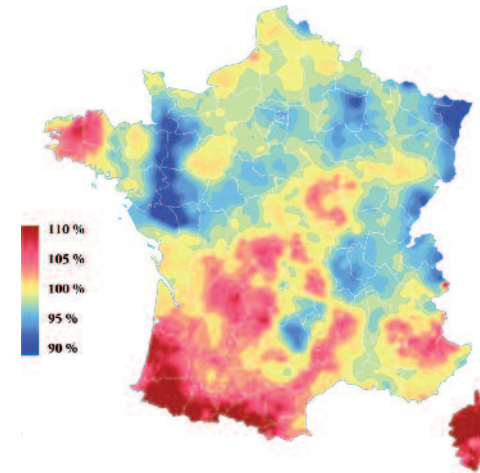
APPARITION DE LA QUESTION EUROPÉENNE

Deux causes différentes modèlent les cartes précédentes. Les gains varient proportionnellement au niveau atteint par le vote FN au premier tour, d'une part. D'autre part, les transferts sont approximativement proportionnels aux scores atteints par François Fillon. En rapportant le vote qui aurait dû être observé à partir des transferts au vote réellement constaté au second tour, on élimine l'effet de la première cause, ce qui permet de mieux saisir le rôle des transferts¹⁰ (carte 3).

10. Le rapport ne peut être effectué directement car la variabilité (écart-type) des résultats calculés à partir des transferts est plus faible que la variabilité observée (ce qui s'explique d'ailleurs par la variabilité des transferts). Les deux distributions sont donc ramenées à même variabilité et même moyenne avant d'en faire le rapport.

Carte 3

Rapport entre le score de Marine Le Pen au second tour
et le score théorique calculé à partir des coefficients de transfert

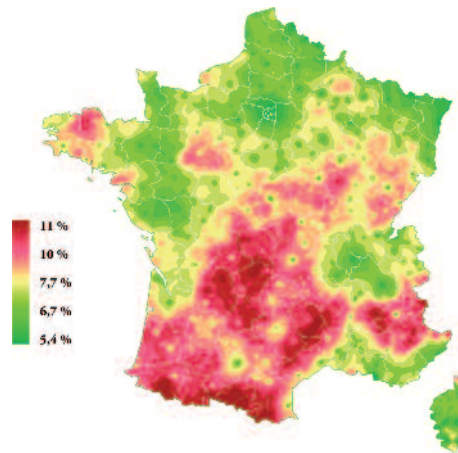


Le résultat est clair et intéressant, et même légèrement surprenant. Les régions où les gains de Marine Le Pen ont dépassé ce que les transferts théoriques laissaient attendre dessinent presque exactement la carte de la gauche traditionnelle. À peu de choses près, on voit apparaître les régions qui avaient voté pour François Mitterrand en 1965. Les détails eux-mêmes sont pertinents. Ainsi de la petite enclave du Huelgoat à cheval sur le Finistère et les Côtes-d'Armor, ou encore de la Sarthe dont on vient d'expliquer le comportement. Il serait faux d'interpréter cette carte comme un rapprochement de la gauche et du FN car quand on effectue les mêmes opérations sur le vote Macron, on obtient exactement la carte inverse, signifiant que les régions de gauche ont moins soutenu Emmanuel Macron que l'ensemble du pays, ce qui est sans doute la réalité.

On a confirmation de ce dernier point en se penchant sur la distribution des votes blancs et nuls. Leur répartition est presque exactement la même que la précédente. Une partie traditionnelle de la gauche a donc opté pour le « ni-ni » qu'elle soit mélenchonienne ou hamonienne. Mais une partie essentiellement rurale, car les trous clairs qui parsèment la carte correspondent aux villes où ces votes blancs et nuls n'ont pas été fréquents.

Carte 4

Augmentation du nombre de votes blancs et nuls entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2017 en pourcentage des suffrages exprimés au premier tour



Si, au lieu de se pencher sur les zones qui ont voté plus qu'attendu pour Marine Le Pen, on regarde celles qui ont moins voté que prévu, on voit se dessiner une grande partie de la France catholique traditionnelle. Mais l'interprétation en termes de religion n'est guère pertinente. Cette France est aussi une partie de celle qui a toujours

donné le plus de suffrages en faveur du oui lors des référendums sur l'Europe. Mais ce qui est encore une intuition demande à être précisé car les grandes villes, qui ont aussi toujours été favorables à l'Europe, n'apparaissent pas distinctement dans la comparaison entre les résultats attendus des transferts et les résultats observés.

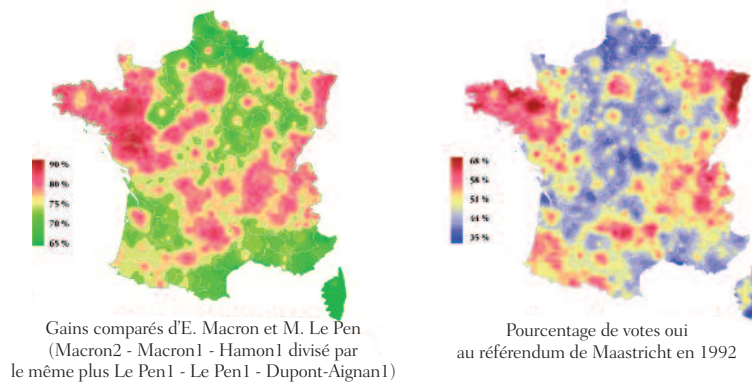
LE PARTAGE DES DÉPOUILLES

L'utilisation des coefficients de transfert paraît la méthode la plus précise pour comparer les résultats des deux tours, mais à partir du moment où ces coefficients varient selon le lieu, il faut revenir à une méthode plus parlante pour essayer de séparer ceux qui se sont reportés sur Emmanuel Macron de ceux qui sont allés vers Marine Le Pen. L'idée la plus simple consiste à compter les suffrages supplémentaires obtenus par Emmanuel Macron par rapport à la somme de ses suffrages et de ceux de Benoît Hamon au premier tour, et de faire de même pour la différence entre les suffrages de Marine Le Pen au second tour et ceux du premier tour de Marine Le Pen et de Nicolas Dupont-Aignan qui l'avait rejointe. Autrement dit, on dégage pour chaque candidat du second tour ce qui excède les suffrages sur lesquels il pouvait compter à l'issue du premier tour. On peut ainsi calculer quelle proportion Emmanuel Macron a pris de cette manne supplémentaire (et inversement son complémentaire qui est allé chez Marine Le Pen). La carte des parts comparées d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen dans cette réserve disponible après le premier tour est très proche de la carte du oui au référendum de Maastricht et à celui de 2005 : le Grand Ouest, l'Est, la région Rhône-Alpes, les grandes villes (et même de plus modestes, préfectures de départements ruraux) (cartes 5).

Inversement, dans ses bastions du Nord et de la côte méditerranéenne, Marine Le Pen récolte une part plus importante de la réserve de voix. Bien qu'elle ne soit pas vraiment apparue au premier plan, la question européenne a sans doute travaillé l'opinion entre les deux tours, et plus particulièrement après la prestation confuse, pour ne pas dire lamentable, de Marine Le Pen sur le sujet.

Cartes 5

Gains comparés d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen entre les deux tours et pourcentage de oui au référendum de Maastricht



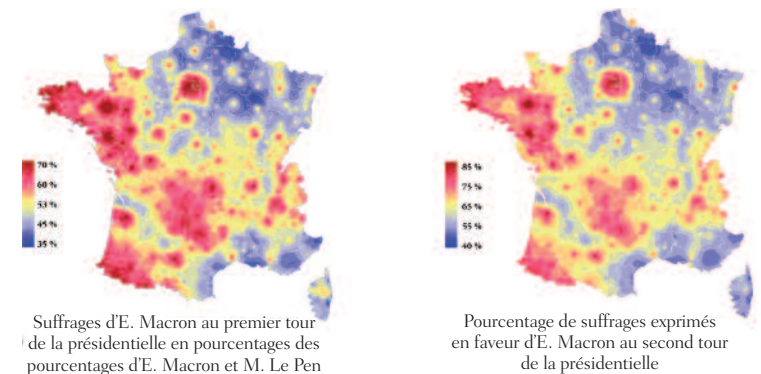
Cette affaire illustre un fait plus général. Autant le premier tour exprime un partage traditionnel et souvent très ancien de l'opinion, autant le second tour prend un caractère mécanique. Les opinions qui ont mis des décennies, voire des générations à se construire, ces fameux « tempéraments », dans les termes d'André Siegfried, n'ont pas le temps de s'adapter en quinze jours à la configuration binaire du second tour. Le partage des voix au second tour dépend alors presque mécaniquement de celui du premier tour. Cela avait été le cas pour les deux élections présidentielles de 2007 et de 2012. C'est encore vrai en 2017.

UNE LOI D'AIRAIN DES SECONDS TOURS

En simplifiant encore le partage des voix disponibles au second tour, on tombe sur une coïncidence remarquable. Quand on resserre le premier tour aux seuls scores des deux candidats finalistes, donc ici Emmanuel Macron et Marine Le Pen, soit 45 % des suffrages, autrement dit quand on calcule la part des voix d'Emmanuel Macron au premier tour par rapport à la somme des voix d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen, la répartition des résultats est exactement celle qu'on observe au second tour avec cette fois 100 % des suffrages (cartes 6).

Cartes 6

Pourcentage des suffrages exprimés en faveur d'Emmanuel Macron au premier et au second tour de l'élection présidentielle de 2017

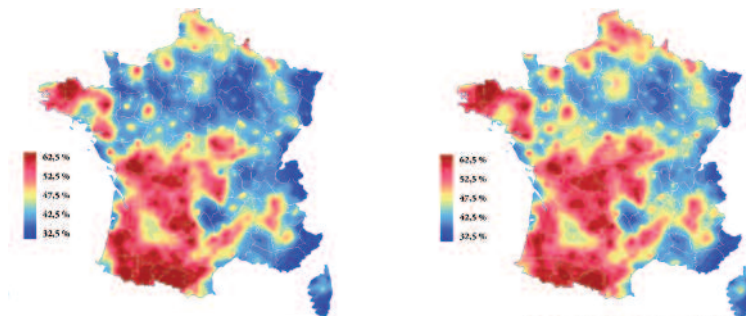


Une telle coïncidence avait déjà été observée lors des deux élections présidentielles précédentes. La distribution des votes pour Ségolène Royal par rapport à la somme des votes Royal et Sarkozy au premier tour de 2007 reproduisait presque exactement la répartition des voix de

Ségolène Royal au second tour. Même constat pour François Hollande *versus* Nicolas Sarkozy en 2012 (cartes 7 et 8). Plus étonnant encore, le rapport des pourcentages des deux candidats au premier tour était conservé au second tour. Ce n'est bien sûr plus le cas en 2017, où l'écart des pourcentages globaux s'accroît beaucoup entre les deux tours (de 53 % à 66 %), mais, cela mis à part, la géographie du premier tour et celle du second tour de 2017 se ressemblent énormément.

Cartes 7

Duel Royal-Sarkozy au premier et au second tour de l'élection présidentielle de 2007

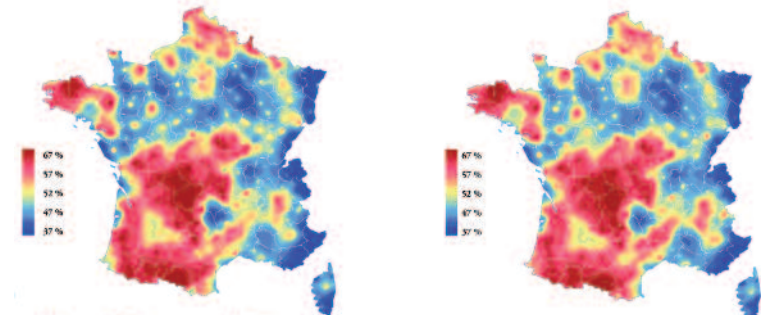


Votes pour S. Royal au premier tour de 2007 en pourcentage des votes pour S. Royal et pour N. Sarkozy au premier tour de 2007

Votes pour S. Royal au second tour de 2007 en pourcentage des suffrages exprimés

Cartes 8

Duel Hollande-Sarkozy au premier et au second tour de l'élection présidentielle de 2012



Votes pour F. Hollande au premier tour de 2012 en pourcentage des votes pour F. Hollande et pour N. Sarkozy au premier tour de 2012

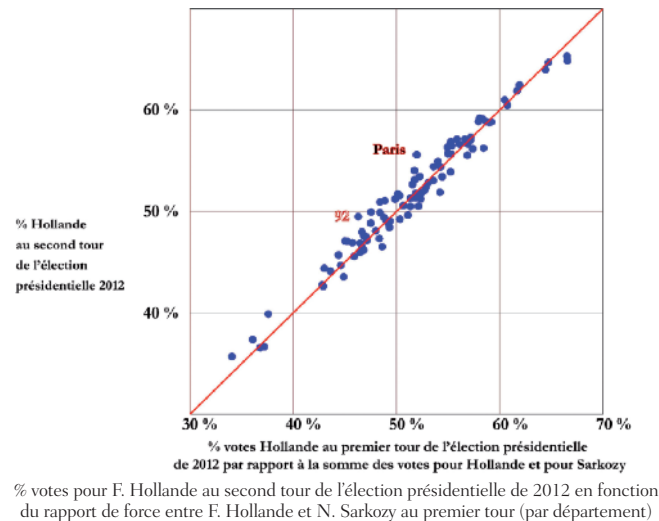
Votes pour F. Hollande au second tour de 2012 en pourcentage des suffrages exprimés

Dans le cas de l'élection 2012, un graphique offre une version plus précise de la similitude des distributions des votes pour François Hollande aux deux tours de cette présidentielle (figure 4). En abscisse (horizontalement), on a indiqué en pourcentage la proportion de votes pour François Hollande au premier tour par rapport à la proportion de votes pour François Hollande et Nicolas Sarkozy à ce même tour. En ordonnée (verticalement), on a reporté le score de François Hollande au second tour en pourcentage des suffrages exprimés. Chaque point représente un département. L'alignement est remarquable. La corrélation entre les pourcentages aux deux tours vaut 0,982, une valeur rarissime en matière de résultats politiques et de données sociales. Dit différemment, le rapport du premier tour explique 98 % de la variabilité (mesurée par la variance) de la distribution du second tour. On a indiqué la position des deux points qui s'écartent le plus de la tendance matérialisée par la droite de régression. Ce sont les départements de Paris et des Hauts-de-Seine. Ils ont plus voté pour François Hollande

au second tour que le partage des voix entre François Hollande et Nicolas Sarkozy au premier tour ne permettait de le prévoir (à peu près 5 points de plus). La tendance au ralliement au vainqueur est sans doute plus développée dans les classes supérieures, nombreuses dans ces deux départements, que dans les classes plus populaires, au fond plus constantes dans leurs convictions.

Figure 4

Duel Hollande-Sarkozy aux deux tours de l'élection présidentielle de 2012



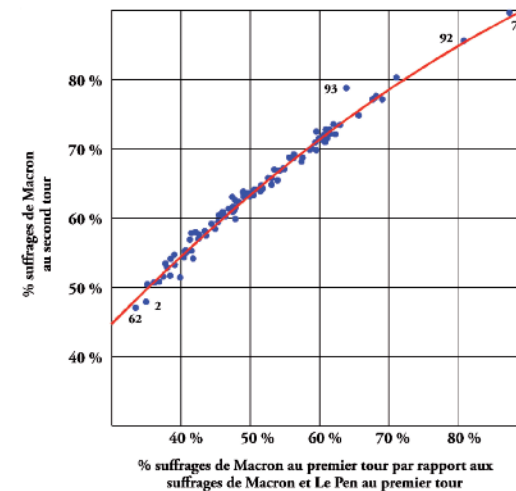
Le même graphique (figure 5) a été tracé pour comparer les deux tours de 2017, donc avec en abscisse le pourcentage que les voix d'Emmanuel Macron représentent au premier tour par rapport aux voix de Marine Le Pen et Emmanuel Macron à ce tour et avec le pourcentage de voix d'Emmanuel Macron au second tour en ordonnée. Chacun des points représente à nouveau un département. On retrouve

en queue de distribution le Pas-de-Calais (62) et l'Aisne (2), seuls départements où Marine Le Pen est arrivée en tête au second tour et de l'autre côté, en tête, Paris et les Hauts-de-Seine (75 et 92), en alignement avec les autres points mais très en avance. Le seul écart important concerne la Seine-Saint-Denis, qui fait au second tour 6 % de mieux que prévu¹¹. Lorsqu'on ne tient pas compte de ce département, la corrélation entre les pourcentages aux deux tours atteint 0,992. Comme la distribution est très légèrement convexe, on l'a ajustée par une régression quadratique qui rend compte exactement de 99 % de la variance (ce qui équivaut à un coefficient de corrélation de 0,995).

Figure 5

Duel Macron-Le Pen au premier et au second tour de l'élection présidentielle de 2017

Toutes les communes



11. Cela s'explique sans doute en partie par une sur-mobilisation de l'électorat issu de l'immigration contre Marine Le Pen.

Un tel résultat est d'autant plus curieux que les deux candidats obtiennent des scores très différents selon la taille des communes, Marine Le Pen partant d'un petit 5 % à Paris au premier tour pour atteindre plus de 40 % dans les communes de moins de 1 000 habitants. Or la relation entre les scores du premier et du second tour est conservée lorsqu'on se limite à un certain type de communes, celles de moins de 2 500 habitants, celles de 2 500 à 10 000, celles de 10 000 à 50 000. Les corrélations baissent légèrement à 0,989 et 0,984 respectivement.

Les écarts à la tendance sont eux-mêmes significatifs, bien que très modestes, souvent inférieurs à 0,5 % des suffrages. Ainsi, les départements de l'Ouest sont légèrement au-dessus de la tendance, ce qui signifie qu'ils votent un peu plus pour Emmanuel Macron que leur score du premier tour ne le laissait présager. Inversement ceux du Sud-Ouest sont légèrement au-dessous. Même léger écart entre les départements lepénistes du Sud et du Nord, le Nord votant moins que prévu pour Emmanuel Macron, le Sud, un peu plus (écarts presque négligeables de l'ordre de 0,5 %).

UNE TENTATIVE D'EXPLICATION

La régularité observée au cours de trois élections présidentielles et indépendamment de la taille des communes demande une explication. Rien dans la littérature politologique ne permet de l'anticiper. Elle ne peut pas être imputée au hasard d'une élection ou à celui d'un mélange de catégories de communes dont les comportements électoraux diffèreraient sensiblement. En reformulant l'ajustement quadratique, une possibilité d'explication apparaît. La relation quadratique obtenue

par ajustement des moindres carrés s'écrit alors :

$$(\text{Emmanuel Macron2}) = 0,1 + 0,84 (\text{Emmanuel Macron1}) + 0,43 (\text{Emmanuel Macron1})(\text{Marine Le Pen1})$$

Où (Emmanuel Macron2) est la proportion de suffrages exprimés pour Emmanuel Macron au second tour et (Emmanuel Macron1) la proportion au premier tour par rapport à la somme des suffrages d'Emmanuel Macron et Marine Le Pen au premier tour (même notation pour les suffrages de Marine Le Pen avec (Marine Le Pen1) et (Marine Le Pen2)).

En effectuant la même opération sur les scores de Marine Le Pen, on obtient la formule des suffrages de Marine Le Pen au second tour (en proportion) :

$$(\text{Marine Le Pen2}) = 0,05 + 0,84 (\text{Marine Le Pen1}) - 0,43 (\text{Emmanuel Macron1})(\text{Marine Le Pen1})$$

Chacun des trois termes des deux formules peut être interprété. Le terme constant indique que des reports systématiques ont eu lieu, ce qui correspond pour Emmanuel Macron aux votes Hamon et sans doute aussi Poutou et Arthaud, le tout approchant les 10 % (cela correspond au terme constant 0,1 dans la formule qui est exprimée en proportion et non en pourcentage). L'analogue pour Marine Le Pen est constitué par les votes Dupont-Aignan qui avoisinent 5 % (le terme constant 0,05 dans la formule de (Marine Le Pen2)). Rappelons que ces termes ont été obtenus par l'estimation statistique et non décidés *a priori*.

Pour le second terme, il faut supposer que, dès le premier tour, l'opinion est clivée en deux tendances dont 84 % devraient se retrouver au second tour chez leur candidat, aux scores desquels s'ajoutent les

termes constants (respectivement 5 % et 10 %). Mais le troisième terme est le plus intéressant car il est susceptible d'une interprétation épidémiologique. Lors d'une épidémie, la contagion est en effet proportionnelle simultanément au nombre de personnes atteintes et au nombre de personnes susceptibles d'être atteintes, donc au produit de ces deux effectifs. Le terme (Emmanuel Macron1)(Marine Le Pen1) représenterait ainsi l'effectif des partisans *a priori* de Marine Le Pen convertis à Emmanuel Macron. Une telle version n'est pas tout à fait rassurante. Elle signifie qu'en l'absence de la candidature d'Emmanuel Macron, la ligne de clivage entre le public du FN et celui qui est opposé au FN se situe à 45 %-55 % (c'est la somme des deux premiers termes des formules de chaque candidat). Les sondages donnaient un tel partage en cas de duel Fillon-Le Pen. Le troisième terme traduirait ainsi un effet propre à la candidature d'Emmanuel Macron, qui retournerait une fraction de l'opinion sensible initialement à Marine Le Pen.

Une telle reconstruction est hypothétique, on s'en doute. Elle joue cependant d'une certaine force car elle n'est pas seulement vraie en moyenne mais pour chacune des 35 200 communes françaises, aux fluctuations près, et pour chacun des 95 départements puisque la formule accapare 98,5 % de la variance de la proportion de suffrages d'Emmanuel Macron au second tour. Ainsi, on touche bien à une différence capitale entre les deux tours. Au premier tour, le partage géographique de l'opinion obéit à des facteurs de longue et même de très longue durée (par exemple les différences de pratique religieuse qui remontent à la Révolution, ou, plus près, le fait que le vote Macron soit constitué par le vote Bayrou 2012 et la moitié du vote Hollande 2012). Au contraire, au second tour, les effets sont presque purement mécaniques et donc régis par des régularités statistiques car les mœurs et les comportements de long terme ne changent pas en quinze jours.

Annexe

La formule d'ajustement s'écrit :

$$(\text{Emmanuel Macron2}) = a + b (\text{Emmanuel Macron1}) + c (\text{Emmanuel Macron1})^2$$

Où (Emmanuel Macron2) est la proportion de suffrages exprimés pour Emmanuel Macron au second tour et (Emmanuel Macron1) cette proportion au premier tour par rapport à la somme des suffrages d'Emmanuel Macron et Marine Le Pen au premier tour.

En remplaçant les paramètres a, b, c par leur estimation, la formule devient :

$$\text{Emmanuel Macron2} = 0,10 + 0,85 (\text{Emmanuel Macron1}) - 0,43 (\text{Emmanuel Macron1})^2$$

Or, en adoptant les mêmes notations pour les suffrages exprimés en faveur de Marine Le Pen à chacun des deux tours, on a par définition :

$$\text{Emmanuel Macron1} + \text{Marine Le Pen1} = 1$$

$$\text{Emmanuel Macron2} + \text{Marine Le Pen2} = 1$$

On peut alors écrire :

$$\begin{aligned} (\text{Emmanuel Macron1})^2 &= (\text{Emmanuel Macron1})(1 - \text{Marine Le Pen1}) \\ &= \text{Emmanuel Macron1} - (\text{Emmanuel Macron1})(\text{Marine Le Pen1}) \end{aligned}$$

En reportant dans la formule de l'ajustement, cela donne les formules du texte.

UN VOTE POLITIQUE OU SOCIAL ?

L'opposition entre les électeurs de François Fillon, d'une part, de Benoît Hamon et de Jean-Luc Mélenchon, d'autre part, répond, pour reprendre des formules traditionnelles, au registre des possédants contre les opprimés, des patrons contre les salariés, des capitalistes contre les prolétaires. En revanche, l'opposition entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen est plus délicate à décoder. On l'a parfois caractérisée par le couple inclus-exclus. Mais qu'est-ce que l'exclusion, en dehors de l'image simple que ce terme évoque ? On va tenter de mieux la définir, quitte à revoir des idées trop simples.

QUATRE FACETTES DE L'EXCLUSION

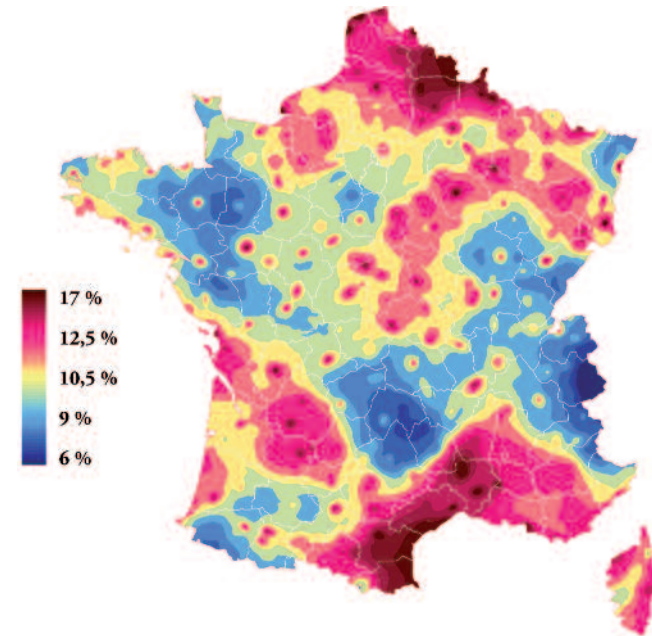
Dans l'idéal, pour être pleinement membre d'une société moderne, il faudrait avoir un emploi (ou s'y préparer comme étudiant ou l'avoir eu comme retraité), il faudrait être éduqué, ce qui est sanctionné par des diplômes, il faudrait disposer d'un revenu suffisant et enfin il faudrait faire partie d'une cellule familiale stable. L'absence de l'un ou de plusieurs de ces critères ne met heureusement pas en marge, mais rend l'existence plus difficile. Le rôle de l'État et plus encore de l'État providence est de remédier à ces manques, par l'assurance chômage et l'aide au retour à l'emploi, par l'éducation et les formations de rattrapage, par les aides aux plus pauvres, RMI, puis RSA, minimum

vieillesse, par les aides aux familles monoparentales. Malgré cela, le chômage, l'absence d'éducation ou plutôt de diplômes, la pauvreté et la fréquence des familles monoparentales restent très inégalement répartis sur le territoire français, comme on va le voir.

LE CHÔMAGE

À suivre la chronique déprimante des fermetures d'entreprise, on imagine que le chômage frappe ici ou là sans logique spatiale. La carte 1 montre le contraire. Il existe de vastes zones où le chômage est beaucoup plus élevé et d'autres aussi larges où il est relativement faible : plus de 15 % dans une grande partie du Languedoc ou en Picardie, moins de 7 % dans le Choletais ou en Mayenne. *Grosso modo*, le chômage frappe plus durement trois grands ensembles géographiques, le Nord-Est, les abords de la Méditerranée et la vallée de la Garonne. La localisation des chômeurs, une génération plus tôt, par exemple au moment du recensement de 1982, suit la même carte à quelques nuances près, un peu plus fort sur les bords de l'Atlantique, un peu plus faible au sud du Bassin parisien. Cela signifie que, dans certaines familles, le chômage atteint les enfants après avoir touché les parents. Il existe en quelque sorte une culture du chômage dans certaines régions ou encore un horizon du chômage. Les points de plus fort chômage qui criblent la carte correspondent aux villes, non qu'elles soient *a priori* plus soumises aux faillites et fermetures d'entreprises, mais parce qu'il est plus facile de retrouver un emploi en ville qu'à la campagne, ce qui pousse les demandeurs d'emploi vers la ville.

Carte 1
Pourcentage de chômeurs dans la population active en 2013
(lissage sur un cercle de 30 km de rayon)



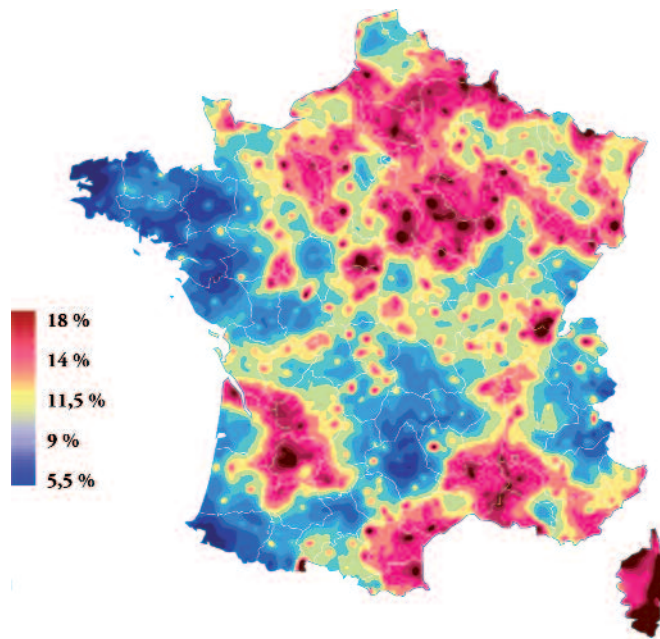
JEUNES SANS DIPLÔME

L'arrivée sur le marché du travail de jeunes dépourvus de diplôme est un des gros handicaps de la France. Or leur répartition est contrastée. La carte 2 montre le pourcentage des jeunes de 25 à 34 ans sans diplôme recensés en 2013. Comme pour le chômage, le contraste entre de vastes zones est important. Dans un grand Nord-Est, autour de la

Méditerranée, sur 100 kilomètres de profondeur et dans une large vallée de la Garonne au-delà de Toulouse, la proportion de jeunes sans diplôme peut dépasser 15 %. Au contraire, dans l'Ouest, au sud de la Garonne, dans le Massif central et les régions alpines, la proportion tombe à 5 %. Les petites villes sont les plus atteintes, les jeunes sans diplôme s'y installant à la recherche d'un emploi, au contraire des grandes villes universitaires, où les étudiants trouvent souvent à s'établir une fois leur diplôme en poche.

Carte 2

Pourcentage de sans diplôme dans la classe d'âge 25-34 ans en 2013

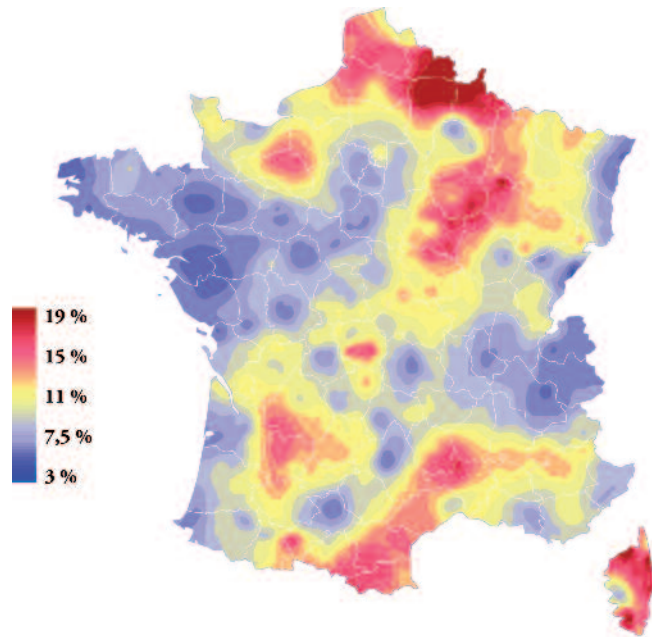


PAUVRETÉ

Il est difficile de mesurer la pauvreté. On utilise d'habitude le critère du revenu pour définir un seuil en deçà duquel une personne est considérée comme pauvre : son revenu doit être inférieur à 60 % du revenu médian, c'est-à-dire tel que la moitié des Français ait un revenu supérieur et donc l'autre moitié un revenu inférieur. Pour fixer les idées, le revenu médian est actuellement de 1 700 euros par mois en France. On passe donc au-dessous du seuil de pauvreté lorsque le revenu disponible, ou niveau de vie, est inférieur à 1 000 euros par mois. La pauvreté est très inégalement répartie en France (carte 3). Elle est élevée en Languedoc, dans la vallée moyenne de la Garonne, dans le Nord et l'Est, Alsace et vignoble champenois mis à part, et dans l'ancienne Haute-Normandie. Parfois, plus de 20 % des personnes se trouvent en état de pauvreté. Au contraire, dans le Grand Ouest, en Aquitaine, en Auvergne-Rhône-Alpes, le pourcentage peut descendre au-dessous de 5 %. D'autres indicateurs de la pauvreté donnent des résultats semblables mais plus parlants. Ainsi, le seuil à partir duquel une personne fait partie des 10 % de revenus les plus faibles est d'environ 1 000 euros par mois dans l'Ouest profond, de la Vendée à la Mayenne, alors qu'il est de 600 euros en Languedoc ou en Picardie. La pauvreté à 1 000 euros par mois n'est pas la même qu'à 600 euros par mois. À nouveau, il s'agit d'une géographie stable. En revanche, les niveaux de pauvreté ont considérablement évolué par âge. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, les personnes âgées étaient les plus pauvres. Aujourd'hui, ce sont au contraire les jeunes.

Carte 3

Proportion de personnes au-dessous du seuil de pauvreté en 2013
(seuil à 60 % du revenu médian)



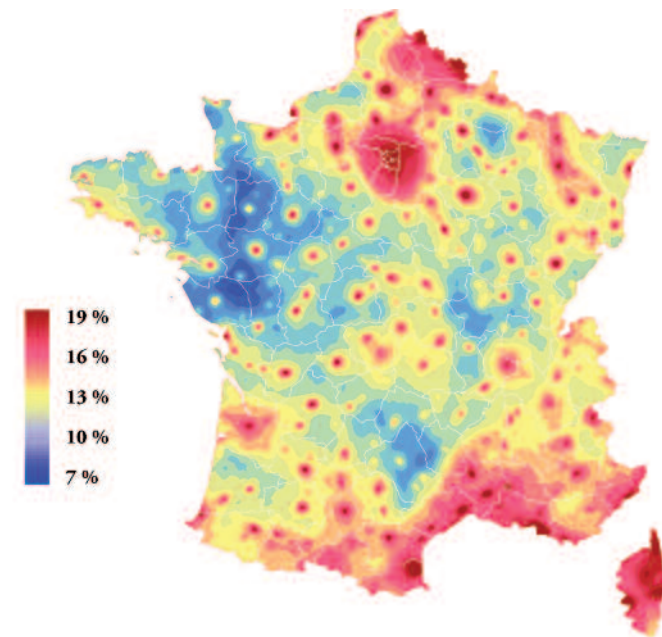
FAMILLES MONOPARENTALES

Il n'est pas question de stigmatiser tel ou tel mode de vie familiale. Il faut seulement constater que la vie d'une famille monoparentale est plus difficile que celle d'un couple avec enfants. 35 % des mères de famille monoparentale vivent au-dessous du seuil de pauvreté mais

5 % seulement des membres d'un couple biactif. Or la répartition des familles monoparentales est très inégale (carte 4). Elles sont beaucoup plus fréquentes dans les villes car la mère de famille, qui doit à la fois travailler et prendre soin de ses enfants, cherche un logement même étroit ou sans confort, à proximité de son emploi. Mais, en dehors des villes, des régions entières comptent aussi une plus forte proportion de familles monoparentales, aux extrémités Sud et Nord du pays.

Carte 4

Pourcentage de familles monoparentales parmi l'ensemble des familles en 2013



LE SYSTÈME DE L'EXCLUSION

Les quatre facettes de l'exclusion qui viennent d'être passées en revue ne sont pas indépendantes les unes des autres. Elles forment un système. En effet, le chômage atteint surtout les personnes sans diplôme. Il prédispose aussi aux ruptures d'union. La pauvreté est en outre la conséquence ou parfois la cause des trois difficultés précédentes.

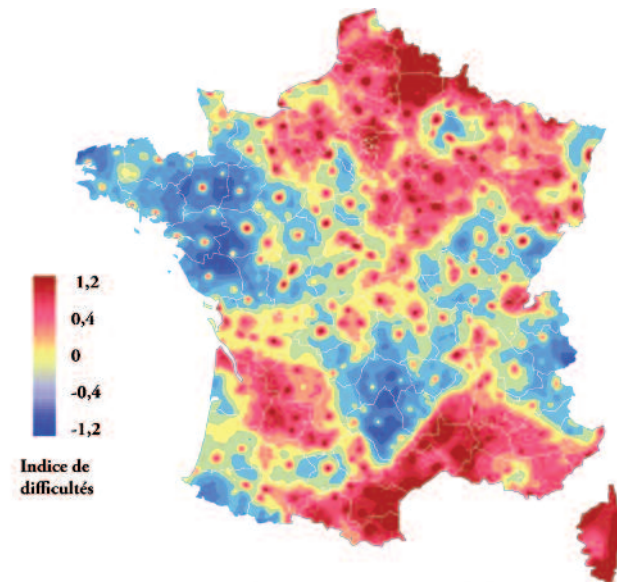
Il n'est donc pas étonnant que les quatre cartes qui décrivent les facettes de l'exclusion se ressemblent beaucoup. Presque toujours trois grandes zones accumulent les difficultés, le Nord-Est, le rivage méditerranéen et la vallée de la Garonne. Il est donc logique de faire la synthèse des quatre distributions, ce qui est possible statistiquement¹². On obtient la carte 5, qui résume et extrait la large partie commune aux quatre formes d'exclusion. Le résultat est très voisin de la répartition des votes du Front national. *A posteriori*, une fois qu'on l'a constatée, on peut trouver la coïncidence presque normale, voire évidente. Les sondages montrent en effet que le vote pour le FN est d'autant plus élevé que les électeurs sont moins diplômés et qu'ils appartiennent aux couches populaires. Le vote Le Pen serait ainsi une réponse à l'exclusion. Les pauvres, les chômeurs, les sans-diplôme se révolteraient contre leur condition dont ils rendraient les élites, les étrangers et les immigrés responsables. Le vote Le Pen n'exprimerait pas seulement une protestation, mais le désir de « renverser la table », selon une formule qui a connu un grand succès lors de la campagne présidentielle. Cette interprétation vient buter contre un écueil que les enquêtes de Cécile Braconnier et Nonna Mayer ont bien identifié. Les exclus et les déshérités votent peu.

12. On a calculé une première composante principale normée. Mais son résultat est presque le même que la simple somme des quatre indicateurs normés et centrés.

Ils s'abstiennent le plus souvent. À la marge de la société, ils ne participent guère à ses rituels. Et quand ils votent, ils ne donnent pas plus leur suffrage au FN que leurs voisins un peu mieux lotis.

On peut contourner l'objection : le vote n'est pas l'expression seulement d'une situation personnelle mais de l'état de la société dans l'entourage immédiat des individus. Si le chômage est élevé, si la pauvreté est répandue, même ceux qui y ont échappé craignent d'y tomber ou que leurs enfants et leurs proches soient atteints. Le vote traduit un état d'esprit local autant que des préoccupations personnelles. Il n'est ni le fait de Robinson, ni celui d'une tribu ou d'un clan, il emprunte aux deux.

Carte 5
Synthèse des quatre indicateurs de l'exclusion (jeunes sans diplôme, chômage, pauvreté, familles monoparentales)

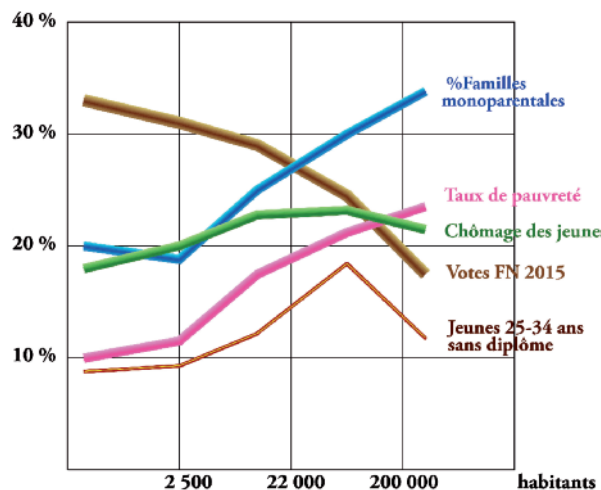


LA RÉFUTATION URBAINE

Un regard attentif sur les quatre cartes de l'exclusion ou sur leur synthèse soulève une objection beaucoup plus grave à la théorie sociale et économique du vote. Les cartes sont parsemées de taches qui indiquent une conjonction défavorable des facteurs d'exclusion. Or elles correspondent à la plupart des villes. La ville accroît les écarts de situation. Elle abrite plus de diplômés et plus de sans diplôme, plus de riches et plus de pauvres, plus de chômeurs, plus de familles monoparentales. Mais aussi, le FN obtient des scores d'autant plus faibles que la ville est de plus grande taille, avec un record vers le bas à Paris, où il est passé au-dessous de 5 % des suffrages au premier tour.

Figure 1

Comparaison de l'importance du vote FN selon la taille des communes et les valeurs des 4 indicateurs d'exclusion en 2013



Comme on le constate sur la figure 1, le niveau du vote FN en fonction de la taille des communes varie en sens inverse de celui des quatre modes d'exclusion. Tout au plus la proportion de jeunes sans diplôme et celle des chômeurs baisse-t-elle un peu dans les métropoles de plus de 200 000 habitants mais, pour toutes les tailles de communes plus petites, le vote FN augmente à mesure que le nombre d'habitants diminue tandis que la proportion d'exclus des quatre types diminue.

Dès lors, si l'on suit le même raisonnement que celui tenu plus haut sur les différences régionales, on devrait dire que le vote FN est d'autant plus élevé que le chômage est faible, que la proportion de jeunes sans diplôme et celle de familles monoparentales est faible et que la pauvreté est réduite. Soit exactement la conclusion inverse de celle du précédent paragraphe.

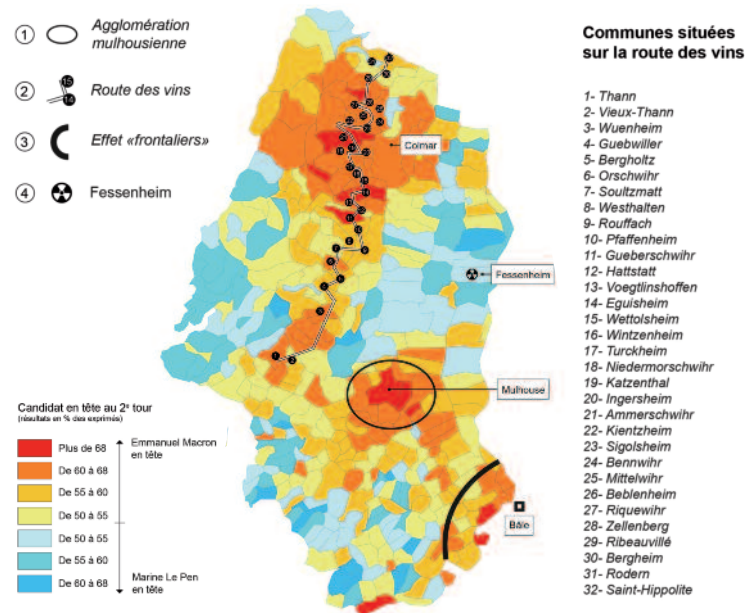
Ni le raisonnement sur les cartes, ni celui sur la taille des communes ne sont exhaustifs. Chacun donne une vue partielle d'un phénomène qu'il est difficile d'appréhender de façon unidimensionnelle. On pourrait d'ailleurs produire d'autres vues, par exemple en faisant entrer en ligne de compte la désindustrialisation, la présence des immigrés, l'insécurité. Dans ces deux derniers cas, d'ailleurs, on retrouverait que la proportion de vote FN est en relation inverse de la proportion d'immigrés ou du nombre de délits. Pour comprendre l'articulation des facteurs qui poussent au vote FN, et inversement au vote Macron, son opposé dès le premier tour, comme on l'a montré, il faut se pencher sur des situations locales en espérant que leur accumulation livre une explication pertinente.

LE HAUT-RHIN : UN CAS D'ÉCOLE

Dans le Haut-Rhin, au second tour, Emmanuel Macron l'a emporté par 63 % contre 37 % à Marine Le Pen, avec des variations très marquées au sein de ce département, ce qui rend cette région particulièrement intéressante. Sur un territoire relativement restreint, les différentes logiques à l'œuvre dans le vote pour l'un et l'autre candidats dessinent un modèle réduit des « deux France », expression souvent employée par les commentateurs politiques de l'élection.

Carte 6

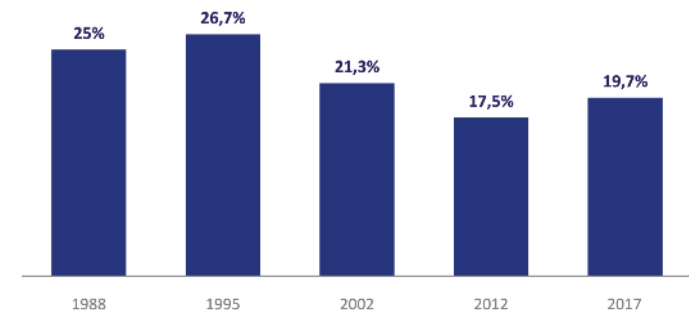
Scores comparés d'Emmanuel Macron et Marine Le Pen dans le département du Haut-Rhin au second tour de l'élection présidentielle de 2017



On distingue tout d'abord l'agglomération mulhousienne et la ville de Mulhouse elle-même, qui votent assez fortement pour Emmanuel Macron, comme le reste de la France urbaine, du fait d'une surreprésentation des cadres, des classes moyennes et de la population issue de l'immigration. Le FN y faisait jadis d'assez gros scores mais il y a beaucoup décliné. C'est ce qu'on pourrait appeler le « syndrome du neuf-trois » où, historiquement, le FN enregistrait parmi ses meilleurs résultats, et où il a beaucoup chuté, parce que la sociologie de la population locale a changé en vingt-cinq ans. Quand la population issue de l'immigration devient très importante, le vote FN diminue mécaniquement. Dans certains quartiers de Mulhouse, où Emmanuel Macron a réalisé 70,5 % le 7 mai, le même scénario est à l'œuvre.

Figure 2

Évolution du score du FN au premier tour de la présidentielle à Mulhouse



On observe également un vote Macron majoritaire autour de Colmar. C'est de nouveau l'« effet ville », qui fonctionne même pour des villes de taille relativement modeste. Le même phénomène se produit par exemple à Bourges, qui vote moins FN que le reste du département du Cher.

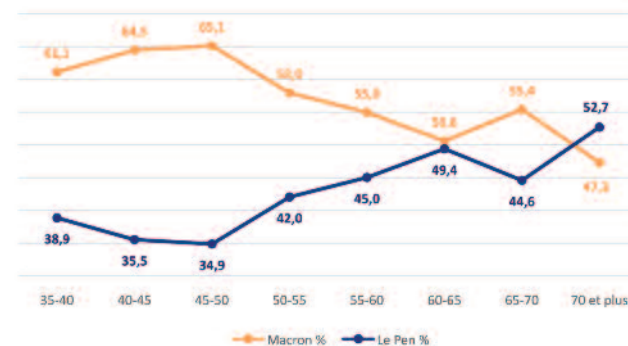
Ensuite, à côté de cet « effet ville », le Haut-Rhin offre un exemple de ce qu'on peut appeler l'« effet richesse », autour d'une rente particulière. Comme en Bourgogne ou dans la Sancerrois, il s'agit du vin¹³. Tout au long de la route des vins, à Riquewihr, Ribeauvillé, Turkheim ou Guebwiller, se trouvent trente-deux communes plus ou moins peuplées. À taille de communes identique, entre 200 et 2 000 habitants, Marine Le Pen a réalisé en moyenne 46 % dans le département au second tour. Mais dans les communes de cette taille qui ont la chance d'être situées sur la route des vins, avec davantage de richesse, de l'exportation et du tourisme, son score est tombé à 38 %. Il y a donc dans ces communes géographiquement privilégiées un bonus de 8 points pour Emmanuel Macron par rapport aux villages des contreforts des Vosges ou à ceux qui regardent vers la plaine d'Alsace, parfois seulement distants d'une dizaine de kilomètres de ce terroir favorisé.

Lors du référendum d'avril 2013 sur la réforme territoriale (qui prévoyait la fusion des deux conseils généraux et de la région Alsace), le Haut-Rhin était apparu profondément divisé et avait majoritairement voté contre cette réforme que ses adversaires avaient présentée comme portant atteinte au cadre national visant à faire de l'Alsace une « euro-région » sur le mode des Länder allemands. Les communes de la route des vins avaient soutenu ce projet quand les autres communes rurales et les petites villes avaient basculé dans le front de refus. Or il est intéressant de retrouver au second tour cette ligne de clivage. Comme

13. Un phénomène similaire existe en Champagne mais tous les terroirs viticoles ne sont pas intrinsèquement moins favorables au FN. Le prix du vin (et donc les conditions de vie des exploitants et des personnes travaillant dans la filière) mais aussi le type de propriété (grands domaines *versus* petits propriétaires) sont des critères qui entrent en ligne de compte. Le vote frontiste est ainsi très fort dans la région de Pauillac, où la propriété est très concentrée et aux mains de grands groupes ou de grandes maisons et où la population locale bénéficie nettement moins des retombées économiques de cette très lucrative activité.

le montre le graphique ci-dessous, le vote Macron est très corrélé au vote oui de l'époque tandis que le vote Le Pen est lui très corrélé au vote non. On constate une anomalie dans ce graphique : dans la strate des communes qui affichaient un vote non entre 65 % et 70 %, le vote Macron est nettement plus élevé qu'attendu (et le vote Le Pen plus faible). Cela s'explique par le poids de la ville de Colmar dans cette strate, ville dont le maire, Gilbert Meyer, avait à l'époque fait ardemment campagne pour le non, mettant en avant le risque que Colmar perde son rang de préfecture (et les emplois publics associés) en cas de fusion des collectivités locales alsaciennes.

Figure 3
Les votes Macron et Le Pen au second tour en fonction du non
au référendum alsacien du 7 avril 2013

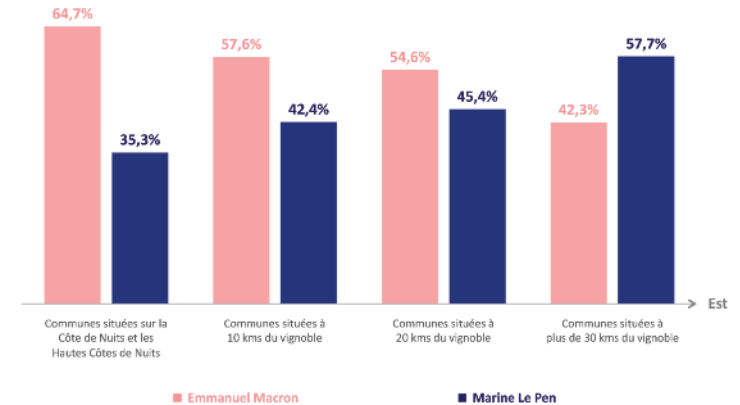


Hormis cette anomalie, les lignes de faille apparues à l'époque entre les territoires les plus fragilisés et les zones les plus dynamiques sont toujours bien présentes aujourd'hui et se manifestent à travers les différents effets qui viennent d'être identifiés.

BOURGOGNE : LA CÔTE DE NUITS VOTE EMMANUEL MACRON ET LA PLAINE MARINE LE PEN

On retrouve des comportements électoraux analogues à ceux du vignoble alsacien dans la micro-région de la côte de Nuits et des hautes-côtes de Nuits en Bourgogne. Dans ce terroir favorisé par la providence, on produit des vins réputés internationalement. Localement, la population bénéficie de la mondialisation, avec un niveau de vie très confortable. Lorsque l'on quitte le coteau pour redescendre dans la plaine, les retombées économiques de cette situation privilégiée se dissipent rapidement à quelques kilomètres seulement de distance de cette enclave, ce qui se traduit dans les comportements électoraux. Au cœur du vignoble, Emmanuel Macron engrange au second tour près de 65 % des voix. Son score diminue plus on s'en éloigne, pour tomber à 42,3 % et être minoritaire à 30 kilomètres de là. À l'inverse, Marine Le Pen réalise seulement 35,3 % au cœur du vignoble, 42,4 % à 10 kilomètres, 45,4 % à 20 kilomètres, et devient largement majoritaire (57,7 %) à 30 kilomètres.

Figure 4
Le vote Macron décline au fur et à mesure que l'on s'éloigne du vignoble prestigieux de la côte de Nuits et des hautes-côtes de Nuits



Des situations d'enclaves aisées comparables à la côte de Nuits en Bourgogne se retrouvent dans le Sancerrois par exemple. Marine Le Pen n'atteint en effet que 27,4 % au second tour à Sancerre et son score est également faible dans les communes voisines de Verdigny (28,2 %) et Bué (28,6 %), qui bénéficient de l'activité viticole et touristique autour de ce vignoble réputé. Les résultats grimpent ensuite à 38,3 % et 43,4 % à Ménetou-Râtel et Veaugues, un peu plus distantes, et à 49,3 % à Gardefort et 50,9 % à Bannay, villages situés à une quinzaine de kilomètres, Marine Le Pen ayant obtenu d'une manière générale des scores très élevés dans la plupart des communes rurales du Cher.

On retrouve également des « microclimats » favorables à Emmanuel Macron dans les stations de ski en Savoie et Haute-Savoie, qui ont beaucoup moins voté pour Marine Le Pen que les communes situées dans le fond des vallées qui ne bénéficient pas de la rente de « l'or blanc ».

L'EFFET FRONTALIER

Si l'on revient au Haut-Rhin, l'effet frontalier est un autre exemple de facteur défavorable à Marine Le Pen, donc favorable à Emmanuel Macron. Il est plus net à proximité de la Suisse que de l'Allemagne, car la Suisse est plus attractive, notamment la ville de Bâle. Les travailleurs frontaliers, qui sont beaucoup mieux payés qu'en France, n'ont pas très envie qu'on ferme les frontières. Comme on l'a vu dans un chapitre précédent, on observe le même phénomène à Thionville (Moselle), à la frontière avec le Luxembourg.

L'« EFFET FESSENHEIM »

C'est un autre exemple d'effet local se répétant en plusieurs endroits. Marine Le Pen a recueilli au second tour plus de 56 % des suffrages à Fessenheim même et elle est également majoritaire dans les communes voisines. L'outil de travail de bon nombre des habitants, mais aussi la prospérité de la commune et des communes limitrophes sont appelés à disparaître, ce qui suscite une réaction de colère.

On constate le même phénomène avec une intensité plus ou moins forte autour d'autres centrales nucléaires françaises, où le FN réalise souvent de bons scores. C'est le cas notamment à Dampierre (57,7 %) dans le Loiret, à Saint-Vulbas dans l'Ain, où est implantée la centrale de Bugey (56,8 %) ou bien encore à Gravelines dans le Nord (56,1 %), les trois plus anciennes centrales avec Fessenheim, donc celles pour

lesquelles la menace d'une fermeture est la plus tangible¹⁴. De même, aux États-Unis, les mineurs de charbon de Virginie occidentale, condamnés par la transition énergétique, avaient très massivement voté Donald Trump, qui fit campagne contre une Hillary Clinton voulant fermer des mines au nom de la conversion de l'économie américaine à un modèle décarboné.

Les votes Trump et Clinton dans certains comtés charbonniers de Virginie occidentale

Comtés	% D. Trump	% H. Clinton	Écart H. Clinton 2016 / B. Obama 2012
Wyoming	83,6%	13,6%	-7,4 pts
Mingo	83,2%	14,4%	-13,1 pts
Logan	80,1%	16,9%	-12,2 pts
Boone	74,9%	20,6%	-12,3 pts
Wayne	73,5%	22,1%	-13,2 pts

Dans la diversité de ces exemples émerge cependant une thématique commune, celle de l'ouverture et de la fermeture. Les partisans d'Emmanuel Macron, qu'ils soient viticulteurs, travailleurs frontaliers, urbains, sont confiants dans le développement de leur activité au-delà des frontières. Inversement, Marine Le Pen enregistre de bons scores là où règne une inquiétude sur l'avenir, des centrales

14. Dans des départements comme les Ardennes et la Moselle, où Marine Le Pen a pourtant obtenu de très bons scores, les résultats à Chooz (45 %) et Cattenom (37,4 %) sont moins élevés que dans les trois cas cités précédemment. Une piste d'explication réside peut-être dans le fait que les centrales de Chooz et Cattenom sont parmi les plus récentes du parc nucléaire français donc non menacées de fermeture.

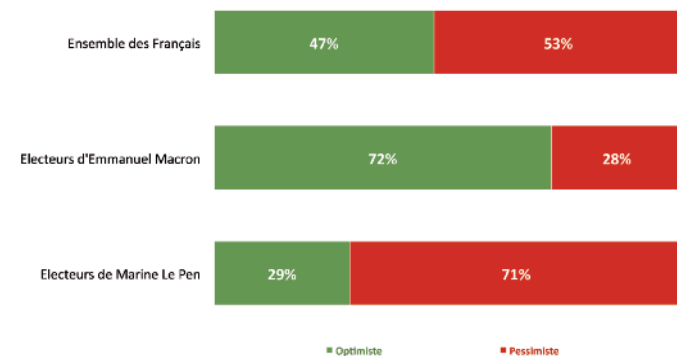
nucléaires, des activités agricoles autres que la viticulture, des emplois industriels à l'intérieur de l'Hexagone. En remontant aux sources de l'inquiétude et de l'optimisme dans le prochain chapitre, on tentera de donner une vue unifiée du vote et des inégalités sociales entre territoires et entre villes et campagnes.

POLITIQUE ET ANTHROPOLOGIE

OPTIMISME ET PESSIMISME

On a pu définir le macronisme comme un optimisme. Une enquête de l'Ifop pour *L'Obs*¹⁵ a ainsi montré que 72 % des électeurs d'Emmanuel Macron du premier tour se déclaraient optimistes vis-à-vis de l'avenir du pays contre seulement 47 % dans l'ensemble de la population et seulement 29 % dans l'électorat frontiste. Les deux électorats se retrouvaient une nouvelle fois à fronts renversés.

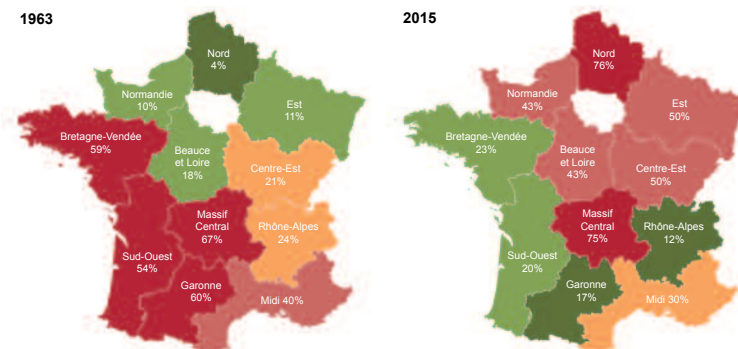
Le degré d'optimisme sur l'avenir du pays



15. Enquête réalisée par Internet du 23 au 28 mars 2017 auprès d'un échantillon national représentatif de 2 971 personnes inscrites sur les listes électorales.

La relative confiance dans les chances du pays s'ancre d'abord dans la perception que les électeurs ont de leur propre région. L'opposition de la France soutenant Emmanuel Macron et de celle soutenant Marine Le Pen renvoie précisément à des cartes¹⁶ qui montrent que la perception du degré de prospérité et de dynamisme économique de leur région par les populations locales a suivi des trajectoires opposées depuis une cinquantaine d'années. Alors qu'au début des années 1960, les habitants des régions industrielles du Nord et de l'Est se voyaient comme vivant dans des zones propulsant l'économie nationale, ils se perçoivent aujourd'hui comme résidant dans des régions en déclin. Le processus de désindustrialisation a durement frappé ces régions dont les populations, notamment ouvrières, éprouvent un sentiment de décrochage par rapport aux générations précédentes, sentiment de déclin collectif et individuel qui a sans doute favorisé le vote FN. Dans l'Ouest, à l'inverse, les habitants ont actuellement l'impression de vivre dans des régions économiquement plutôt préservées et assez dynamiques, sentiment qui n'était pas du tout présent il y a cinquante ans. Même si la situation actuelle peut parfois être difficile, le sentiment majoritaire qui prévaut est celui d'une élévation du niveau de vie par rapport à la génération précédente, climat psychologique nettement moins propice au développement du vote FN.

Cartes 1
La perception du retard économique de la région
par ses propres habitants en 1963 et en 2015

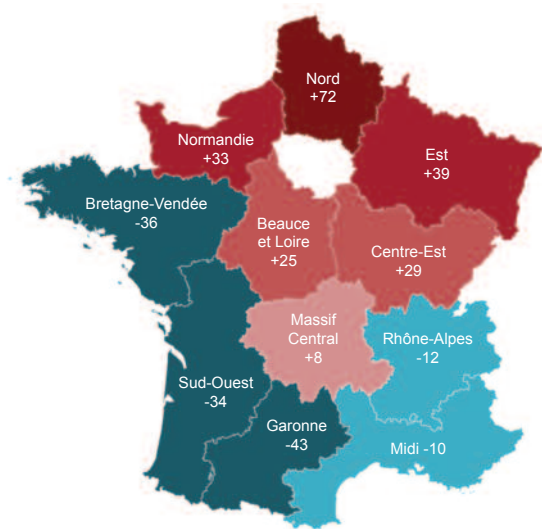


Note de lecture : en 1963, seuls 4 % des habitants de la région Nord percevaient leur région comme économiquement en retard. Ils sont 76 % aujourd'hui à faire ce constat.

Ces différences de situation objective comme de ressenti se traduisent très concrètement sur le plan électoral. Depuis une trentaine d'années, le FN s'est installé dans cet espace de la désindustrialisation et dans cette France se ressentant objectivement en déclin. On a ainsi constaté précédemment ainsi qu'au premier tour, le vote en faveur de Marine Le Pen par commune est très clairement indexé sur le taux de chômage dans le bassin d'emploi à laquelle appartient la commune en question. La relation entre ces deux variables est quasi linéaire et on l'on passe d'un vote moyen de 16,5 % dans les communes les moins touchées par le chômage à 30,7 % (soit un niveau pratiquement deux fois supérieur) dans les bassins d'emplois les plus sinistrés (plus de 13 % de chômage).

16. Réalisées à partir de données d'enquêtes de l'Ifop dont celle de 2015 effectuées pour *Sud-Ouest Dimanche*.

Carte 2
1963-2015 : évolution de la perception du retard économique
de la région par ses habitants



Un travail très récent de l'observatoire du bien-être du Cepremap en association avec l'enquête Enef menée par le Cevipof de Sciences Po confirme la coupure qui existe entre deux Frances¹⁷. Il commence par la remarque : « Le vote Front national n'est plus celui des classes populaires mais des classes malheureuses. La France pessimiste vote FN, la France optimiste vote Emmanuel Macron. » Le sentiment de bien-être est mesuré sur une échelle de 1 à 10 à partir de plusieurs questions portant sur les attentes et les constats des individus sur leur

situation, celle de la France et celle de l'Europe. Globalement, un point de bien-être supplémentaire dans une commune fait baisser le vote en faveur du FN de 10 points au second tour de l'élection présidentielle. En moyenne, l'indice de bien-être des électeurs du FN est de 5,35 ; celui des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, de 5,65 ; 6,05 pour Benoît Hamon ; 6,25 pour François Fillon et 6,45 pour Emmanuel Macron.

Les résultats sont pratiquement indépendants de la situation économique des individus. Quel que soit le revenu de l'électeur, plus son indice de bien-être est élevé, plus la probabilité qu'il vote Emmanuel Macron est forte et plus celle qu'il vote Marine Le Pen est faible. Cela ne signifie bien sûr pas que le vote FN soit indépendant du revenu. On a vu, au contraire, qu'il lui était nettement lié. Simplement, la proportion de personnes exprimant un mal-être est d'autant plus importante que le revenu est plus modique. Les chercheurs du Cepremap ont calculé que la variabilité liée d'une part au sentiment de bien-être et celle dépendant d'autre part des caractéristiques sociales et démographiques sont équivalentes.

Malheureusement, l'étude n'a pas tenu compte de la localisation des individus dans l'Hexagone. Ainsi, d'une part, les habitants de l'Ouest et ceux du Nord-Est sont traités ensemble, alors qu'on vient de constater à quel point leur perception de l'avenir est différente. En travaillant au niveau de la commune, l'étude du Cepremap reconnaît, d'autre part, implicitement que l'environnement immédiat des personnes joue un rôle essentiel dans la perception du sentiment de bien-être. On a vu, à propos du vote en faveur de Marine Le Pen, que les conditions locales de chômage, d'éducation des jeunes, de pauvreté, de ruptures familiales avaient conjointement une grande influence sur le vote. Leurs géographies, qui sont voisines, renforcent ou abaissent

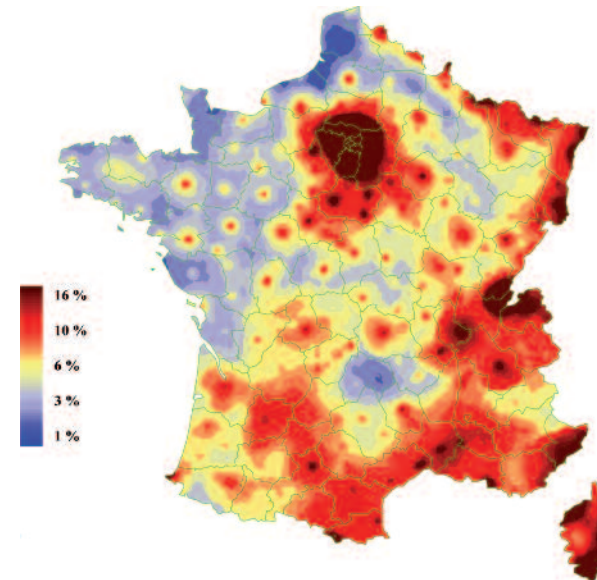
17. Yann Algan, Elizabeth Beasley, Martial Foucault, Claudia Senik et Paul Vertier, *Bien-être et vote*, note du Cepremap, Paris, 2017.

le sentiment de bien-être selon que l'on réside dans une commune où les facteurs défavorables s'accumulent ou bien sont quasiment absents. Vient alors la question importante : pourquoi certaines régions et la plupart des communes qui s'y trouvent sont-elles dans une situation économique et sociale défavorable ?

UN PASSÉ DIFFÉRENT

Comme le Front national réalise des scores élevés dans le Nord de la France, il est habituel de les attribuer à la désindustrialisation. Cela a sans doute créé un climat propice au vote FN, mais la géographie du Front ne correspond pas systématiquement à celle de l'ancienne industrie. Par exemple, le FN obtient des scores moyens dans la région Rhône-Alpes, où l'industrie est implantée depuis longtemps. Inversement, il cartonne dans tous les départements méditerranéens et dans la vallée de la Garonne, sans grand passé industriel. De même, les quatre facteurs d'exclusion rappelés au chapitre précédent existent aussi bien dans le Nord industriel que dans le Sud sans tradition industrielle importante. Là où l'on ne peut pas invoquer la désindustrialisation, donc au Sud, on met en avant l'immigration. Il est vrai qu'elle est moins importante à l'Ouest et dans une grande partie du Sud-Ouest qui votent Emmanuel Macron que sur le rivage méditerranéen (carte 3) favorable à Marine Le Pen.

Carte 3
Pourcentage d'immigrés dans la population âgée de 25 à 54 ans en 2010

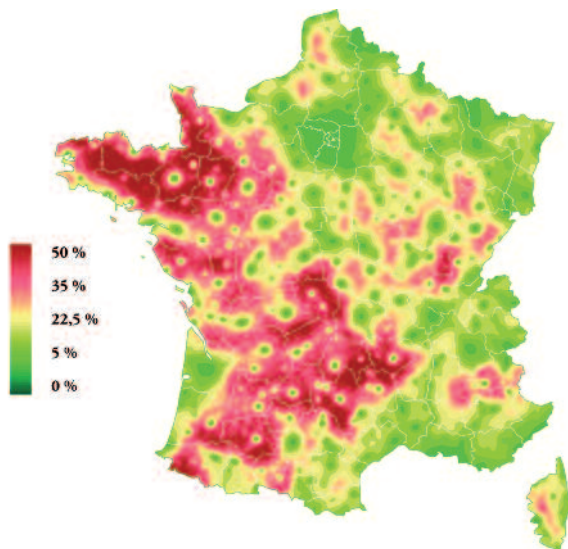


Outre des écarts régionaux, comme la faible proportion d'immigrés en Picardie, dans le Pas-de-Calais ou en Champagne, terres d'élection du FN, la plus grosse différence porte sur la taille des communes. Plus les communes ont une population importante, plus la proportion d'immigrés y est élevée, plus le vote en faveur du FN est faible avec un point d'orgue à Paris où il est passé au-dessous de 5 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle alors qu'on y compte 18 % d'immigrés.

Il faut donc partir à la recherche de causes plus profondes, de causes qui pourraient expliquer à la fois les différences socio-

économiques et les différences d'appréciation du bien-être. L'une des raisons des différentes attitudes envers l'avenir vient du passé. Chaque génération se compare à celles qui l'ont précédée, à celle de ses parents et de ses grands-parents, qu'elle a en général connues. Or le passé des régions qui votent FN et des régions qui votent Emmanuel Macron est très différent. Dans les secondes, la vie paysanne est encore proche, dans les premières, elle remonte à plus de deux générations. Un moyen de s'en persuader consiste à tracer la carte de la proportion d'agriculteurs dans la population active il y a deux générations – ici au recensement de 1968, qui fournit les données pour chaque commune (carte 4).

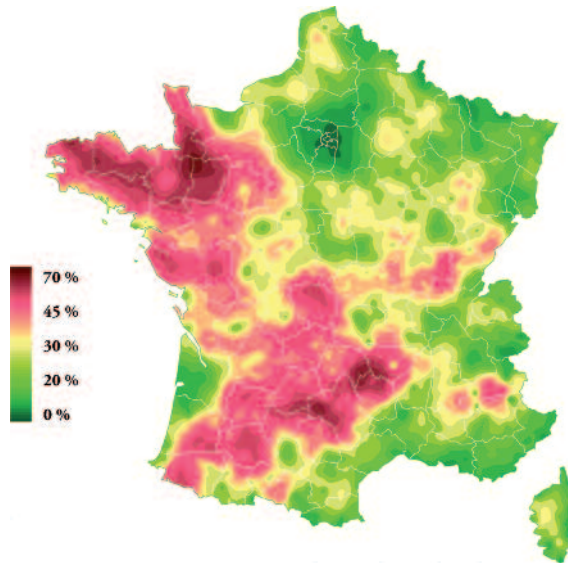
Carte 4
Pourcentage d'agriculteurs dans la population active
au recensement de 1968



La similitude entre cette carte et celle des votes en faveur d'Emmanuel Macron est remarquable. Il existe quelques désaccords entre le passé paysan et le vote Macron, dans la Sarthe par exemple, mais cela est dû à la candidature Fillon. Si l'on agrège cette France au passé paysan, d'une part, et les grandes agglomérations, d'autre part, on retombe au détail près sur la carte du vote Macron.

La carte de la France paysanne en 1968 donne la mesure de l'ascension sociale. Les enfants de paysans souvent très pauvres sont devenus ouvriers, employés, techniciens, cadres. Ils ont migré vers les villes, mais ils gardent un peu de terre à leurs semelles, le souvenir d'une certaine misère rurale et aussi d'une solidarité locale. Ils ont encore plus conscience en ville du progrès de leur condition par rapport à celle de leurs parents ou de leurs grands-parents paysans et font encore confiance à l'ascenseur social dont ils ont personnellement bénéficié, tandis que ceux, peu nombreux, qui sont restés dans le monde rural ont une vie plus difficile. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le vote urbain est beaucoup plus tourné vers Emmanuel Macron que vers Marine Le Pen. Inversement, les régions où les agriculteurs ne formaient plus qu'une faible minorité de la population en 1968 et même auparavant recoupent presque sans exception celles qui accordent un grand nombre de suffrages au FN, particulièrement le Nord-Est et les bords de la Méditerranée, les deux grands bastions de ce vote extrémiste. On le distingue encore plus clairement si l'on ne retient que les communes qui comptaient moins d'un millier d'actifs en 1968, ce qui exclut la plupart des villes. Forcément, la carte est plus homogène (carte 5) mais elle dessine encore mieux (en vert clair et foncé) les futures zones qui voteront pour le FN à partir des élections européennes de 1984.

Carte 5
Pourcentage d'agriculteurs dans la population active
au recensement de 1968 (seules les communes comprenant
moins d'un millier d'actifs ont été retenues)



SOCIABILITÉ

On a utilisé ce terme pour caractériser la réminiscence des comportements ruraux en ville chez les descendants des paysans. Or plusieurs éléments permettent de supposer une différence de sociabilité entre les régions qui ont voté Marine Le Pen et celles qui ont voté Emmanuel Macron. Par exemple, les tirages des journaux régionaux ont évolué en sens inverse dans les deux ensembles. À l'Ouest et dans le

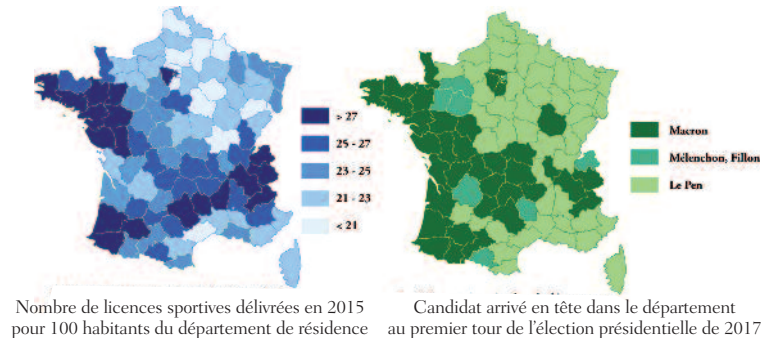
Sud-Ouest, jusqu'en 2008, *Ouest-France*, *Le Télégramme de l'Ouest*, *La Montagne*, *La Dépêche*, ont vu leur tirage augmenter puis se stabiliser après cette date. Au contraire, dans le Nord, l'Est et le Sud-Est, les tirages du *Courrier picard*, des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, de *Nice-Matin*, entre autres, ont régressé presque sans aucun répit. Les journaux régionaux facilitent l'ancrage local. Certes, ils sont maintenant concurrencés par Internet, mais c'est l'évolution divergente de leurs tirages dans les deux grandes zones qui est significative de l'état des communautés locales et la pratique d'Internet n'accuse pas les mêmes écarts.

On doit un exemple plus précis des différences de sociabilité à la statistique du nombre d'adhésions à des clubs sportifs¹⁸. La carte des variations de ce nombre pour 100 habitants, par département, en 2015, recoupe presque exactement celle des candidats arrivés en tête au premier tour de l'élection présidentielle : plus grande proportion de licences dans les départements qui ont donné la préférence à Emmanuel Macron, moins dans ceux qui ont mis Marine Le Pen en pole position.

18. Nos remerciements vont à Pascal Riché, qui nous a transmis cette statistique.

Cartes 6

Nombre de licences sportives pour 100 habitants
comparé aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle



Quel est le point commun qui lie un ensemble aussi vaste et disparate de phénomènes ? La sociabilité, le niveau ressenti de bien-être et de progrès, le retard de l'exode rural, les formes d'exclusion – chômage, pauvreté, familles monoparentales, absence de diplôme –, la circulation des journaux régionaux, tous mis sur la sellette pour aboutir à un vote dominant en faveur de Marine Le Pen ou d'Emmanuel Macron ? La réponse vient d'un passé beaucoup plus ancien que 1968 ou que l'industrialisation, le passé des formes de peuplement de la France.

Le grand historien Marc Bloch avait insisté dans son ouvrage *Les Caractères originaux de l'histoire française* sur deux types très différents d'habitat. Au nord d'une ligne Le Havre-Bâle et dans la région méditerranéenne, les personnes vivaient groupées en villages ou en petites villes. Les fermes isolées étaient l'exception. Par exemple, au recensement de 1872, 95 % des habitants du département de la Marne résidaient dans une agglomération quelle que soit sa dimension. À

l'Ouest et au Sud-Ouest, au contraire, les paysans vivaient dispersés dans le bocage. Toujours en 1872, 75 % des habitants du département de l'Ille-et-Vilaine habitaient dans des fermes isolées. Dans les pays d'habitat groupé, « aggloméré » dans le langage des statisticiens, pays en général de champs ouverts, les contraintes de la vie en commun étaient importantes. Les coutumes et les mœurs tendaient à les limiter pour préserver une autonomie individuelle, pour ménager la part d'insociabilité, que des anthropologues comme Pierre Clastres ont identifié dans les sociétés les plus archaïques¹⁹ et qu'un philosophe comme Kant avait désigné par la formule de l'« insociable sociabilité » de l'homme. Inversement dans les pays de bocage, ce n'était pas le trop-plein de société mais son manque qui posait problème. Les coutumes et les mœurs, dans ce cas, visaient à faciliter les contacts et la sociabilité, les réunions, par exemple lors des grands événements de l'existence religieuse, baptêmes, mariages.

Comment un parti tel que le FN surgit-il dans ce paysage bipolaire ? À partir des années 1970, la vie change profondément dans les petites agglomérations et à la campagne. La motorisation devient générale, ce qui entraîne une redistribution des commerces (les supermarchés) et des emplois. Désormais, on n'achète plus sur place, on ne travaille plus sur place et on ne se livre plus à des loisirs sur place. Dans les pays de population agglomérée, les formes de vie communautaires disparaissent tandis que subsiste la méfiance, expression de la part humaine d'insociabilité. Dans les pays de bocage de « population éparse », au contraire, les coutumes de regroupement sont favorisées et facilitées par l'automobile. D'un côté, les relations sociales s'étiolent, de l'autre, elles s'amplifient. Nous avons ainsi vu dans un chapitre précédent qu'en

19. Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, Minuit, 1974.

milieu rural le nombre de commerces et de services de proximité présents dans une commune influait fortement sur le niveau du vote FN. Or dans les campagnes de Champagne-Ardenne ou des Hauts-de-France, anciennes régions d'habitat groupé, la proportion de communes totalement dévitalisées commercialement atteint 60 % alors que cette situation ne concerne qu'à peine 30 % des communes rurales des Pays de la Loire et 25 % des communes bretonnes, terroirs de bocage à population éparse.

Les deux formes de peuplement expliquent aussi, indépendamment de la sociabilité, plusieurs traits signalés dans les pages précédentes. Ainsi, plus isolés, les paysans du bocage, vivaient en quasi-autarcie, ce qui les a retenus plus longtemps rivés à leur exploitation. Ils étaient aussi moins alphabétisés et éduqués du fait de la difficulté pour les enfants de fréquenter une école assez éloignée, « au bourg », disent les gens de l'Ouest. La forte proportion d'agriculteurs constatée encore en 1968 s'explique en partie pour ces raisons. S'y ajoutaient des formes différentes de faire-valoir. Dans l'Ouest et dans le Sud-Ouest prédominaient le fermage, le métayage et une main-d'œuvre de « domestiques » agricoles. Dans les grandes plaines du Nord et de l'Est, le monde rural se composait de quelques gros cultivateurs et d'une masse de journaliers, qui, ne possédant pas assez de terre pour survivre, devaient louer leur force de travail (on les appelait « brassiers » à ce titre dans certains terroirs). Ces pauvres ont constitué la main-d'œuvre de l'industrie naissante et des mines.

Le caractère d'insociabilité qui n'avait plus de raison d'être s'est maintenu, ce qui limite la solidarité dans les régions lepénistes. Le Front a d'ailleurs bien conscience de l'émiettement social quand il cherche à promouvoir une animation sociale. La faiblesse de la

solidarité rend plus difficile la lutte contre le chômage, l'initiative entrepreneuriale, le maintien des entreprises en cas de passage financier difficile. On chante maintenant les louanges du libéralisme. C'est au contraire parce qu'il existe des formes de solidarité que certaines régions françaises s'en tirent mieux que d'autres, et non en raison de l'individualisme.

CONCLUSION

QUEL AVENIR À L'OPPOSITION ÉLECTORALE MACRON-LE PEN ?

On peut tirer des réflexions précédentes deux conclusions opposées, l'une pessimiste, l'autre optimiste, quant à la suite des événements. Dans les régions de l'Ouest, le souvenir des années de misère vécues par les générations précédentes s'estompera progressivement. Elles risquent alors de basculer dans le même pessimisme que celui des régions du Nord et de l'Est, qui ont évolué plus précocement qu'elles, et de ne plus considérer leur situation comme meilleure que celle des générations précédentes. L'Ouest et le Sud-Ouest, qui étaient relativement à l'abri du pessimisme, pourraient y succomber à leur tour. Même si le vote FN demeure nettement moins important dans le Grand Ouest que sur la façade Est, la progression significative depuis vingt ans qu'il a connue dans les campagnes basses-normandes, sarthoises et dans certains terroirs bretons incite à penser qu'en certains endroits ce bouclier protecteur est d'ores et déjà fissuré.

La conclusion plus optimiste s'adresse aux régions du Nord et de l'Est. Les formes de sociabilité ne sont pas fixées une fois pour toute. Heureusement, elles évoluent, mais lentement. Ce qui était l'influence des origines peut s'effacer progressivement et les rapports humains se reconstruire en ville. La plus faible progression, voire la régression du

Front national dans les grandes villes en est un symptôme. Le vote pour Emmanuel Macron a atteint des sommets à Paris, dans les métropoles, mais aussi dans des villes plus petites. La vague du Front qui se dirige vers les plus petites communes est chassée par la vague Emmanuel Macron qui a pris son origine à Paris et dans les métropoles pour s'étendre de proche en proche à de plus petites cités.

Qui l'emportera de la tendance au pessimisme dans les zones optimistes ou de la tendance au retour de l'optimisme dans les zones pessimistes, nous sommes incapables de le prophétiser. En revanche, les hommes politiques pourront agir dans une direction ou dans l'autre selon les mesures qu'ils prendront dans un très proche avenir.

Les résultats des élections législatives, marquées par la large victoire de la majorité gouvernementale, le tassement de la France insoumise et le décrochage du FN sembleraient indiquer en première analyse que le nouveau président a su faire naître un vent d'optimisme dans le pays. Néanmoins ce vent s'apparente pour l'instant plutôt à une brise, et elle n'a de surcroît pas soufflé partout. Dans une enquête réalisée deux semaines après le second tour de l'élection présidentielle²⁰, 52 % des Français se déclaraient optimistes pour l'avenir de la France. C'est donc une majorité, et ce chiffre s'inscrit en hausse de 5 points par rapport à un précédent sondage effectué en mars, dont nous avons parlé précédemment à propos des déterminants du vote Macron. Mais cette hausse est encore modeste, et près d'un Français sur deux demeure pessimiste quant à l'avenir de son pays.

20. Sondage Ifop pour No Com, réalisé par internet du 18 au 19 mai 2017, auprès d'un échantillon national représentatif de 1004 personnes.

Dès lors, comment articuler cet état de pessimisme encore largement répandu dans la population et les résultats flatteurs obtenus par la majorité présidentielle aux législatives ? L'analyse du profil des abstentionnistes, qui n'ont jamais été aussi nombreux pour des élections législatives sous la V^e République, donne une clé d'explication. C'est d'abord et avant tout la France qui va bien, ou la « France d'en haut », pour reprendre l'expression du Macron-compatible Jean-Pierre Raffarin, qui s'est rendue aux urnes pour soutenir les candidats de la République en marche et « donner sa chance » au nouveau président, comme de nombreux électeurs l'ont indiqué dans les enquêtes qualitatives de l'Ifop. La « France d'en bas », dont une bonne partie avait joué le jeu de l'élection présidentielle, est restée chez elle lors des législatives. En croisant selon une méthode mise au point par l'Insee les revenus et le nombre de personnes présentes dans le foyer, on peut analyser les résultats des enquêtes de l'Ifop selon une classification objective du niveau de vie plus fine que l'analyse par catégorie socio-professionnelle, qui ne tient pas compte ni du nombre d'individus dans le foyer, ni des écarts de revenu pouvant exister au sein d'une même catégorie de la population. Cette segmentation a été utilisée dans un sondage portant sur les votes aux législatives et les résultats sont des plus parlants. 66 % des catégories aisées ont voté au premier tour des législatives. C'est également le cas de 54 % des classes moyennes mais l'on tombe à seulement 43 % parmi les catégories modestes et à 35 % dans les catégories pauvres. Et parmi les votants, ce clivage social se retrouve de manière tout aussi marquée. Au premier tour, les candidats de La République en marche ont bénéficié du soutien de 46 % des catégories aisées (contre 24 % seulement pour les candidats de droite), de 39 % des membres des classes moyennes supérieures et de 31 % des classes moyennes inférieures. Une fois sorti des classes moyennes et favorisées, ce vote se situe très en deçà de la moyenne nationale (32 %) avec 24 %

Le puzzle français. Un nouveau partage politique

dans les catégories modestes et seulement 17 % parmi les catégories pauvres ayant été voter, ces dernières optant pour 19 % d'entre elles pour le FN et pour 20 % pour la France insoumise ou le PC.

Les Français qui se sont rendus aux urnes lors de législatives ont donc accordé une large majorité à Emmanuel Macron. En s'appuyant sur des visages renouvelés et face à des oppositions divisées et affaiblies, le nouveau président a désormais les coudées franches pour mener sa politique de transformation de la société française. On saura assez rapidement s'il est en capacité d'insuffler une vague d'optimisme ou si les catégories de la population et les territoires fragilisés estiment que le compte n'y est pas ou que l'addition est trop salée et font entendre dans la rue ou dans les urnes un mécontentement resté en sourdine aux législatives faute d'électeurs mobilisés.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Primaires mais complexes	7
Géographie du vote Macron	27
La résistible ascension de Marine Le Pen	41
François Fillon ou le déclin de l'opposition droite-gauche ?	71
La gauche éparpillée	87
Nicolas Dupont-Aignan : le plus grand des petits candidats	105
Les dynamiques de second tour	115
Un vote politique ou social ?	139
Politique et anthropologie	159
Conclusion	175

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-112-7

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS

© FEPS - FONDATION EUROPÉENNE D'ÉTUDES PROGRESSISTES
40, RUE MONTOYER - 1000 BRUXELLES

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
JUILLET 2017

**HERVÉ LE BRAS
JÉRÔME FOURQUET**

LE PUZZLE FRANÇAIS UN NOUVEAU PARTAGE POLITIQUE

Décomposition, recomposition ou révolution : comment analyser l'ampleur du changement que le pays a vécu lors de cette séquence électorale – primaires, présidentielle – hors norme ? Quelles sont les géographies des votes Macron et Le Pen ? Qui sont les déserteurs de l'isoir ? Les Républicains et les socialistes ont-ils encore des fiefs ?

C'est à un décryptage en profondeur que se livrent Hervé Le Bras et Jérôme Fourquet, à travers l'analyse des comportements électoraux de ces 47 millions de citoyens appelés aux urnes. Ils aident à comprendre, grâce aux données les plus récentes, le nouveau paysage électoral qui se dessine.

Hervé Le Bras est démographe et historien.

Jérôme Fourquet est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-112-7
6 €

